SCIENCES HUMAINES
N°372
OCTOBRE
2024
SCIENCES HUMAINES
Comprendre l'humain et la société

RÉFÉRENCE

OLYMPE DE GOUGES
De la tribune à l'échafaud, itinéraire d'une intrépide

Valeurs, modes de vie, ressources, amours, humour...

LE CLASH DES GÉNÉRATIONS ?



ENTRETIEN
Marie Duru-Bellat et François Dubet
« Trop d'école tue l'éducation ! »

PRÉHISTOIRE
Comment Homo Sapiens est devenu intelligent

DOM/S : 7,90 € - BEL/LUX : 7,40€ - CH : 11,90 FS - CAN : 12,99 $CA - D : 8,30 € - ESP/ITA/GR/PORT CONT : 7,9 € - MAR : 78 MAD - TOM : 1050 XPF - TUN : 9,90 TND

L 18925 - 372 - F: 6,90 € - RD

SCIENCES HUMAINES

BOUTIQUE EN LIGNE

« UN TROUBLE MENTAL S'INSCRIT NON SEULEMENT DANS LE CORPS DE CELUI QUI LE VIT, MAIS DANS L'ŒIL DE CELUI QUI REGARDE ET LE NOMME. »



CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

OU SUR COMMANDE EN SCANNANT CE QRcode

TOUTES NOS PUBLICATIONS SUR NOTRE SITE **WWW.SCIENCESHUMAINES.COM**

APRÈS EUX, LE DÉLUGE ?

À propos des générations, deux attitudes s'affrontent. La première renvoie au mythe de régénération : les vieux s'en vont, les jeunes arrivent pour assurer le renouvellement de la société et de ses valeurs. « *Ils sont l'avenir.* » Cette vision s'accompagne généralement d'un mépris à l'égard des plus âgés, perçus comme conservateurs et rétrogrades. L'autre posture, opposée, puise dans un imaginaire de dégénérescence. La jeunesse y apparaît comme décadente. Cette représentation existe depuis la nuit des temps, structurée autour des figures archétypiques que sont l'oisif, le narcissique et l'androgyne. On en trouve trace dans nos manières de qualifier les jeunes depuis vingt ans : générations « canapé », « égoïstes », « dégenrées » auraient succédé à la « grande génération » des baby-boomers.

Ces discours alimentent l'idée d'une guerre des générations, dont plusieurs essais récents se sont fait l'écho. Il y a tout lieu de la nuancer. D'abord parce qu'une société n'est jamais si polarisée. Où sont donc, dans cette lecture, ceux qui « *balancent entre deux âges* », comme chantait Georges Brassens, ni « boomers » ni « millenials », mais adultes et responsables ? Ensuite parce que la catégorie de génération reste mal bornée. Il faut quarante ans pour en faire une, lit-on dans la Bible, le délai d'une traversée du désert, le temps que nos prédécesseurs achèvent de mourir. Où pencher quand on a soi-même 40 ans : du côté des générations montantes ou descendantes ? Beaucoup d'entre nous répugnent à choisir un camp. Nous avons des liens forts avec certains de nos aînés autant qu'avec nombre de nos cadets. On s'aime et on s'aide. Du reste, en vieillissant, se stratifient en nous des époques et des âges différents qui nous donnent le sentiment d'appartenir autant au siècle dernier qu'au nouveau monde. Enfin, il existe un problème intellectuel – et même politique – à fondre les individus au sein de blocs générationnels homogénéisants, alors même qu'il existe au sein de chaque classe d'âge tant de disparités liées aux études, aux ressources, aux cultures, aux épreuves de la vie.

La notion même de « génération » serait-elle alors inapte à rendre compte de la trajectoire des sociétés ? Oui, si elle a vocation à fabriquer toujours plus d'étiquettes (générations boomers, X, Y, Z, Alpha...), à écraser la complexité sous des généralités, à fabriquer des clashs artificiels à une époque où le grand enjeu est plutôt de s'entendre, au double sens du terme. Mais elle mérite considération si elle permet d'interroger notre rapport à la filiation, ce qui s'hérite, se partage, se transmet et s'infléchit à l'occasion de notre passage sur terre. À l'âge d'une crise écologique majeure, le souci est plutôt de savoir ce que nous générons collectivement. C'est l'intention de ce numéro : dépasser l'antagonisme et réfléchir, ensemble, à la chaîne que nous formons. ●



© SAMUËL BERTHET

● **HÉLOÏSE LHÉRÉTÉ**
DIRECTRICE
DE LA RÉDACTION

ILS ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

CLAUDINE ATTIAS-DONFUT
C'est l'une des voix importantes de la sociologie des générations. Directrice de recherche à la Caisse nationale d'assurance vieillesse, elle est l'autrice de nombreux livres, dont *Avoir 20 ans en 2020. Le nouveau fossé des générations* (avec Martine Segalen, Odile Jacob, 2020).


© DRFP. ALL RIGHTS RESERVED 2024/BRIDGEMAN IMAGES

OLIVIA GAZALÉ
Si elle a beaucoup travaillé sur le « mythe de la virilité », la philosophe et cofondatrice du cercle de réflexion Les Mardis de la philo est également l'autrice du récent *Le Paradoxe du rire. Et si ce n'était pas toujours drôle ?* (Seghers, 2024).


© ÉRIC FOUGÈRE/CORBIS/GETTY IMAGES

PATRICIA LONCLE
Professeure de sociologie à l'École des hautes études en santé publique de Rennes. Elle a écrit plusieurs ouvrages sur les politiques de la jeunesse et coordonné avec Tom Chevalier l'ouvrage collectif *Une jeunesse sacrifiée ?* (PUF, 2021).


© COLLECTION PARTICULIÈRE

CLAUDIA SENIK
À la tête de l'Observatoire du bien-être (Cepremap), cette professeure d'économie (École d'économie de Paris) a fait du bonheur l'un de ses principaux champs de recherche. Directrice scientifique de la Fondation pour les sciences sociales, elle y a dirigé plusieurs ouvrages dont les récents *Le travail à distance* et *Un monde en guerre* (La Découverte, 2023 et 2024).


© FRANÇOIS BOUCHON/FIGAROPHOTO

© COLLECTION PARTICULIÈRE

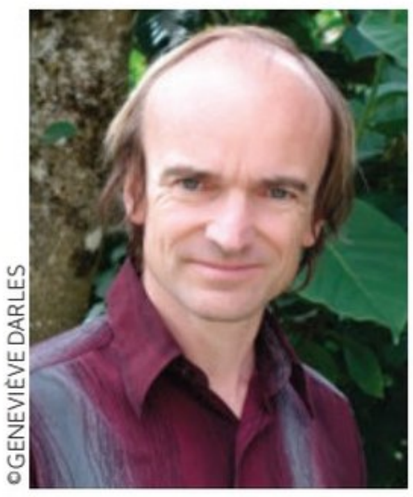
TOM CHEVALIER
Chargé de recherches en science politique au CNRS, il est l'auteur de *La Jeunesse dans tous ses états* (PUF, 2018) et a coordonné avec Patricia Loncle l'ouvrage collectif *Une jeunesse sacrifiée ?* (PUF, 2021).


© COLLECTION PARTICULIÈRE

MAURO F. GUILLÉN
À l'aune de son dernier ouvrage, *The Perennials. The megatrends creating a postgenerational society* (St. Martin's Press, 2023, non traduit), ce docteur en économie politique et management de l'université d'Oviedo (Espagne) et docteur en sociologie de l'université de Yale (États-Unis) éclaire notre dossier sur le concept de société postgénérationnelle.


© UVSQ

CAMILLE PEUGNY
Les questions d'inégalités entre générations sont au cœur des recherches de ce professeur de sociologie à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, et de plusieurs de ses ouvrages, dont *Pour une politique de la jeunesse* (Seuil, 2022).


©GENEVIÈVE DARLES

LAURENT TESTOT
Collaborateur régulier de *Sciences Humaines*, journaliste scientifique et conférencier, il a récemment publié *Vortex. Faire face à l'Anthropocène* (avec Nathanaël Wallenhorst, Payot, 2023) et *El Niño. Histoire et géopolitique d'une bombe climatique* (avec Jean-Michel Valantin, Nouveau Monde, 2023).

SOMMAIRE



© HERMANCETRIAY/OPALE.PHOTO

32 ENTRETIEN

MARIE DURU-BELLAT ET FRANÇOIS DUBET

« TROP D'ÉCOLE TUE L'ÉDUCATION ! »



© XOSÉ BOUZAS/HANS LUCAS

39 DOSSIER

LE CLASH DES GÉNÉRATIONS

69 RÉFÉRENCE

OLYMPE DE GOUGES, L'INTRÉPIDE



© MARIKA GYSBERS ALIAS MOG

8 ACTUALITÉS

8 Reportage
La bagnole : « Oui, je l'adore ! »
ÈVE CHARRIN

22 CULTURE POP

24 ENJEU

Comment nous sommes devenus intelligents
LAURENT TESTOT

32 ENTRETIEN

- **Marie Duru-Bellat et François Dubet**
« Trop d'école tue l'éducation ! »

39 DOSSIER LE CLASH DES GÉNÉRATIONS

- **40** Jeunes-vieux : l'impossible dialogue ?
JEAN-MARIE POTTIER
- **44** Vers une guerre des générations ?
ENTRETIEN AVEC CLAUDINE ATTIAS-DONFUT, TOM CHEVALIER ET PATRICIA LONCLE
- **49** Attention « générationalisme » !
JEAN-MARIE POTTIER
- **50** À la recherche des générations
JEAN-MARIE POTTIER
- **52** Les valeurs des jeunes à la loupe
NICOLAS JOURNET
- **57** Y a-t-il un âge pour être vert ?
CAMILLE PEUGNY
- **58** Au travail, tous investis mais différemment
DAVID CHRISTOPHE MORIEZ, ÉRIC GAUTIER LAURENT ET MIGUEL LIOTTIER
- **60** Au secours, ma petite-fille est réac !
SAMUEL LACROIX
- **63** « *OK Boomer !* », la réplique d'une génération
SALOMÉ TISSOLONG
- **64** La lutte des blagues
OLIVIA GAZALÉ
- **66** « À nous d'inventer une société postgénérationnelle »
ENTRETIEN AVEC MAURO F. GUILLÉN

69 RÉFÉRENCE

- Olympe de Gouges, l'intrépide
MAUD NAVARRE

76 LE JOUR OÙ...

- s'ouvre l'exposition « Les immatériaux »

78 LE LIVRE DU MOIS

- *Attachements. Enquête sur nos liens au-delà de l'humain*

80 LIVRES

90 LE MOT QUI FÂCHE

- Bébé vote

● COURRIER DES LECTEURS

Écrivez-nous
Vous souhaitez réagir à ce numéro, contacter un journaliste ou soulever un débat ? Écrivez-nous à l'adresse suivante : **nicolas.journet@scienceshumaines.fr**


© SAMUËL BERTHET

● NICOLAS JOURNET



Et les violences éducatives ?

Merci à Christophe, abonné fidèle, pour son message, dont nous avons extrait ci-dessous la teneur principale :

Bonjour et félicitations pour votre excellente revue à laquelle je me suis abonné.

Cependant à la lecture de votre dossier « La violence de l'enfant » (n° 371), une grande tristesse m'a envahi.

Je ne vois pas, sauf erreur (je n'ai pas encore tout lu), de place pour les travaux sur la violence éducative ordinaire, pourtant très développés depuis vingt ans au moins.

Ces travaux – ceux de John Bowlby, d'Alice Miller et d'Olivier Maurel – ont pourtant montré que ce ne sont pas les enfants qui sont à l'origine de la violence humaine, mais que c'est bien l'inverse, c'est la relation des adultes aux enfants qui génère de la violence.

Écoutez au moins deux ou trois conférences d'Olivier Maurel pour comprendre ou lisez *C'est pour ton bien* d'Alice Miller (1985), ou bien faites le simple effort de lire les trois premières pages de *L'Enfant* de Jules Vallès (1878) pour commencer à comprendre le changement de perspective qui s'est opéré depuis la fin du 20e siècle à propos de la violence des enfants et sur les enfants. Oui, c'est triste à pleurer : sauf erreur de ma part, je ne vois encore et encore que des discours sur la violence qui accusent une supposée « sauvagerie » enfantine.

Un numéro entier de *Sciences Humaines* serait le bienvenu pour vulgariser ces nouvelles connaissances qui, depuis John Bowlby, ont mis à mal la théorie des pulsions de Sigmund Freud (mais pas la psychanalyse…). La théorie de l'attachement de Bowlby a été confirmée scientifiquement mille fois, elle débouche aujourd'hui sur les travaux sur la violence éducative ordinaire. (…)

Permettez-moi d'abord de souligner le fait que notre dossier n'a à aucun moment réactivé la thèse que des comportements violents trouveraient leur cause dans une « sauvagerie infantile ». Bien au contraire, vous trouverez aux pages 44 et 45 (si ce n'est déjà fait) au moins un article de Maud Navarre présentant les différents environnements familiaux et sociaux dont des sociologues ont relevé qu'ils pouvaient être liés à des comportements difficiles ou délinquants chez les jeunes.
Quant au problème des « violences éducatives », vous avez raison de le rappeler, mais il est raisonnable de souligner aussi que le débat ne se pose plus dans les mêmes termes qu'à l'époque de John Bowlby (années 1940), et encore moins de Jules Vallès (L'Enfant date de 1878). L'abandon maternel est une pratique suffisamment minoritaire et décriée pour n'avoir que peu d'incidence sociétale. La discipline de fer, parentale ou scolaire, ainsi que les punitions corporelles et humiliantes ne font plus partie du répertoire éducatif recommandé. Si alternative il y a, et elle est exposée dans notre dossier, c'est entre les tenants d'une éducation dite positive ou bienveillante qui favorise le dialogue avec l'enfant, et ceux qui redoutent les effets à terme de cette absence de normativité. On peut dire que c'est un peu le même débat qu'au milieu du 20e siècle, mais à propos de pratiques qui ne sont plus de la même gravité. Doit-on encore les nommer « violences éducatives ordinaires » ? C'est justement l'objet des discussions actuelles.

● NICOLAS JOURNET

SCIENCES HUMAINES

BOUTIQUE EN LIGNE

NOS DERNIÈRES PUBLICATIONS

LE MENSUEL



N° 370 : parution 04/07/2024



N° 371 : parution 29/08/2024



N° 372 : parution 26/09/2024

LES GRANDS DOSSIERS



GDSH74 : parution 07/03/2024



GDSH75 : parution 07/06/2024

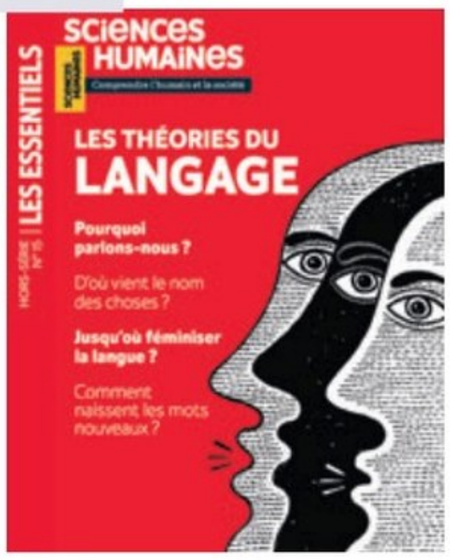


GDSH76 : parution 11/09/2024

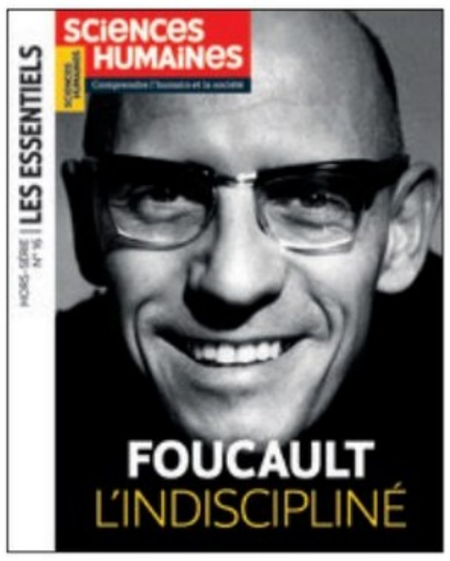
LES ESSENTIELS



ESS13 : parution octobre 2022



ESS15 : parution Octobre 2023



ESS16 : parution 17/04/2024

HORS-SÉRIE



HS30 : parution 24/07/2024

RETROUVEZ TOUTES NOS PUBLICATIONS SUR NOTRE SITE **WWW.SCIENCESHUMAINES.COM**

POUR DÉCOUVRIR NOS DERNIERS LIVRES, C'EST ICI : **HTTPS://WWW.SCIENCESHUMAINES.COM/EDITIONS/**

GAGNEZ DU TEMPS, **SCANNEZ CE QRCODE**

REPORTAGE

LA BAGNOLE : « OUI, JE L'ADORE ! »

Elle est jugée polluante, individualiste, meurtrière. La voiture, pourtant, résiste. Ferait-elle toujours partie, comme au temps de Roland Barthes, des mythologies françaises ? *Sciences Humaines* est allée garer la sienne sur l'aire de la Chaponne, dans l'Yonne…



© CLAIRE JACHYMIAK

● ÈVE CHARRIN

« *On est un pays qui aime la bagnole* », déclarait Emmanuel Macron lors du Mondial de l'Auto en 2022. « *Moi, je l'adore !* », insistait le président de la République l'année suivante, sur France 2 et TF1. À l'heure du dérèglement climatique et des appels à une nécessaire transition écologique, force est de constater que l'usage de la voiture individuelle en France ne faiblit pas. Au 1er janvier 2023, le parc automobile hexagonal comptait 38,9 millions d'unités (d'après les données 2023 du ministère de la Transition écologique), 6 millions de plus qu'en 2017. Près de neuf ménages sur dix disposent désormais d'au moins une voiture, contre seulement sept sur dix au milieu des années 1980. Ni la crise pétrolière, ni la crise économique, ni la crise écologique n'ont pu les dissuader de s'équiper. De manière plus marquante encore, près de quatre foyers sur dix disposent de deux véhicules (ou plus !), une part en forte augmentation depuis quatre décennies ❶. Quelles sont leurs raisons ? Sujet de débat virulent entre les « pour » et les « contre », le choix de la voiture individuelle résulte en réalité de contraintes spatiales et de logiques sociales complexes. Six ans après le mouvement des Gilets jaunes – déclenché par l'annonce d'une taxe sur le carburant et illustré notamment par l'occupation des ronds-points périurbains –, une enquête de terrain s'impose. Nous l'avons menée dans l'un de ces fiefs de la « bagnole » où tout s'organise autour d'elle : une aire d'autoroute.

GOURMANDISE DE LA CONDUITE

Peu nombreux ce jour de semaine, quelques voyageurs fourbus s'abritent à l'intérieur d'un dôme végétalisé percé en son centre d'un puits de lumière. Située au kilomètre 213 de l'autoroute A6, l'aire de La Chaponne, dans l'Yonne, présente une ambition architecturale affirmée. À l'extérieur, les voies d'accès sinuent avec élégance ; au-dessus des pompes, les auvents circulaires évoquent des soucoupes volantes miniatures. Spacieux, lumineux, tout en courbes douces, l'endroit, conçu en 2012 par un designer de renom, ressemble assez aux voitures ovoïdes à la mode ces années-là – ces monospaces enveloppants qui semblaient promettre aux passagers, au lieu de performances vrombissantes, protection et bien-être. En cela, l'« aire du futur » (c'est son surnom) suggère que rien n'a vraiment changé entre les Français et leur voiture depuis qu'en 1957 Roland Barthes repérait dans la DS de Citroën « *un objet parfaitement magique* » (*Mythologies*) : « *On passe visiblement d'une alchimie de la vitesse à une gourmandise de la conduite* », notait l'essayiste des trente glorieuses. En 2024, alors que la conduite s'est démocratisée et banalisée, les automobilistes manifestent-ils toujours cette « gourmandise » ?

C'est le cas, semble-t-il, de Véronique, 48 ans, blonde et élégante, qui fait une pause à La Chaponne. Venue de Paris, la conductrice a garé sa BMW blanche sur le parking de l'aire. Assise sur son siège, portière entrouverte, elle se sustente d'un sandwich avant de reprendre le volant. Direction L'Isle-d'Abeau, près de Lyon. Plutôt que de rouler pendant cinq heures, Véronique a-t-elle envisagé de prendre le TGV qui relie Paris à Lyon en deux heures ? Pas du tout : « *Le train, c'est embêtant à cause des horaires*, affirme-t-elle. *En plus il y a les grèves, les pannes, on ne*





Après des débuts à New York et un passage par l'École supérieure des arts appliqués Duperré dans les années 1990, Claire Jachymiak s'installe comme photographe indépendante en 2007, répondant à des commandes pour la presse. En 2021, elle rejoint l'agence Hans Lucas et est sélectionnée par la Bibliothèque nationale de France dans le cadre d'une grande commande publique à destination des photojournalistes : « La France sous leurs yeux. 200 regards de photographes sur les années 2020 ». Elle réalise en parallèle des reportages personnels ancrés dans le milieu rural où elle vit.

maîtrise pas son trajet. J'ai assez de contraintes d'agenda avec le boulot... La voiture offre une liberté pour faire face aux imprévus. Je pars quand je le décide, sans avoir à réserver. J'emporte les affaires dont j'ai besoin, sans avoir à me restreindre. J'aime conduire, pour moi c'est un plaisir. »

Ce témoignage rend compte d'un sentiment très répandu : la voiture est associée à la liberté. Comme le rappellent les chercheurs Yohann Demoli et Pierre Lannoy dans *Sociologie de l'automobile* (La Découverte, 2019), les premiers utilisateurs de l'automobile à la fin du 19e siècle appartiennent aux classes supérieures de la société : aristocratie, haute bourgeoisie. L'acquisition de cet objet, alors rare et cher, doit signaler leur attachement à certaines valeurs, à savoir « *maîtrise de soi, raffinement, libre arbitre, indépendance* », bref, cette fameuse « liberté » qu'en ce premier quart de 21e siècle Véronique apprécie encore au volant de sa BMW. « *Le train, c'est cher et c'est chiant* », ajoute-t-elle. Cher ? Pour une personne seule, l'addition des péages et du carburant en forte hausse ferait plutôt pencher la balance en faveur du TGV (à condition toutefois de réserver aux périodes creuses). Mais comme l'explique l'économiste allemand Wolfgang Sachs ❷, la rationalité économique n'entre pas seule en jeu dans le choix d'un moyen de transport. Autant ou plus que l'arbitrage temps/argent, les logiques sociales de distinction s'avèrent décisives. Par rapport au TGV, Véronique exprime ce qu'éprouvaient déjà les élites du 19e siècle, qui préféraient la voiture à cheval au chemin de fer : plus rapide, le train n'en présente pas moins des inconvénients rédhibitoires, car il s'agit de respecter des horaires, d'obéir aux consignes, et de partager un espace restreint avec des inconnus...

> « LA VOITURE INDIVIDUELLE SE RÉVÈLE INDISPENSABLE DANS LES COMMUNES RURALES OU PÉRIURBAINES. »

Un peu plus loin, Marie, qui recharge sa Tesla modèle 3 à une borne électrique, manifeste les mêmes préférences. Tout juste âgée de 30 ans, la jeune femme habite Paris et va rendre visite à sa famille à Chambéry. Par route plutôt que par rail : « *J'adore la voiture ! On est plus libre qu'en train.* » Liberté, toujours. On retrouve dans les propos de la trentenaire le double souci, identifié par Wolfgang Sachs dès les premiers usages de l'automobile : autonomie et distinction. Objet de

luxe à ses débuts, la voiture revêt toujours une dimension ostentatoire. À la vrombissante Panhard-Levassor d'antan a succédé la Tesla silencieuse et fuselée : « *Entièrement électrique, ce modèle est en ligne avec mes valeurs, plutôt écolo.* » Selon Avere-France (association pour le développement de la mobiblité électrique), encore coûteuse, la voiture électrique ne représente en 2023 que 13 % des ventes véhicules particuliers neufs dans l'Hexagone.

Alors que deux tiers des Parisiens n'ont pas de voiture et valorisent d'autres types de mobilité, Marie, cadre marketing, revendique son attachement à ce moyen de déplacement, même dans la capitale. Sensible au caractère « *écolo* » de sa Tesla, au signal qu'elle envoie en ce sens (souci de la planète, conscience citoyenne), la conductrice se dit aussi « *impressionnée par ses performances* » : « *Elle est puissante, elle accélère plus vite qu'une Porsche !* » explique-t-elle. Visiblement, l'imaginaire traditionnel de la vitesse et de la performance n'a pas été tout à fait remplacé par celui, identifié par Roland Barthes dès les années 1950, d'une « *gourmandise de la conduite* ». Ici, les deux se combinent. Au regard des prouesses du bolide, Marie accepte volontiers de s'arrêter à deux reprises pendant une demi-heure (le temps de recharge), en plein vent, au cours de son trajet de 700 kilomètres. « *J'en profite pour faire une pause* », détaille-t-elle. Le registre lexical est bien celui du plaisir.

FEMMES AU VOLANT

Ces témoignages émanent de femmes, mais elles ne sont pas ici majoritaires. De fait, en France, l'accès à la conduite a longtemps été essentiellement réservé aux hommes. C'est la Grande Guerre qui a impulsé, en parallèle, l'essor de la participation des femmes au monde salarié, le développement de leur émancipation et leur accès à la mobilité motorisée, perçue comme un progrès social ❸. Progrès lent : en 1924, seuls 3 % des permis sont délivrés à des conductrices. « *Il faut attendre 1981 pour qu'une femme sur deux détienne son permis de conduire, et 2007 pour que ce soit le cas de trois quarts d'entre elles* », notent Yohann Demoli et Pierre Lannoy. Héritage durable, car les longs trajets restent encore souvent le fait des conducteurs masculins. Test empirique rapide : ce jour-là, en pleine semaine, sur l'aire de La Chaponne, on croise plus d'hommes que de femmes, et plus de conducteurs que de conductrices. À la cafétéria, deux couples de retraités se restaurent ensemble. C'est Éric, la soixantaine, qui convoie tout le monde au volant de sa Toyota. Du Mans, les quatre amis se rendent à Lyon pour une visite touristique. Les cinq heures et demie de route ne dérangent pas Éric, qui « *ne souhaite pas passer le volant* ». Anne-Marie et Claudine, les femmes du groupe, l'ont bien compris et acceptent volontiers leur statut de passagères : « *Nous, les dames, on se laisse conduire* », dit l'une d'elles en souriant. Nées à la fin des années 1950, époque où la conduite restait massivement masculine, elles vont jusqu'à justifier cette assignation par une (hypothétique) inaptitude proprement féminine : « *Au péage, on n'a pas le bras assez long pour attraper le ticket !* »

À cette aune, les propos de Véronique et de Marie, qui assument leur goût pour la conduite, prennent pleinement sens. Il y a aussi Perle, la vingtaine, infirmière en hôpital dans la banlieue de Mulhouse, rencontrée le même jour sur le parking. Et Sylvie, la cinquantaine, responsable de communication (dans l'industrie… automobile !) qui s'accorde une pause-café au distributeur automatique. Disposant de leur permis et de leur véhicule (berline de fonction pour Sylvie, modeste Peugeot 207 pour Perle), les unes et les autres goûtent dans la conduite une autonomie qui faisait défaut à leurs mères. Aujourd'hui encore, rappellent Yohann Demoli et Pierre Lannoy, les femmes restent moins nombreuses à détenir le permis. Les conductrices se recrutent surtout parmi les diplômées et les actives ; dans les zones rurales ou périurbaines, elles avalent plus fréquemment les kilomètres des petits trajets contraints (courses, accompagnement des enfants, démarches administratives…). D'une façon générale, notent les chercheurs, le soin des proches les amène, plus que les hommes, à prendre le volant. De fait, Véronique rend visite à son père atteint d'un cancer, Marie va voir sa famille, et Perle, venue d'Alsace avec son compagnon, porte dans ses bras un mignon chiot destiné à sa tante – elle vient de récupérer l'animal dans un élevage du côté de Château-Renard (Loiret). Seule Sylvie voyage pour son travail. Sur un long trajet autoroutier, la « bagnole » devient pour elles plus que pour les hommes un moyen d'indépendance chèrement conquis et, comme pour eux, l'expression de choix personnels (véhicule, musique) ❹ : un espace-temps pour soi.

ENSEMBLE ET ISOLÉS

Philosophe et mécanicien – conjonction rare –, le chercheur américain Matthew Crawford explore dans son essai *Prendre la route* (La Découverte, 2021), « *ce champ spécifique de compétence, de liberté et de responsabilité individuelle qu'est la conduite automobile* ». Indépendamment du genre de la personne au volant, Matthew

Crawford observe que cette activité sollicite des qualités profondément humaines (entre audace et prudence) et met en jeu un registre varié d'interactions sociales. Réfugié dans sa bulle, l'automobiliste ? Pas exactement, sans quoi il (ou elle) deviendrait un danger public : « *Au volant de nos véhicules, nous sommes tout à la fois ensemble et isolés*, suggère le philosophe-mécano. *Il s'agit donc d'un espace partagé présentant un caractère hybride intéressant et différent de tous les autres.* »

La route ouvre la voie à la compétition comme à la coopération. Matthew Crawford illustre son propos par l'exemple d'Elizabeth, coincée derrière le même camion estampillé SHOE (chaussure) pendant des kilomètres entre New Jersey et Virginie : « *Elle imaginait que SHOE appréciait sa délicatesse au volant, tandis qu'elle-même goûtait fort sa façon virtuose de changer de voie. Une relation s'était créée.* » De Paris à La Chaponne, la personne qui écrit ces lignes a, elle aussi, entretenu des interactions minuscules. Roulant à 130 km/h sur la voie de gauche à bord d'un Qashqai plus solide que nerveux, elle a pesté en voyant dans le rétroviseur le clignotant d'une voiture un peu trop proche, puis s'est rabattue en maugréant. De petits signes de main ont été échangés en remerciement d'un passage courtoisement cédé ; des insultes ont été proférées à mi-voix dans l'habitacle. Stressant ? Plaisant ? Comme le montre Hervé Marchal dans *Un sociologue au volant* (L'Harmattan, 2014), le temps de déplacement peut être perçu, selon les cas, comme aliénant ou libérateur.

Si certains – et certaines – s'épanouissent dans la conduite, beaucoup y recourent par défaut. Croisé à la cafétéria de l'aire, Olivier, 69 ans, avoue que pour sa part, « *l'autoroute* (l)*'emmerde* ». Mais pour le retraité, le train n'était pas une option : parti de Fresnes (Val-de-Marne), l'ancien chargé de mission contre l'exclusion voyage en effet avec sa femme, leur fille trentenaire et le compagnon néo-zélandais de cette dernière, flanqué de sa propre fille adolescente. Entassés avec les bagages dans une DS3, tous les cinq vont rendre visite à la famille d'Olivier dans un village près de Montbéliard (Doubs). C'est inconfortable, mais un trajet ferroviaire ponctué de quatre ou cinq correspondances sur 450 kilomètres coûterait plus cher et durerait plus longtemps. Comme le souligne Yohann Demoli, la consommation automobile de masse se révèle « *inégalement contraignante* » selon l'ancrage géographique et la catégorie socioprofessionnelle. Parce que le réseau de transport ferroviaire (surtout celui du TGV) privilégie plus que jamais la desserte des métropoles, la voiture individuelle se révèle indispensable dans les communes rurales ou périurbaines où elle pèse davantage dans le budget des ménages concernés, issus des classes populaires ou des classes moyennes.

> C'EST SOUVENT LE SOIN DES PROCHES QUI AMÈNE LES FEMMES À PRENDRE LE VOLANT. »

Alors, « *prendre ou laisser le volant* » [5] ? Pour choisir, mieux vaut habiter et travailler dans le centre d'une métropole, luxe inaccessible à beaucoup de Français. « *Rouler, ce n'est plus ma passion* », témoigne ainsi Anthony, 33 ans. Jeune père d'un premier enfant, le technicien commercial fait le plein à la pompe pour sa Fiat Tipo de service. « *Fou de bagnoles* » dans sa vingtaine, il avoue à présent éprouver une certaine « *fatigue* » face aux embouteillages, au temps de trajet, à la pollution… Ce que les économistes appellent les « externalités négatives » de l'automobile. Même lassitude du côté de Samuel, 40 ans, qui habite à côté de Beaune (Côte-d'Or). Ce technicien de maintenance aimerait bien « *lever le pied* », mais doit avaler les kilomètres au volant de sa Golf diesel de service, d'un client à l'autre : « *Je n'ai pas un bon bilan carbone, mais je n'ai pas le choix !* » Liberté pour les un(e)s, contrainte pour les autres : c'est ainsi que se réagencent les inégalités. ●

[1] Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely, *La France sous nos yeux*, Seuil, 2021.
[2] Wolfgang Sachs, *For Love of the Automobile. Looking back into the history of our desires*, University of California Press, 1992.
[3] Alexandre Buisseret, « Les femmes et l'automobile à la Belle Époque », *Mouvement social*, n° 192, 2000/3.
[4] Voir Gordon Waitt *et al.*, « "Let's have some music" : sound, gender and car mobility », *Mobilities*, n° 12, 2017/3.
[5] Yohann Demoli, « Prendre ou laisser le volant. L'enracinement social de la pratique de la conduite automobile », *RTS. Recherche, transports, sécurité*, n° 33, 2017.



© IRYNA RUDAIEVA/GETTY IMAGES

● ÉDUCATION

« *Je ferai ça plus tard…* » : qui sont les élèves procrastinateurs ?

Il y a les élèves qui, dès le lundi soir, ont terminé tous leurs devoirs de la semaine et ceux qui attendent le dernier moment pour s'y mettre, au grand dam de leurs parents et de leurs professeurs : comment expliquer de tels écarts ? Pour le savoir, une équipe internationale de chercheurs en sciences de l'éducation a conduit une étude auprès de 1 072 collégiens chinois âgés de 13 ans dans le but de dresser le portrait type de l'élève procrastinateur et de mieux comprendre ce qui l'amène à repousser son travail. Leurs résultats montrent tout d'abord que, contrairement aux idées reçues, les garçons ne sont pas plus enclins à la procrastination que les filles.

En revanche, les uns et les autres peuvent nourrir des croyances motivationnelles différentes à l'égard des devoirs, qui pourraient de manière secondaire expliquer des écarts de genre : par exemple, les élèves ont d'autant plus tendance à procrastiner qu'ils pensent que leurs devoirs vont leur prendre beaucoup de temps ou qu'ils sont trop difficiles pour eux. Et ce, même dans les cas où ils reconnaissent qu'ils leur sont utiles. L'ambiance de classe semble également jouer un rôle important dans les comportements individuels : un élève studieux peut ainsi être tenté de procrastiner s'il sent une baisse de motivation chez ses camarades. Enfin, les chercheurs ont analysé l'influence des activités récréatives, susceptibles de détourner les élèves de leur travail scolaire, avec un impact plutôt modéré. Plus les élèves passent de temps à jouer aux jeux vidéo, plus ils ont tendance à procrastiner. Ce qui n'est pas vrai du sport ou de la télévision. ● **BÉATRICE KAMMERER**

SOURCE

- Fuji Yang *et al.*, « "I'll do it later". Multilevel antecedents of homework procrastination », *The Journal of Educational Research*, vol. 117, 2024/3.

● VIE SCOLAIRE

Le harcèlement nuit aux résultats

Phobie scolaire, perte d'estime de soi, dépression… Les conséquences psychologiques du harcèlement scolaire sont aujourd'hui bien connues. Il serait aussi préjudiciable à la réussite scolaire. Telle est la conclusion d'une importante méta-analyse, fondée sur l'exploitation des évaluations internationales TIMSS (portant sur les compétences en mathématiques et en sciences) et PIRLS (sur les compétences en littératie), regroupant 793 études pour un total de 3 503 005 élèves issus de 77 pays. Il en ressort qu'en moyenne, les élèves victimes de harcèlement obtiennent des résultats scolaires plus faibles que ceux qui en sont préservés. La comparaison des deux volets de TIMSS et PIRLS, l'un réalisé auprès d'élèves de CM1, l'autre auprès d'élèves de 4e, suggère que les plus jeunes sont davantage touchés que les plus âgés. L'effet varie aussi selon les disciplines, avec un impact plus important sur les compétences en lecture qu'en mathématiques ou en sciences.

En revanche, aucune variation n'a été observée entre les pays et ce malgré des différences culturelles notables sur la place de l'élève ou la façon d'envisager les relations entre pairs. Si la baisse des résultats scolaires semble bel et bien corrélée aux situations de harcèlement, son ampleur reste limitée. Les chercheurs plaident à ce titre pour une meilleure prise en compte du sentiment d'appartenance à la classe et de l'impact des émotions négatives, qui semblent principalement expliquer les contre-performances des élèves harcelés. ● **B.K.**

SOURCE

- Gulnar Özyildirim et Engin Karadag, « The effect of peer bullying on academic achievement. A meta-analysis study related to results of TIMSS and PIRLS », *Psychology in the Schools*, vol. 61, 2024/5.



© BSIP/UNIVERSAL IMAGES GROUP/GETTY IMAGES



© NOSYSTEM IMAGES/GETTY IMAGES

● ÉTUDES

Les proches, premiers conseillers d'orientation

Si le temps où les jeunes embrassaient sans mot dire la voie tracée par leurs parents est bien révolu, nous aurions tort de croire que l'orientation relève exclusivement de leurs aspirations. Ce serait sous-estimer le rôle majeur que continue de jouer l'entourage familial et amical, affirment les sociologues Agnès van Zanten et Léon Marbach, qui ont mené une enquête auprès de 1645 élèves de terminale de région parisienne. Leurs résultats mettent en lumière d'importantes différences dans la manière dont les jeunes interagissent avec leur entourage en matière d'orientation. Dans les couches populaires, ce sont les mères qui font figure d'interlocutrice principale, assurant notamment un rôle de soutien moral face aux difficultés logistiques et financières.

Au contraire, dans les catégories intermédiaires, les pères, plus diplômés, apparaissent bien plus souvent comme des figures de référence. Enfin, les jeunes des catégories privilégiées se distinguent à la fois par une prise en compte élevée des conseils stratégiques de leurs deux parents, par la contribution massive (pour 75 % d'entre eux) de membres de leur famille élargie, mais aussi par une tendance marquée à discuter avec leurs amis de leurs choix d'orientation. Ce réseau d'influence, loin d'amputer leur liberté de choix, constitue la base d'un capital social particulièrement précieux pour leur future réussite universitaire. Un capital dont les autres jeunes restent privés faute de moyens suffisants alloués aux dispositifs d'orientation. ● **B.K.**

SOURCE

- Léon Marbach et Agnès van Zanten, « With a little help from my family and friends: social class and contextual variations in the role of personal networks in students' higher education plans », *British Journal of Sociology of Education*, vol. 45, 2024/1.

● ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Avoir des parents profs, un gage de réussite ?

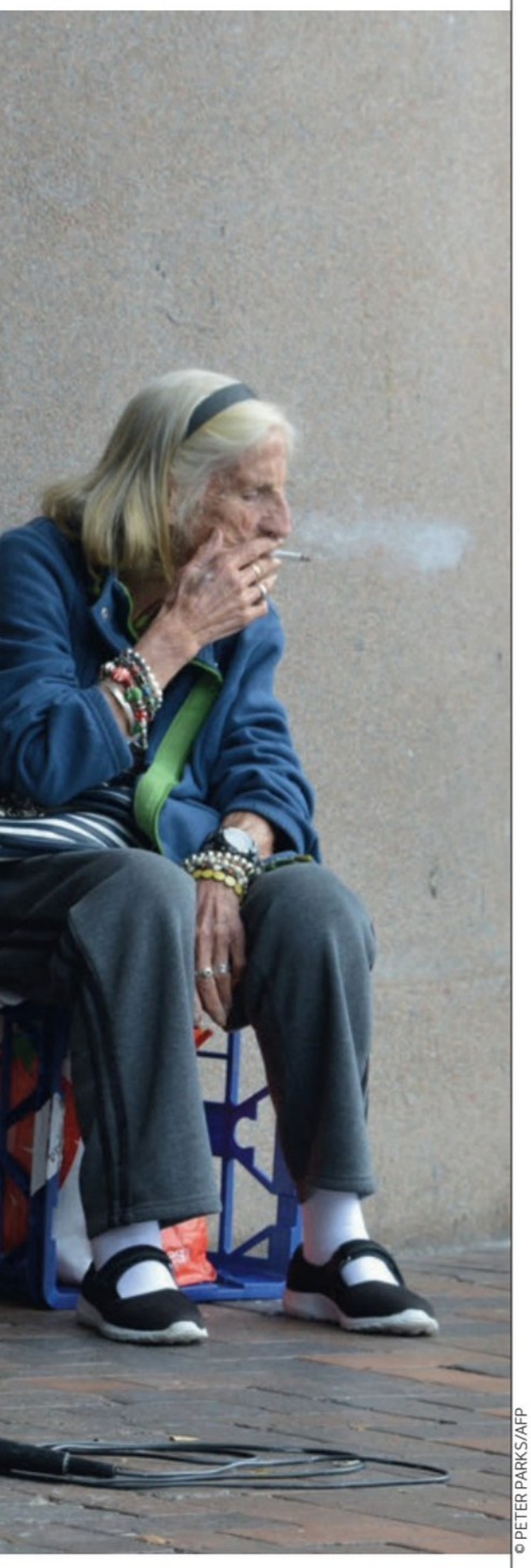
Une éducation en phase avec les attentes scolaires, des activités culturelles qui favorisent les apprentissages, ou encore une bonne connaissance parentale des arcanes du système éducatif : voilà les raisons pour lesquelles les enfants de profs sont souvent bons élèves. Mais ce capital culturel leur confère-t-il encore un avantage à l'arrivée dans le supérieur ? Pour le savoir, deux sociologues françaises ont exploité les données 2020 de l'Observatoire national de la vie étudiante, avec l'objectif d'identifier ce qui distingue les enfants d'enseignants des autres étudiants issus des catégories moyennes et supérieures. Leurs conclusions confirment d'abord que les enfants d'enseignants ont en moyenne plus souvent accès aux filières sélectives (classes préparatoires, grandes écoles) que ceux issus des catégories moyennes. Par rapport à ces derniers, ils déclarent également un temps plus important passé à étudier, sans toutefois se démarquer significativement des enfants des catégories supérieures. Avoir deux parents enseignants aurait aussi un impact sur les activités extrascolaires, avec beaucoup de temps consacré à la lecture et aux loisirs (sport, sorties entre amis, concerts).

En revanche, ces enfants d'enseignants participent proportionnellement moins aux associations étudiantes, propices au réseautage professionnel plus développé dans les milieux à fort capital économique, que les autres étudiants issus de milieux favorisés. En définitive, le fait d'avoir des parents enseignants pèse moins clairement dans la réussite d'un étudiant que dans celle d'un élève plus jeune. Si les enfants d'enseignants ont des parcours similaires à ceux des catégories les mieux dotées, leurs conditions de vie matérielles les rapprochent davantage des classes moyennes. Ainsi, 7 jeunes sur 10 quittent le domicile parental pour aller étudier, ce qui pourrait expliquer l'effet inégal du « capital enseignant » sur la réussite universitaire. ● **B.K.**

SOURCE

- Géraldine Farges et Odile Ferry, « Du côté du capital culturel dans l'enseignement supérieur. Les conditions de vie étudiantes des enfants d'enseignant·e·s », *Agora débats/jeunesses*, n° 96, 2024/1.





© PETER PARKS/AFP

ABORIGÈNES BLUES

En Australie, les peuples autochtones restent des citoyens de seconde zone. Dans le quartier populaire et touristique de Circular Quay, à Sydney, un Aborigène joue du didgeridoo, un instrument traditionnel millénaire, sonorisé grâce à un micro et un petit ampli électrique. Les touristes peuvent profiter du spectacle. À droite, une passante écoute, une cigarette à la bouche, sans accorder d'attention au musicien. Comme un symbole du regard que l'Australie semble détourner de sa population autochtone.

Car derrière ce cliché en apparence folklorique se cache une dure réalité : plus que tous les autres Australiens, les 3,8 % d'Aborigènes sont en proie à la pauvreté, au chômage, au mal-logement et à la mortalité infantile. Leur espérance de vie est de dix ans inférieure au reste de la population. Mais la majorité des Australiens peine à reconnaître que ces difficultés sont liées à la destruction de leur mode de vie et de leur culture. En octobre 2023, le gouvernement avait proposé d'inscrire certains droits des Aborigènes dans la Constitution. La majorité du pays a voté « non » au référendum. Si ce peuple demeure peu considéré sur ses propres terres, c'est aussi parce que l'Australie a du mal à reconnaître son passé colonial. Les Aborigènes se sont installés sur l'île-continent il y a 65 000 ans, une éternité par rapport à l'arrivée des colons en 1788. Pourtant, comme le souligne l'historien Romain Fathi, de l'université d'Adélaïde, le pays « *a encore l'Union Jack* (le drapeau du Royaume-Uni, ndlr) *sur son drapeau,* (et) *célèbre sa fête nationale le jour de son invasion par les Anglais, le 26 janvier 1788* ». ● **HUGO ALBANDEA**



© JOSÉ BOUZAS/HANS LUCAS

Cette image est présentée dans le cadre de la 21e édition du festival photo de La Gacilly (Morbihan), dédiée à l'Australie.
Elle est a été prise par le photojournaliste de l'AFP Peter Parks, qui y documente avec d'autres photographes exposés le rapport du pays à sa population autochtone.

À VOIR

- « Australie & Autres regards », Festival photo La Gacilly (Morbihan), jusqu'au 3 novembre 2024.



© COURTESY OF HUGH HERR AND HYUNGEUN SONG

● NEUROLOGIE

Retrouver une marche naturelle malgré une jambe artificielle

Une équipe de chercheurs états-uniens a développé une prothèse imitant totalement la démarche naturelle. La plupart des jambes bioniques actuelles utilisent les influx nerveux des muscles comme des signaux secondaires pour appuyer des détecteurs qui adaptent la marche au mouvement de la jambe et au type de terrain. Ces informations permettent au moteur d'utiliser des algorithmes de marche prédéfinis. Le problème : la démarche reste robotique et peu adaptée à toutes les situations.

Une prothèse entièrement pilotée par le système nerveux humain, comme celle testée dans cette étude, permettrait d'effectuer des mouvements proches de ceux des membres intacts. Sept personnes ont été sélectionnées, elles avaient subi une amputation juste au-dessous du genou avec un geste chirurgical particulier : les deux parties restantes de leurs muscles du mollet étaient connectées afin d'imiter la dynamique musculaire préamputation. Sept autres patients amputés n'ont pas subi cette opération. Les participants sont équipés d'électrodes placées sur le muscle tibial antérieur (à l'avant de la jambe) et gastrocnémien (à l'arrière).

Équipés de prothèses reliées aux électrodes, les participants ont effectué des tests incluant la marche à différentes vitesses, l'adaptation à des pentes et escaliers, et le franchissement d'obstacles. Les résultats ont montré que les sujets du premier groupe (ayant subi l'opération) ont une meilleure communication neuronale entre les parties restantes de leurs muscles, et donc un meilleur contrôle de la prothèse. Ce qui se caractérise par une marche plus fluide, avec des adaptations plus naturelles aux changements de terrain. Ils étaient également plus rapides, avec une vitesse de marche maximale équivalente à celle des personnes sans amputation de jambe. Loin de la jambe de bois des pirates d'antan, cette innovation promet une mobilité quasi ordinaire aux personnes équipées de membres artificiels. ● **SYBILLE BULOUP**

SOURCE

- Hyungeun Song *et al.*, « Continuous neural control of a bionic limb restores biomimetic gait after amputation », *Nature Medicine*, juillet 2024 (en ligne).

● ÉDITION SCIENTIFIQUE

De l'avantage d'être un chercheur occidental

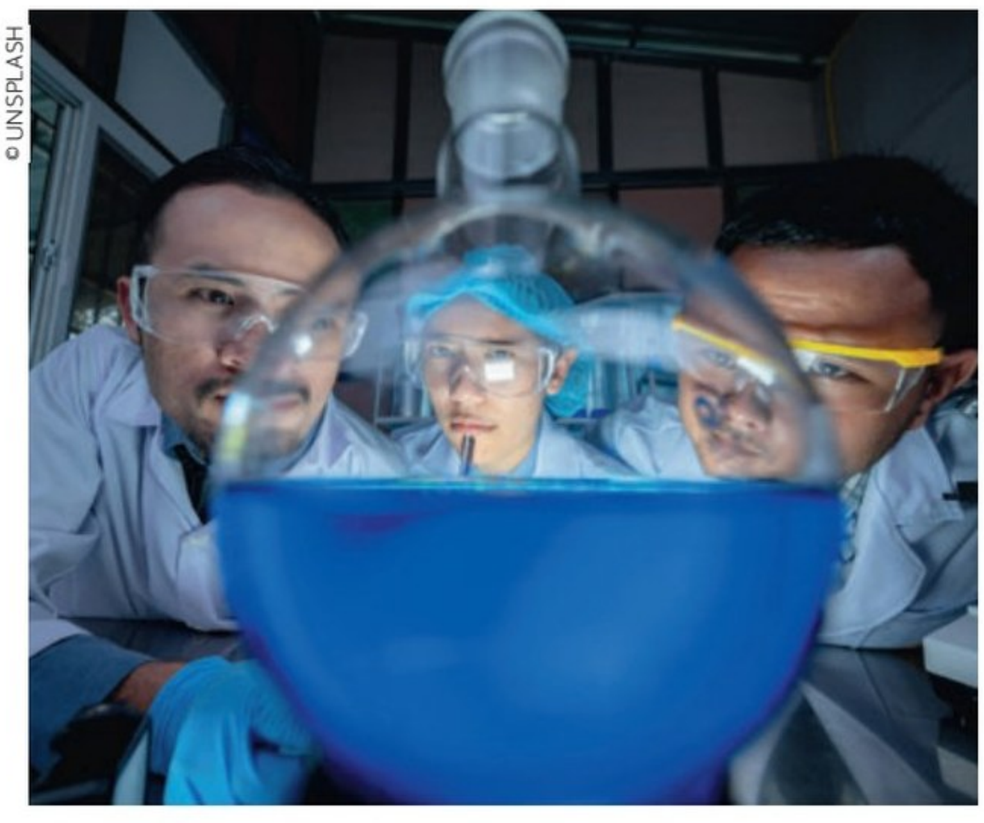
Se voir refuser la publication d'un article fait partie du quotidien des scientifiques. 94 % des papiers soumis au journal *Science* sont rejetés après avoir été relus et évalués par d'autres scientifiques. Une étude récente analysant 126 000 manuscrits rejetés par 62 revues de sciences physiques révèle que les auteurs occidentaux ont 5,7 % de chances supplémentaires de publier leur article dans un journal scientifique après un premier rejet, que les chercheurs non occidentaux. Et ils mettent en moyenne 23 jours de moins. Leurs articles finissent dans des revues avec des facteurs d'impact (indicateur de la visibilité d'une revue scientifique) plus élevés de 0,8 % comparé à leurs homologues des pays non occidentaux.

Ces disparités sont attribuées à un accès inégal à la connaissance des normes procédurales : les auteurs des pays occidentaux, où sont basés de nombreux éditeurs, évaluateurs et autres auteurs, ont un meilleur accès aux réseaux pertinents et, par conséquent, aux connaissances nécessaires, leur donnant un avantage significatif au moment de soumettre à nouveau leurs articles. Les contributions des pays non occidentaux ayant plus de chance d'être oubliées au fond d'un tiroir, ces dernières sont donc sous-représentées et moins visibles, ce qui a une conséquence directe sur la pluralité des recherches et limite la reconnaissance des chercheurs de ces régions. ● **S.B.**

SOURCE

- Hong Chen *et al.*, « Geographical disparities in navigating rejection in science drive disparities in its file drawer », juillet 2024, préprint disponible sur SSRN.

© UNSPLASH





© UNSPLASH

● AÉRONAUTIQUE

Maquettes spatiales : quand la Nasa jouait à *Star Trek*

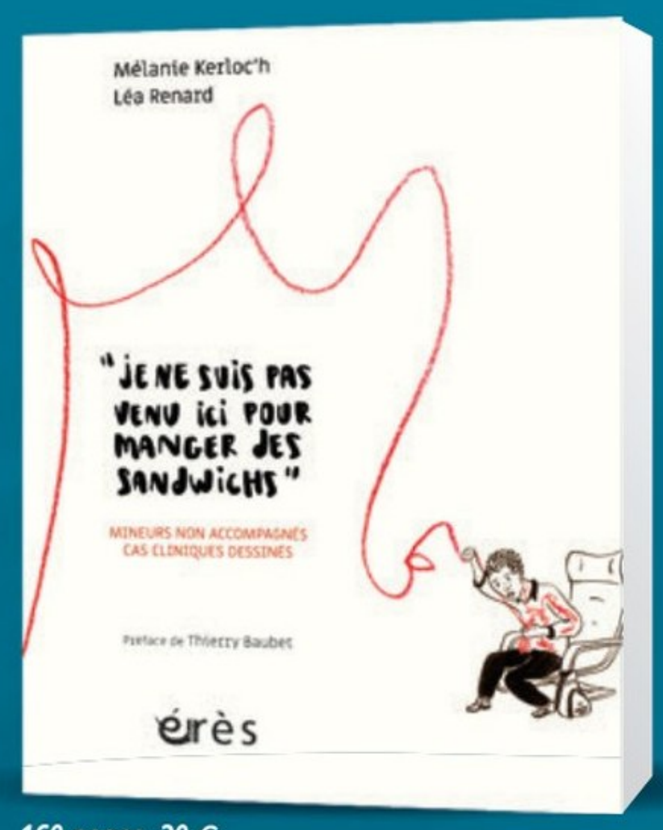
D'ordinaire, les historiens qui s'intéressent à l'imaginaire de la conquête spatiale analysent la production audiovisuelle. Guillaume de Syon a choisi un angle nouveau : celui des maquettes de fusées et autres engins de l'espace, commercialisées à partir des années 1950 et qui connurent leur apogée dans les années 1960-1970. En pleine guerre froide où la conquête de l'espace tient une place centrale, petits et grands peuvent jouer à l'astronaute à partir des reproductions de vaisseaux à monter soi-même. Ces jeux de construction considérés comme « éducatifs » sont valorisés, d'autant qu'ils ont l'avantage de familiariser des générations entières avec le potentiel des voyages dans l'espace. Selon Guillaume de Syon, le modélisme contribue même à maintenir l'engouement du grand public pour les activités spatiales, y compris en période d'accalmie (après la course à la Lune, notamment).

Le tout avec plus ou moins de rigueur scientifique : des maquettes de vaisseaux sortis tout droit de la science-fiction sont aussi mises en vente, entraînant une certaine confusion entre fantasmes et réalités. La Nasa elle-même y a contribué : pour mettre l'opinion publique de son côté, elle a par exemple nommé le prototype d'une nouvelle navette *Enterprise*, à l'instar du vaisseau spatial de la série *Star Trek*. Et l'imaginaire de la conquête spatiale ainsi forgé explique pourquoi les étudiants de Guillaume de Syon à l'université d'Albright (États-Unis) ont tant de mal à croire qu'il faille si longtemps, une année, pour qu'un robot envoyé depuis la Terre arrive sur Mars ! ● **ADÈLE CAILLETEAU**

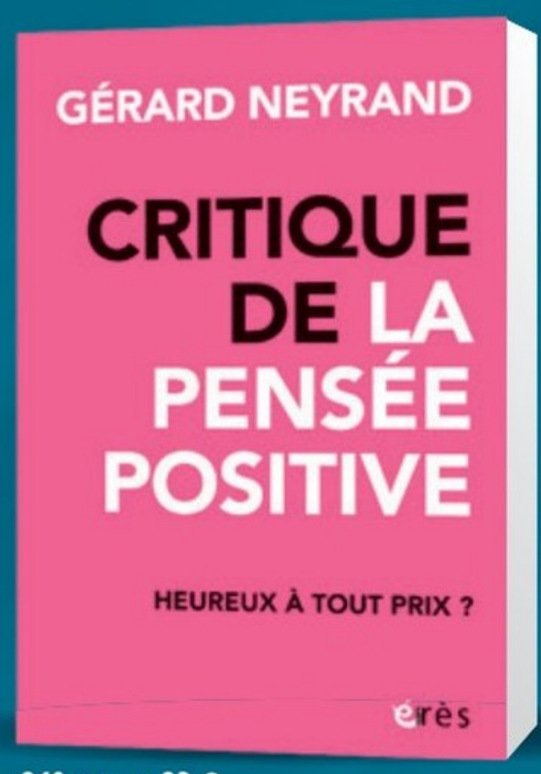
SOURCE

- Guillaume de Syon, « Une fusée en plastique. La pratique participative dans la culture populaire spatiale », *Sociétés et représentations*, n° 57, 2024/1.

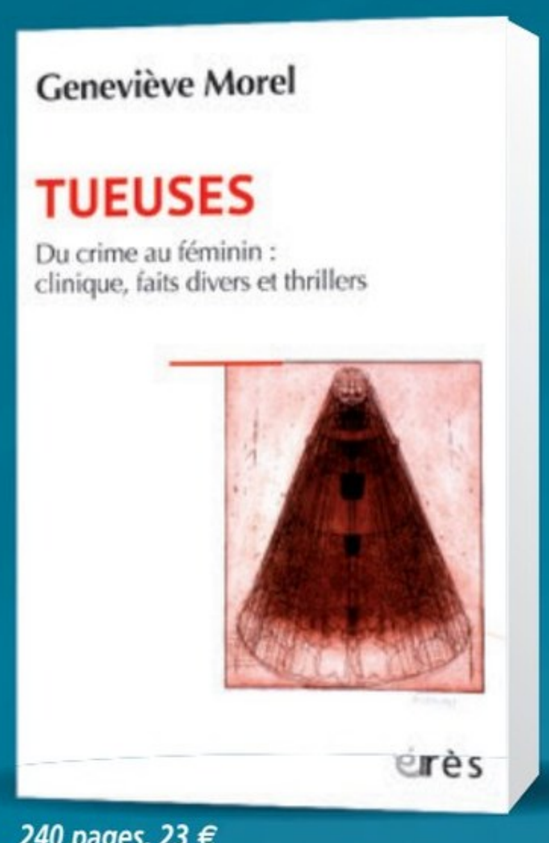
Nouveautés 2024



160 pages, 20 €



240 pages, 23 €



240 pages, 23 €

EN LIBRAIRIE

éditions érès

YouTube LinkedIn

www.editions-eres.com



© LEV RADIN/PACIFIC PRESS/LIGHTROCKET VIA GETTY IMAGES

Émeutiers pro-Trump à l'assaut du Capitole, Washington, le 6 janvier 2021.

● SCIENCE POLITIQUE

Crise démocratique, le spectre de la contagion

En 2020, le monde entier a les yeux braqués sur les États-Unis en proie à une crise démocratique majeure, qui culmine avec l'assaut du Capitole, le 6 janvier 2021, par des partisans de Donald Trump, président sortant et perdant de l'élection présidentielle. Avec quelles conséquences sur les démocraties ailleurs dans le monde ? L'érosion de la démocratie dans un pays encouragerait-elle les habitants d'autres États à apporter leur soutien à des politiques autoritaires ? C'est l'hypothèse de départ d'Amnon Cavari et son équipe, qui se sont intéressés à l'effet de la crise états-unienne sur la perception de la démocratie en Israël. Pour la tester, les chercheurs ont rédigé deux récits de la crise de 2020 : la première version mettait l'accent sur la robustesse de la démocratie états-unienne (participation électorale élevée, passation de pouvoir entre Donald Trump et Joe Biden), la seconde insistait sur ses failles (les allégations de fraude électorale, l'assaut du Capitole). Le millier de participants israéliens à l'étude a reçu un ensemble de questions générales sur la démocratie dans leur pays, les liens avec les États-Unis, ainsi que l'un ou l'autre récit de 2020. Juste après en avoir pris connaissance, les participants devaient indiquer s'ils adhéraient ou non à certaines mesures autoritaires telles que « *Il est parfois nécessaire de faire fi des élections démocratiques pour protéger le pays* ». Conformément à l'hypothèse des chercheurs, les Israéliens exposés au récit sur le déclin démocratique apportent davantage leur soutien à l'adoption de mesures autoritaires que ceux exposés à la résilience de la démocratie aux États-Unis. Cette étude est la première d'un nouveau genre. Les chercheurs invitent à étudier d'autres cas pour mesurer plus largement l'influence d'une crise démocratique sur le reste du monde. ● **A.C.**

SOURCE

• Amnon Cavari *et al.*, « U.S. democratic backsliding and the decline of democratic support abroad », *International Journal of Public Opinion Research*, vol. 36, 2024/2.

● Le mot du mois

MANOSPHÈRE

C'est le nom donné à une constellation de communautés en ligne rassemblant des masculinistes, c'est-à-dire des hommes dont la vision de la masculinité est conservatrice et violemment antiféministe. Le terme a émergé en 2013 sous la plume d'un auteur de récits pornographiques, au moment où ces groupes explosaient. Si les premières communautés échangeaient sur des forums tels Reddit, elles essaiment désormais sur tous les réseaux où elles produisent vidéos et podcasts.

Les membres de la « manosphère » nient la domination masculine et considèrent que les droits des hommes sont menacés par le féminisme. Autour de ce noyau idéologique, les communautés divergent dans leur conception de la masculinité et leur rapport au sexe opposé. Les *pickup artists* s'agrègent autour de coachs en séduction, tandis que le groupe des *red pill* mise sur la musculation et la réussite économique pour gagner les faveurs sexuelles des femmes, décrites comme vénales et superficielles. Les *Men Going Their Own Way* (MGTOW), au contraire, disent éviter toute relation avec les femmes à la suite d'un dépit amoureux. Les travaux de recherche mettent en évidence des sentiments de mal-être, de souffrance et de rejet chez ses membres, en particulier parmi les *incels*, ces « involontairement célibataires » qui en veulent aux femmes dans leur ensemble pour leur échec à nouer des relations affectives.

Ces communautés en ligne disposent d'un important pouvoir de nuisance, principalement à travers l'organisation de violentes campagnes de harcèlement contre des femmes. Plusieurs auteurs d'attentats se sont réclamés de la pensée *incel*, ce qui vaut à ce groupe d'être activement surveillé. La « manosphère » affiche ouvertement ses liens avec l'extrême droite. Elle est désormais bien connectée à d'autres sphères antidémocratiques, comme l'*alt-right* trumpiste et le complotisme, en plus d'exprimer des idées homophobes, transphobes et racistes (identitarisme, suprématisme blanc). ● **THIBAULT LE HÉGARAT**

SOURCE

• Céline Morin et Julien Mésangeau, « L'antiféminisme aujourd'hui : réseaux, discours, représentations » ; Louis Bachaud, « La manosphère anglophone : tour d'horizon et revue de la littérature », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, n° 28, 2024.



© DR



© FRANÇOIS BOUCHON / FIGAROPHOTO

BIOGRAPHIE
Claudia Senik est directrice de l'Observatoire du bien-être (Cepremap) et professeure à l'École d'économie de Paris (PSE).

3 QUESTIONS À...
CLAUDIA SENIK

« On est d'autant plus apte à lutter contre le changement climatique qu'on va bien »

Dans son dernier rapport, l'Observatoire du bien-être consacre un chapitre au changement climatique et à l'acceptabilité des mesures pour le contrer. Une capacité fortement corrélée à la sensation de bien-être.

Dans quelle mesure le changement climatique est-il facteur de mal-être aujourd'hui ?

À l'échelle mondiale, c'est la première inquiétude des populations, devant les inégalités ou les crimes violents. L'Observatoire du bien-être s'y intéresse, car cette situation génère de l'écoanxiété et affecte la santé mentale, la satisfaction, le bien-être… C'est une question d'autant plus importante que, pour parer au changement climatique, il faut mettre en place des politiques publiques et modifier le fonctionnement de nos sociétés en accord avec les populations. Notre analyse fondée sur les enquêtes internationales Gallup et Lloyd's Register Foundation montre qu'on est d'autant plus apte à lutter contre le changement climatique qu'on va bien.

Pourquoi les politiques environnementales sont-elles si difficiles à faire accepter auprès des populations ?

Les politiques environnementales supposent de changer nos modes de production et de consommation dès aujourd'hui, donc de faire des efforts coûteux pour essayer de limiter les risques demain. Or, on sait que dès que les coûts et bénéfices sont dissociés dans le temps, nous autres, pauvres êtres humains court-termistes, avons du mal à agir.

L'autre difficulté concerne notre perception des notions de justice, de réciprocité et de coopération : on me demande de chauffer moins ma maison et de moins prendre ma voiture… mais si les autres ne le font pas, à quoi bon ? Soit tout le monde s'y met, soit personne ! Je n'ai pas envie d'être le dindon de la farce, d'autant que cela ne servirait à rien.

La mise en œuvre des politiques de réduction des émissions de CO_2 et de lutte contre le changement climatique ne relève pas seulement d'une question technique, à savoir le bon niveau de la taxe carbone à instaurer. Il s'agit d'augmenter le prix de l'énergie en mettant en place une taxe carbone unique à travers le monde ; sur ce point, les économistes sont unanimes. Si nous n'y parvenons pas, c'est que cette idée divise : négligeable pour les plus riches, une taxe carbone pèserait lourd sur les finances des plus pauvres, ce qui leur semble injuste comme l'a dénoncé le mouvement des Gilets jaunes.

Quel rôle le vote à l'extrême droite joue-t-il dans l'acceptabilité des politiques de lutte contre le réchauffement climatique ?

Des travaux d'économie politique montrent que les électeurs d'extrême droite affichent des valeurs qui donnent la priorité à la famille et aux proches. Ils sont davantage préoccupés par des problèmes locaux tels que la qualité de l'eau ou la pollution de l'air que par des externalités plus diffuses. En conséquence, ils sont beaucoup moins enclins que les autres à adopter des gestes écologiques et à accepter des mesures de réduction de CO_2.

À l'inverse, les électeurs de l'extrême gauche, qui partagent pourtant avec eux un fort sentiment de colère et une défiance à l'égard des institutions qui mettent en œuvre les politiques publiques, acceptent mieux les mesures de lutte contre le changement climatique. Cette différence s'explique par leur attachement à des valeurs plus universalistes et leur plus grande confiance envers autrui. Cette notion de réciprocité et de coopération est centrale : j'ai confiance dans le fait que si je fais des efforts, les autres en feront aussi.

PROPOS RECUEILLIS PAR **A.C.**

● ÉCOLOGIE

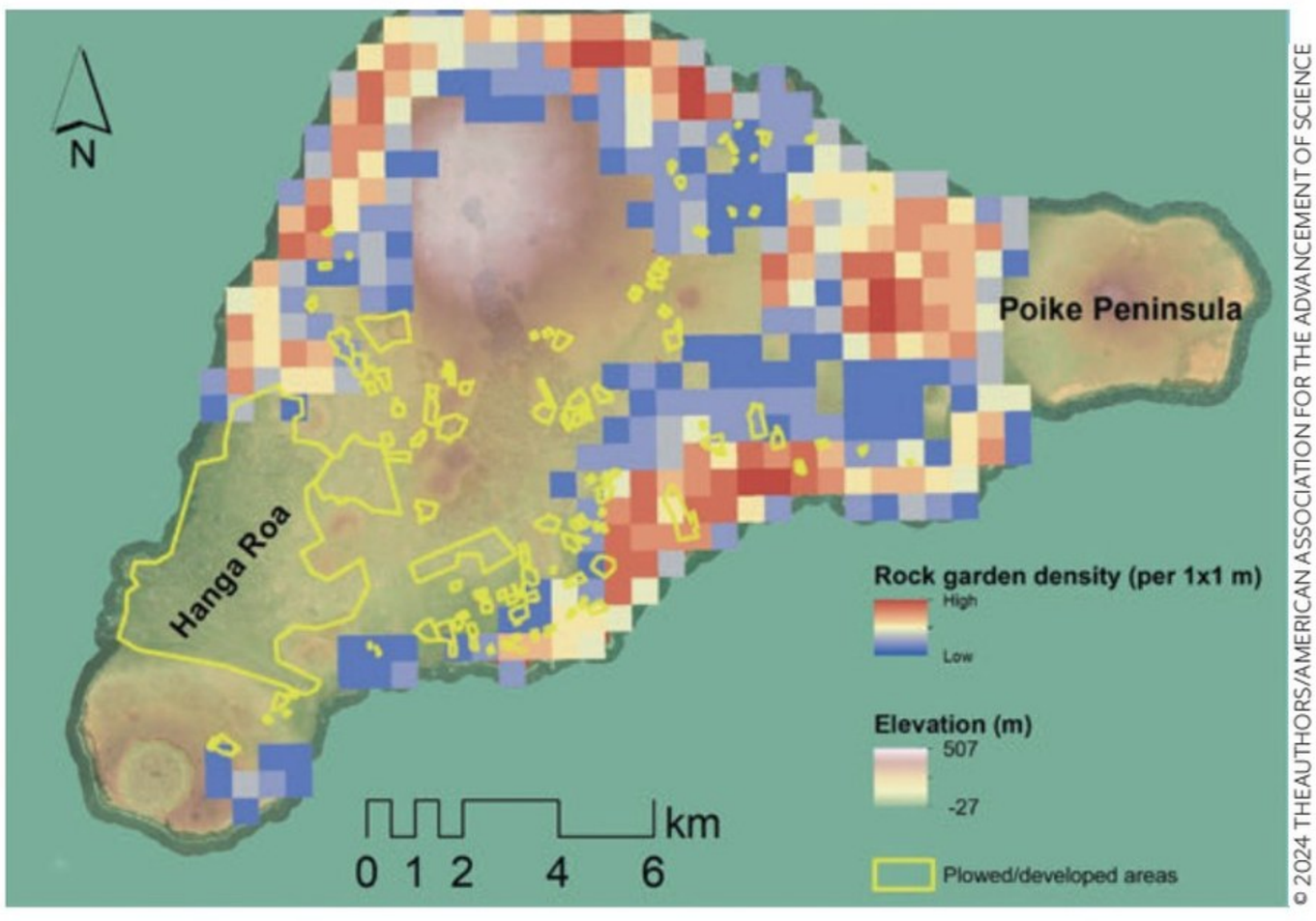
L'île de Pâques n'aurait finalement pas connu d'écocide

Il y a quelques années, Rapa Nui (l'île de Pâques) était présentée comme l'emblème de l'effondrement que l'humanité pourrait connaître si on continuait la surexploitation des ressources planétaires. Mais une étude publiée dans la revue *Science Advances* vient remettre en cause ce scénario.

Située à plus de 2 000 km de l'île habitée la plus proche (Pitcairn) et à plus de 3 700 km du continent sud-américain, Rapa Nui est une petite île d'environ 164 km², dont la relative pauvreté des sols et les sources d'eau douce, en nombre limité, réduisent les possibilités d'irrigation en terrasses, présentes ailleurs en Polynésie. À partir du 13e siècle, les premiers habitants de Rapa Nui – peut-être venus des îles Marquises – ont cherché à compenser la faible productivité des sols en brûlant la végétation indigène de palmiers. Puis ont adopté une méthode agricole originale : le « paillis lithique », une technique consistant à superposer des roches de tailles différentes afin de conserver l'humidité et les nutriments du sol. Ces jardins de pierre, qui couvraient l'île avant l'arrivée des Européens au 18e siècle, auraient engendré un premier boom démographique, avant que la surexploitation des sols ne s'accompagne d'une chute des rendements, puis de la population. Mais l'utilisation récente par une équipe de chercheurs d'une imagerie satellite dans l'infrarouge à ondes courtes (SWIR), combinée à une IA fondée sur l'apprentissage automatique, a permis de réévaluer à la baisse l'ampleur de l'agriculture pratiquée sur l'île et le nombre d'habitants envisagés. De quoi remettre en cause l'idée d'un écocide. ● **VINCENT CAPDEPUY**

SOURCE

- Dylan S. Davis *et al.*, « Island-wide characterization of agricultural production challenges the demographic collapse hypothesis for Rapa Nui (Easter Island) », *Science Advances*, vol. 10, n° 25, 2024.



© 2024 THEAUTHORS/AMERICAN ASSOCIATION FOR THE ADVANCEMENT OF SCIENCE

● ARCHÉOLOGIE

L'Indonésie, berceau de l'art figuratif

L'art rupestre le plus ancien connu se trouve en Afrique du Sud : des signes géométriques furent gravés et peints sur des fragments de roche ou d'ocre, dans la grotte de Blombos, entre - 73 000 et - 70 000 ans. Mais de quand date l'art figuratif ? Jusqu'à très récemment, c'est l'Europe qui détenait la palme : les dessins de la grotte Chauvet (Ardèche) sont datés d'environ - 36 000 ans. Mais loin de là, en Indonésie, une autre histoire est en train de s'écrire. Sur l'île de Sulawesi, plusieurs grottes et abris ont révélé des traces de peinture rouge : des empreintes de mains ainsi que des représentations de babiroussas (des cochons sauvages), chassés par des personnages schématiques.

Les peintures sont recouvertes par endroits de concrétions qu'il est possible de dater grâce à la méthode uranium-thorium. Celle-ci est très décriée, car sujette aux erreurs. C'est pourquoi un nouveau protocole ultraprécis a été mis en place, avec des prélèvements au laser de quelques dizaines de microns. Le résultat est stupéfiant : un personnage de la grotte de Leang Karampuang, dans la zone karstique de Maros-Pangkep, est recouvert par une calcite d'un âge minimal d'environ - 51 200 ans. Le dessin ne peut donc être postérieur à cette date ! C'est une double révolution : non seulement il s'agit du plus vieil art figuratif connu, mais en plus il est narratif, puisqu'il représente une scène de chasse. Or, en Europe et en Afrique, l'art narratif n'a vu le jour que beaucoup plus tard, à la fin de l'ère glaciaire, entre - 9 000 et - 8 000 ans. *Homo sapiens* étant apparu en Afrique autour de - 300 000 ans, c'est sur ce continent que logiquement nous aurions dû trouver les représentations figuratives les plus anciennes. ● **ROMAIN PIGEAUD**

SOURCES

- Adhi Agus Oktaviana *et al.*, « Narrative cave art in Indonesia by 51 200 years ago », *Nature*, 3 juillet 2024 (en ligne).
- Francesco D'Errico, Christopher Henshilwood et Peter Nilssen, « An engraved bone fragment from c. 70 000 year-old Middle Stone Age levels at Blombos Cave, South Africa: implications for the origin of symbolism and language », *Antiquity*, vol. LXXV, n° 288, juin 2015.

● HISTORIOGRAPHIE

La marche sur Rome, un mythe fasciste

Du 28 au 30 octobre 1922, Benito Mussolini et ses chemises noires marchent sur Rome et s'emparent du pouvoir. C'est l'histoire qu'on a longtemps apprise à l'école. Ces deux dernières décennies, un renouveau historiographique et l'ouverture de nouvelles archives ont permis de démanteler ce récit qui relève davantage du mythe que de la réalité.

En premier lieu, explique l'historien Didier Musiedlak dans un article récent, les meneurs du parti fasciste n'ont jamais pensé la marche sur Rome comme un coup d'État, mais comme une démonstration de force destinée à impressionner le gouvernement. L'armée italienne avait de toute manière largement les moyens d'écraser 26 000 hommes sous-équipés et sous-alimentés. À cette date, le parti fasciste demeure fragile, peu discipliné et mal dirigé. Il profite de la déliquescence des institutions italiennes et du chaos engendré par les squadristes, ces milices autonomes qui pratiquent le terrorisme local et violentent les mouvements de gauche.

En second lieu, le rôle de Mussolini a longtemps été surestimé par l'historiographie. Celui-ci n'a rejoint la marche qu'au dernier moment, lorsqu'il a été certain que l'armée n'interviendrait pas. Il passe ces trois jours, réfugié chez sa maîtresse près de la frontière suisse, en proie à des crises d'angoisse. Attentiste et indécis, il laisse les autres chefs du parti fasciste négocier des coalitions avec les formations politiques concurrentes. C'est finalement le roi, intimidé par les fascistes et constatant l'échec des partis républicains à trouver une issue à la crise, qui lui offre en toute légalité le poste de chef de gouvernement. Dix ans après les faits, les fascistes ont réécrit la marche sur Rome afin de l'inscrire dans une mythologie plus large et d'en faire le moment fondateur de leur régime. Ce que la propagande a présenté comme l'héroïque coup de force d'un chef militaire audacieux nous apparaît aujourd'hui comme le pari risqué d'un aventurier mal assuré. ● **T.L.H.**

SOURCE

- Didier Musiedlak, « La marche sur Rome : retour sur l'événement », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 107, 2023.



© AKG-IMAGES/BRITISH LIBRARY

Christine de Pisan (1365-ca 1430), *L'adieu d'Hector à sa femme et à son fils*, enluminure extraite de *Épistre d'Othéa à Hector* (15e siècle).

● MOYEN ÂGE

Des risques de contester l'autorité parentale…

Les conflits parents-enfants ne datent pas d'hier. L'historienne Justine Audebrand a étudié les révoltes des jeunes dans les familles aristocratiques du 7e au 10e siècle, soit au temps des Mérovingiens et au début des Carolingiens.

Chez les filles de l'aristocratie, la révolte survient entre 15 et 20 ans, au moment où leurs parents les forcent à prendre un époux. Celles qui refusent fuguent ou entrent au monastère. Les garçons se rebellent un peu plus tard, vers 20 ans, un âge où vivre sous l'autorité du père devient pesant. Leur indépendance passe nécessairement par le mariage, mais à l'instar des filles, ils ne sont pas décisionnaires en la matière. Les plus téméraires vont jusqu'à prendre les armes contre leur géniteur ou convoler sans l'accord de leurs parents.

Se soustraire aux stratégies matrimoniales des parents, alors, est grave : dans l'aristocratie, les intérêts de la famille priment sur les désirs individuels. Selon les circonstances, les enfants rebelles sont soit expulsés définitivement, soit réintégrés après avoir fait repentance. Les parents acceptent assez aisément l'entrée de leur fille au monastère car, en priant pour leur salut et en entretenant un réseau social précieux, elle contribue au pouvoir familial. À l'inverse, la sévérité est de mise à l'égard des garçons récalcitrants : sévices physiques (Charles le Chauve fait crever les yeux de son fils), confiscation de terres, enfermement ou meurtre, tel Hugues de Hohenbourg, tué par son père pour avoir soutenu sa sœur Odile dans son choix de devenir moniale. L'adolescence est en cela un moment dangereux pour l'unité des familles aristocratiques, tout comme l'est, ensuite, le moment de l'héritage à la mort des parents. ● **T.L.H.**

SOURCE

- Justine Audebrand, « Le péril jeune. Contestations adolescentes et négociation de l'ordre familial au début du Moyen Âge (7e-10e siècle) », *Annales de démographie historique*, n° 146, 2023/2.



© SAMUËL BERTHET

● **FABIEN TRÉCOURT**
JOURNALISTE,
IDÉES, CULTURE, SOCIÉTÉ

CULTURE POP

De Fifi Brindacier à Mortelle Adèle, subversion dans le genre



© AKG-IMAGES / PICTURE ALLIANCE

Elles ont toutes les deux des couettes rousses, un sourire moqueur et une tendance naturelle à briser les stéréotypes de genre. La première, Fifi Brindacier, est une icône « *féminiSpunk* », s'enthousiasme l'écrivaine Christine Aventin, dans un récent essai dédié aux « *petites filles ayant choisi d'être pirates plutôt que de devenir des dames bien élevées* ». Héroïne imaginée par Astrid Lindgren en 1945, elle vit sans ses parents, sèche l'école et se dit très heureuse comme ça. Autoproclamée « *fille la plus forte du monde* », elle peut soulever un cheval d'un bras, mais aussi embobiner les policiers qui veulent la remettre dans le droit chemin. La seconde, Mortelle Adèle, star des cours de récréation (21 tomes de BD et autant produits dérivés en top des ventes « jeunesse » depuis une dizaine d'années), joue également avec les mots et les figures d'autorité : dotée d'une intelligence et d'un sens de la repartie hors norme, dont elle use avec une certaine méchanceté, elle répond avec insolence à ses parents, aux enseignants et aux nombreux écoliers qui la critiquent. Tout le contraire de la petite fille douce et sage…

Comme Mortelle Adèle, Fifi Brindacier use de la langue comme « *premier terrain d'aventures, lorsqu'en face le pouvoir fait semblant de vouloir discuter,* analyse Christine Aventin. (…) *Une langue qui se parle en roue libre, sans souci de correction, de répétition, ni de registre, avec la conscience pourtant des codes et, partant, des enjeux qu'il y a les faire voler en éclats.* » Cette subversion s'appuie notamment sur la dimension performative du langage. Lorsqu'une camarade de classe taxe Mortelle Adèle de « *garçon manqué* », elle rétorque qu'elle sait « *bricoler des trucs de dingue* », « *dresser un alligator* » et « *faire douze bêtises par seconde* », bref qu'elle est « *une fille tout ce qu'il y a de plus réussi !* » « *Parler, c'est jouer.* (…) *On peut faire advenir les choses en les fabulant* », résume Christine Aventin. Par opposition au conformisme, faisant systématiquement le jeu d'un pouvoir en place et des assignations de genre, les deux héroïnes incarnent ainsi une éthique de la spontanéité, de la débrouille et de l'émancipation. « *C'est ce que la philosophie du punk appellera le* "do it yourself", souligne l'essayiste, *riposte individuelle autant que collective, à la mise en négociation de soi.* » ●

À LIRE

• Christine Aventin, *FéminiSpunk. Le monde est notre terrain de jeu*, Zones/La Découverte, 2021.

BOUTIQUE EN LIGNE

SCIENCES HUMAINES

« LA VIOLENCE, UN PHÉNOMÈNE À LA FOIS BIOLOGIQUE ET SOCIAL. »



CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

OU SUR COMMANDE EN SCANNANT CE QRcode

TOUTES NOS PUBLICATIONS SUR NOTRE SITE **WWW.SCIENCESHUMAINES.COM**

© MIRRORPIX VIA GETTY IMAGES

ENJEU

COMMENT NOUS SOMMES DEVENUS INTELLIGENTS

Yuval Harari s'est-il trompé ? Dans *Sapiens, une brève histoire de l'humanité* (2011), l'historien décrivait un phénomène intervenu de manière soudaine il y a 50 000 ans, fondé sur notre capacité à raconter des histoires. Une vision désormais contestée par de nombreux paléoanthropologues.

LAURENT TESTOT
Journaliste et essayiste, il a récemment publié : *Les Forêts. Des forêts primaires aux enjeux du XXIe siècle* (Frémeaux & Associés, 2024).

C'est une des grandes énigmes de la préhistoire. Quand a eu lieu la révolution cognitive, ce moment où l'humanité aurait développé une cognition* très avancée ? Cette propension, par son ampleur, semble caractéristique de notre espèce, *Homo sapiens*, dit aussi humain moderne. La « cognition moderne », moteur de notre succès sans précédent sur Terre, est considérée par les chercheurs et essayistes qui se sont penchés sur le sujet comme étant liée aux traits évolutifs suivants :

- l'émergence d'un langage sémantiquement complexe, qui permet de multiplier le nombre d'interlocuteurs ;
- une facilité à l'abstraction que nous jugeons inégalée dans le vivant (avec des doutes quant à l'exclusivité de cette capacité d'abstraction, émis par certains spécialistes de la cognition des cétacés ou d'autres espèces animales) ;
- un univers mental nous rendant capables de projections performantes, dans l'espace ou dans le temps : nous savons réfléchir au passé ou à l'avenir, et partager ces projections avec nos semblables ;
- la capacité de coordonner nos actions à très grande échelle, de créer des croyances collectives puissantes, de commercer et d'entreprendre des tâches incomparablement complexes, comme construire les vertigineuses structures matérielles et logicielles d'Internet ;
- des activités artistiques extrêmement variées et émotionnellement performantes, qu'elles soient symboliques et/ou figuratives, allant de l'expression corporelle (danse, chant, musique...) à la transmission sur d'autres supports (peinture, gravure, etc.) ;

• des outils toujours plus innovants... Il est admis au moins que les vertébrés (mammifères, oiseaux, et même reptiles) sont dotés, avec plus ou moins d'intensité, d'embryons de ces capacités – reste qu'ils n'ont jamais envoyé un des leurs sur la Lune. Charles Darwin le constatait déjà dans son ouvrage *La Filiation de l'homme* (1871), estimant que tout est une question de degré. Nous sommes la seule espèce à atteindre cette complexité et cette efficacité dans leur mise en œuvre. Mais quand avons-nous acquis cette cognition « avancée » ?

Depuis dix ans, le débat s'est polarisé autour des thèses de Yuval Noah Harari, exposées dans son best-seller *Sapiens. Une brève histoire de l'humanité* (2011, trad. fr. Albin Michel, 2015). Harari n'est pas paléoanthropologue, mais historien. Pourtant, quand nous demandons à un moteur de recherche, tel Google, de dater la révolution cognitive, les vingt premières réponses (quand elles ne sont pas hors sujet) se positionnent pour ou contre sa théorie, lui conférant en creux l'autorité de l'évidence établie.

SAPIENS EN TROIS ÉTAPES

Succès international, traduit en trente langues et vendu à des millions d'exemplaires, *Sapiens* raconte une histoire de l'humanité sur le temps long, dans une vision universaliste et linéaire, autour de trois « révolutions ». Celle d'un animal « *insignifiant* » devenu l'élément central de l'histoire du monde grâce à sa capacité à se « *fictionnaliser* », c'est-à-dire à se raconter des histoires. Les humains ont donc conquis le monde en trois révolutions successives et cumulatives : la révolution cognitive, la révolution agricole et la révolution scientifique.

La première étape du triomphe de l'humain sur la nature serait cette révolution cognitive, qui intervient pour Yuval Harari il y a 50 000 ans – il se réfère à d'autres auteurs qui la situent selon les cas entre - 70 000 ans et - 30 000 ans avant le présent. Alors qu'il existait jusqu'ici plusieurs espèces humaines (néandertalien, dénisovien, homme de Flores...), *sapiens* s'impose partout et ferait au passage disparaître les autres, ce qui pour Harari s'explique par un avantage comparatif : *sapiens* serait le seul à disposer d'une cognition avancée (ce postulat de Harari est aujourd'hui contesté par les spécialistes de ces autres humanités). À l'origine de cette présumée évolution cognitive soudaine, Harari fait l'hypothèse d'une mutation soudaine du cerveau, propre à *sapiens*. Elle aurait permis une complexification du langage, autorisant la formation de groupes beaucoup plus importants et bien mieux coordonnés. Elle aurait aussi conféré à notre espèce la capacité unique de construire des mythes, des fictions partagées exerçant des effets coercitifs sur le réel. Par exemple, je crois avoir un employeur – Peugeot –, je reçois un salaire de sa part, mais cette société qui m'emploie est une fiction qui ne fonctionne que parce que des millions d'autres que moi fabriquent des voitures, les achètent ou spéculent sur leur vente, contribuant tous au fonctionnement collectif de l'entité virtuelle Stellantis.

> « SELON HARARI, LES HUMAINS ONT CONQUIS LE MONDE EN TROIS RÉVOLUTIONS SUCCESSIVES ET CUMULATIVES : LA RÉVOLUTION COGNITIVE, LA RÉVOLUTION AGRICOLE ET LA RÉVOLUTION SCIENTIFIQUE. »

Le mythe permet de dépasser le cadre restreint de la coopération de chasse au sein de petits groupes primitifs, qui est l'organisation sociale des chimpanzés ou, présume Yuval Harari, qui était celle de nos ancêtres jusqu'il y a cinquante millénaires. Si les chimpanzés peuvent temporairement s'associer pour acculer une gazelle et la mettre en pièces, les humains modernes sont capables de se raconter des histoires de chasse et de sélectionner des stratégies de plus en plus efficaces. Résumons en un discours évidemment fictif : « *Vous vous souvenez de ce qu'a fait le groupe de Jean pour tuer le grand bison il y a quatre ans ? On va faire la même chose aujourd'hui, on laisse tomber les sagaies et on prend nos nouveaux arcs, on tire de loin, c'est moins dangereux.* »

Le mythe, par sa force de mobilisation sociale ancrée dans la croyance commune, aurait permis l'hégémonie planétaire de *sapiens*. Désormais capables de sauts technologiques (en passant de la sagaie à l'arc) et d'optimisation de leurs actions (en choisissant leur stratégie de chasse), les humains

CHRONOLOGIE

Ce que nous révèlent les découvertes archéologiques récentes



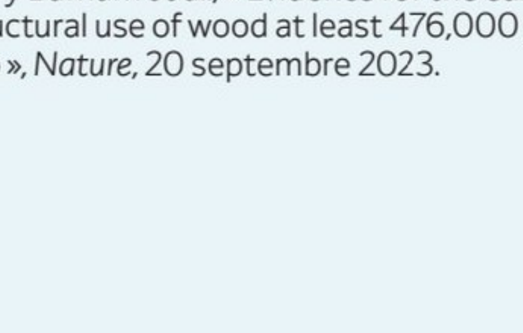
© GETTY IMAGES

≈ 540 000 ans
à Java (Indonésie)

Un humain, probablement *Homo erectus*, grave un zigzag sur un coquillage d'eau douce – la plus ancienne représentation géométrique connue à ce jour.

SOURCE

- Josephine C.A. Joordens *et al.*, « Homo erectus at Trinil on Java used shells for tool production and engraving », *Nature*, 3 décembre 2014.



© DR

≈ 476 000 ans
en Zambie

Des *Homo* emboîtent des poutres afin de construire une structure en bois.

SOURCE

- Larry Barham *et al.*, « Evidence for the earliest structural use of wood at at least 476,000 years ago », *Nature*, 20 septembre 2023.

≈ 330 000 ans
à Djebel Irhoud (Maroc)

Sont attestés les premiers *Homo sapiens* associés à un outillage de pierre taillée (lithique) répandu alors dans toute l'Afrique (*Middle Stone Age*). Cette découverte publiée en 2017 a fait considérablement reculer la date d'apparition de notre espèce.

SOURCE

- Jean-Jacques Hublin, Abdelouahed Ben-Ncer *et al.*, « New fossils from Jebel Irhoud, Morocco and the pan-African origin of Homo sapiens », *Nature*, 8 juin 2017.

≈ 100 000 ans
en Afrique du Sud

Des humains prennent l'habitude de chasser des félins à des fins vestimentaires. À la même époque (+/- 30 000 ans), des sites voisins délivrent des motifs géométriques gravés dans la roche, des coquillages perforés utilisés comme ornements ou des traces d'utilisation de l'ocre à des fins de peintures corporelles. Tout indique que ces *sapiens* d'Afrique australe avaient bien conscience de leur apparence…

SOURCE

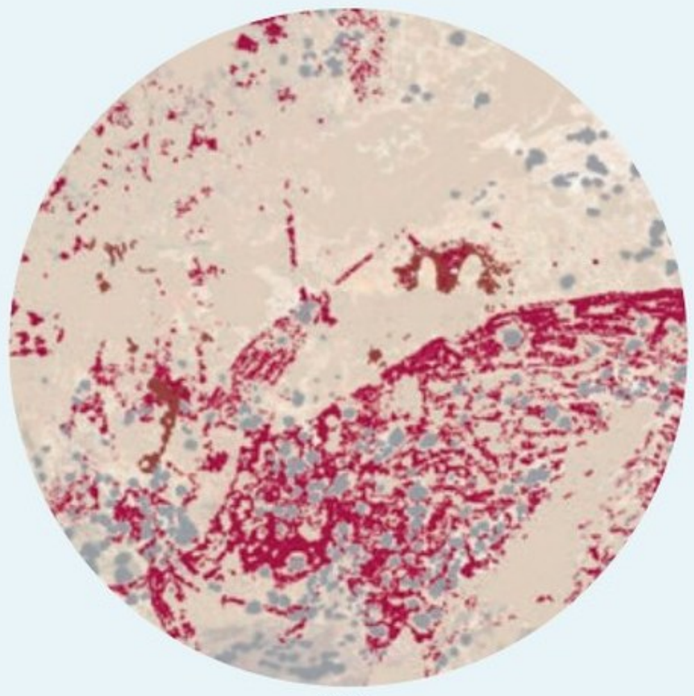
- Aurore Val *et al.*, « Human exploitation of nocturnal felines at Diepkloof Rock Shelter provides further evidence for symbolic behaviours during the Middle Stone Age », *Nature*, 14 avril 2020.



© DR

≈ 67 000 ans
en Asie /Océanie

Des *sapiens*, ancêtres des Aborigènes, traversent un bras de mer d'au moins 200 km de large au sud de l'Asie et s'établissent en Australie. Ces navigations attestent de capacités de planification, de communication et de technologie avancées.



© DR

≈ 53 500 ans
à Sulawesi (Indonésie)

Trace de la plus vieille peinture figurative représentant un cochon sauvage.

SOURCE

- Adhi Agus Oktaviana *et al.*, « Narrative cave art in Indonesia by 51,200 years ago », *Nature*, 3 juillet 2024.

auraient massacré les grands animaux en masse (*lire ci-contre*).

Le second tournant est selon Harari celui de la révolution agricole survenue il y a dix mille ans. C'est la fin du paradis des chasseurs-cueilleurs. Il est ici visiblement inspiré par l'anthropologue Marshall Sahlins et son *Âge de pierre, âge d'abondance* (1972, trad. fr. Gallimard, 1976), qui a popularisé la thèse voulant qu'un chasseur-cueilleur vive confortablement en travaillant trois heures par jour. Commence l'enfer des grands collectifs civilisationnels que sont les villages, cités, États, empires... Pour résumer : *sapiens* vit de plus en plus malheureux, mais de mieux en mieux.

S'ensuit il y a cinq cents ans la révolution scientifique. « Science, empire et capital » entrent en symbiose pour créer une « boucle de rétroaction », qui propulse l'histoire des cinq derniers siècles dans la démesure. Notre société n'étant désormais caractérisée que par l'instabilité née du changement permanent, il est clair, nous avertit Harari, qu'elle n'aura pas d'avenir.

ARCHÉOLOGIE D'UNE IDÉE CONTESTÉE

Si Yuval Harari est présenté comme un penseur influent, reçu en héros par Bill Gates et autres technologues de la Silicon Valley, les paléoanthropologues sont nombreux à remettre en cause ses thèses.

L'idée d'une « révolution cognitive » subite défendue par Harari n'est pas nouvelle, elle est surtout datée. Jusqu'à la fin des années 1990, elle fait plus ou moins consensus chez les spécialistes. Dans *Le Troisième Chimpanzé. Essai sur l'évolution et l'avenir de l'animal humain* (1991, trad. fr., Gallimard, 2000), le biologiste évolutionniste Jared Diamond affirme, sur la base des traces archéologiques alors disponibles, que les humains ont « *cessé de n'être qu'une espèce de grand mammifère parmi d'autres* » qu'il y a 40 000 ans. Il extrapole à partir d'un constat encore valable quand il écrit : alors que les *sapiens* s'établissent en Europe et y supplantent les néandertaliens, apparaissent des outils de pierre beaucoup plus techniques ainsi que le premier art rupestre, deux indices d'une soudaine explosion créative. Ce que Diamond appelle, après d'autres, la « modernité culturelle ». Harari a, à plusieurs reprises, reconnu sa dette envers Diamond, dont il affirme qu'il a été son mentor.

> « ON MANQUE ENCORE D'INDICES POUR DATER PRÉCISÉMENT L'APPARITION DE LA COGNITION MODERNE CHEZ LES HUMAINS. »

Cette vision datée de la révolution cognitive prolonge hélas nombre de stéréotypes qui ont encombré l'anthropologie depuis ses origines : l'idée qu'il existe des humains moins « modernes » que d'autres, plus primitifs ; que le néandertalien était une brute absolue (*lire ci-contre*) ; que l'apparition d'une intelligence conceptuelle était forcément quelque chose de soudain, résultant d'un processus identifiable, une mutation génétique par exemple, un gène providentiel

CONCEPT

LA THÉORIE DU SUPERTUEUR

En paléoanthropologie, de nombreuses théories visant à expliquer la révolution cognitive ont émergé, proposées par des scientifiques isolés et promptement réfutées par les communautés de spécialistes. Celle de la NPT (pour *Neandertal Predation Theory*), défendue par le biologiste évolutionniste Danny Vendramini ❶, se verrait décerner l'Oscar du meilleur scénario du film d'horreur si un tel prix existait. L'auteur a une vision originale de la révolution cognitive.

« *Les traces archéologiques montrent que les néandertaliens n'étaient pas de dociles omnivores, mais des carnivores sauvages et cannibales – des prédateurs sans rivaux – qui chassèrent, tuèrent et cannibalisèrent nos ancêtres archaïques quand ceux-ci s'aventurèrent au Proche-Orient (entre - 100 000 et - 50 000 ans). Pire encore, les néandertaliens étaient des prédateurs sexuels, qui razziaient les campements humains pour violer et kidnapper les jeunes femmes, laissant dans leur sillage une piste de "bâtards" (...). Cette prédation à multiples niveaux poussa nos ancêtres au bord de l'extinction* » *(notre trad.)*. Selon Danny Vendramini, la population humaine tomba alors à moins de cinquante individus. « *Les seuls humains qui survécurent à cette prédation furent ceux qui naquirent avec des mutations leur conférant des "adaptations survivalistes" – des traits d'humains modernes tels que la capacité langagière, une intelligence machiavélique, la capacité de bâtir des alliances, la créativité, la prise de risque calculée et l'agressivité* », explique-t-il. Des traits qui « *transformèrent nos ancêtres, d'une espèce de proies dociles à une espèce chasseresse sans rivale* » : *Homo sapiens*.

Cette version saignante de la révolution cognitive est aux antipodes de ce que décrivent les spécialistes de cette autre humanité néandertalienne ❷. Les fouilles de ces dernières années ont montré que les néandertaliens prenaient soin de leurs infirmes et de leurs vieillards, inhumaient leurs morts, ont élaboré le premier mur

connu – une structure composée de près de 400 morceaux de stalagmites juxtaposés et alignés dans la grotte de Bruniquel, datée de - 175 000 ans –, savaient fabriquer des colles complexes et ont peut-être aussi peint dans les grottes. Bref, les néandertaliens maîtrisaient très probablement un langage syntaxiquement complexe et étaient dotés d'une culture évolutive.

Cette autre humanité n'a pas fini de nous surprendre, et enquêter sur elle a permis de dépasser le piège du concept de révolution cognitive soudaine et datée. Sans compter, souligne Ludovic Slimak, que nous ne rendons pas service au néandertalien en cherchant à le « réhabiliter », car nous nous efforçons alors de le rendre semblable à nous, par son intelligence, sa possible propension à l'art, son langage... Dans sa manière de tailler des pierres, il semble pourtant différent, moins enclin à la fabrication d'outils standardisés. Peut-être le néandertalien, loin du monstre de série B, a-t-il été, plus que nous, « libre dans sa tête » ? ● L.T.

❶ Danny Vendramini, *Them and Us. How Neanderthal predation created modern humans*, Kardoorair Press, 2012.
❷ Voir notamment Ludovic Slimak, *Le Dernier Néandertalien*, Odile Jacob, 2023.



© ART MEDIA/PRINT COLLECTOR/GETTY IMAGES

À la fin du 19e siècle, une mode « préhistorique » est en vogue chez les peintres symbolistes français, dont Léon-Maxime Faivre (1856-1941) qui expose *Deux mères* au Salon de 1888 (Paris, musée d'Orsay).

reconfigurant nos neurones ; et qu'en conséquence, on pouvait dater l'apparition de cette intelligence.

UNE ACQUISITION PROGRESSIVE

À cette hypothèse « subitiste », qui postule que *sapiens* a acquis ses capacités symboliques tout à coup, se sont substituées depuis les années 2000 des hypothèses gradualistes. Devenus majoritaires, les chercheurs qui soutiennent ces idées plaident pour une acquisition progressive de ces capacités, sur le temps long et préférentiellement en Afrique, berceau de notre espèce. Leurs théories s'appuient sur de multiples découvertes (*voir p. 27*), qui depuis une décennie dévoilent la précocité de certains comportements humains – ainsi de ces pierres de silcrète, préalablement cuites par des *sapiens* il y a 164 000 ans à Pinnacle Point (Afrique du Sud) afin de faciliter leur taille ❶. Pour certains, *Homo erectus*, apparu il y a deux millions d'années, serait d'ailleurs le « vrai » lauréat de la révolution cognitive. N'a-t-il pas maîtrisé le feu, inventé la cuisine et fabriqué les premiers bifaces, manifestant un souci de symétrie ❷ ?

Une troisième hypothèse, défendue notamment par les paléoanthropologues Francesco d'Errico et Chris Stringer ❸, mélange les deux premiers scénarios, en postulant une évolution vers une cognition améliorée au fil de « *processus discontinus* ». Depuis

au moins 200 000 ans, affirment d'Errico et Stringer, des innovations témoignant de processus de cognition moderne apparaissent et disparaissent en Afrique et en Eurasie, chez *sapiens* mais aussi Néandertal, avant d'être consolidés et de devenir systématiques. Ce scénario, posé en 2011, introduit une certaine complexité, ce qui lui permet de s'adapter aux découvertes successives.

Finalement, force est de constater qu'on manque encore d'indices pour dater précisément l'apparition de la cognition moderne chez les humains. Il faudrait davantage de fossiles, de traces archéologiques et une meilleure prise en compte de la complexité. Comme le résume le paléoanthropologue Jean-Jacques Hublin, codécouvreur des plus anciens fossiles d'*Homo sapiens*, vieux de 330 000 ans, exhumés du site de Jebel Irhoud (Maroc) en corrélation avec un outillage de pierres taillées alors répandu dans toute l'Afrique : « *Un des résultats principaux de nos travaux a été de montrer qu'il n'y avait pas eu de moment adamique au cours duquel un homme véritable serait assez soudainement apparu, mais au contraire un processus long, progressif et jamais interrompu qui a abouti aux formes les plus récentes de notre espèce. En réalité, on serait bien en peine de tracer une limite entre des* Homo sapiens *pleinement "modernes" et d'autres qui ne le seraient pas* ❹. » Si les certitudes de la fin du 20e siècle ont été ébranlées, les données actuelles sont trop lacunaires pour étayer un scénario qui fasse consensus. Il faudra apprendre à regarder nos ancêtres avec moins de préjugés. ●

❶ Kyle S. Brown *et al.*, « Fire as an engineering tool of early modern humans », *Science*, 14 août 2009.
❷ Jean-François Dortier, « Dans la tête d'*Homo erectus* », *Sciences Humaines*, hors-série, n° 29, janvier-février 2024.
❸ Francesco d'Errico et Chris B. Stringer, « Evolution, revolution or saltation scenario for the emergence of modern cultures ? », *Philosophical Transactions of the Royal Society B*, 12 avril 2011.
❹ Jean-Jacques Hublin, Homo sapiens, *une espèce invasive*, Collège de France/Fayard, 2022.



© CM DIXON/PRINT COLLECTOR/GETTY IMAGES

Pierre à polir pour l'affûtage des harpons en os, époque paléolithique, découverte en Dordogne.

MOTS-CLÉS

• Cognition
Ensemble des activités mentales liées à la fonction de connaissance, mettant en jeu la perception, la mémoire, l'attention, le langage, le raisonnement, l'apprentissage, la décision, la résolution de problèmes…

• Paléoanthropologie
Étude anthropologique des anciens humains, à partir de leurs fossiles et des traces archéologiques (aménagement de campements, restes de nourriture, traces de pièges…).

• Pléistocène
Époque géologique marquée par des alternances entre glaciation et périodes tempérées, commençant il y a 2,6 millions d'années et prenant fin il y a 11 700 ans, date à laquelle lui succède l'époque tempérée de l'Holocène.

• *Hominina* (pl.) /*hominine* (sing.)
Sous-tribu biologique qui inclut les membres de la lignée humaine après divergence d'avec le rameau des chimpanzés, il y a environ 7 millions d'années. Ce rameau comprend le genre *Homo* et les genres éteints apparentés (australopithèques, paranthropes…).

• Sortie d'Afrique II
Scénario postulant que les humains modernes ou *sapiens*, après s'être répandus en Afrique entre - 400 000 et - 200 000 ans, ont opéré une migration hors d'Afrique en commençant par le Proche-Orient (- 200 000 ans) et en se diffusant jusqu'en Australie (*ca.* - 67 000 ans), en Europe occidentale (*ca.* - 45 000 ans) et dans les Amériques (ca. -25 000 ans). La Sortie d'Afrique I fait référence à la diffusion d'*Homo erectus* dans l'Ancien Monde, débutant il y a deux millions d'années.

COGNITION

LA VIANDE, MOTEUR DE L'ÉVOLUTION

Manger de la viande aurait-il rendu nos ancêtres intelligents ? Oui, plus ou moins, répondent nombre de spécialistes, sans s'accorder sur la temporalité du phénomène.

La consommation de viande semble avoir joué un rôle clé dans le développement de la cognition. Pour certains chercheurs, elle aurait agi sur la très longue durée, trois millions d'années, le temps que la taille du cerveau de la lignée humaine quadruple. Pour d'autres, ce phénomène aurait été soudain, il y a quelques dizaines de milliers d'années. Coïncidence : il y a simultanéité entre le moment de la présumée révolution cognitive et celui de la disparition de l'essentiel des grands mammifères. Ce qui a nourri un temps l'idée, reprise par l'historien Yuval Harari, que nos ancêtres avaient dévoré les grands animaux pour alimenter leur cerveau. On sait en effet qu'au moins 161 espèces animales, pesant à l'âge adulte plus de 44 kilos, ont disparu depuis 100 000 ans. L'Australie d'il y a 40 000 ans et les Amériques d'il y a 12 000 ans ont été les continents les plus affectés, mais l'Eurasie et l'Afrique n'ont pas été épargnées non plus.

Depuis la fin du 19e siècle, géologues et paléoanthropologues ont attribué cette extinction massive tantôt aux changements climatiques, tantôt aux *Homo sapiens*. De plus en plus d'experts s'accordent pour dire que ces extinctions étant des phénomènes complexes, le climat et les humains ont eu partie liée, dans des proportions variables selon les lieux. Toutefois, ils mettent souvent l'accent sur le facteur humain ❶, plusieurs réchauffements antérieurs et comparables ayant eu lieu depuis 2,6 millions d'années, sans que la mégafaune en soit affectée. « *Nous n'affirmons pas que les humains ont causé l'extinction de la mégafaune à la fin du Pléistocène* terminal (dans les dernières 150 000 années). Nous déclarons juste que les humains ont joué un rôle clé, en chassant avec persistance des espèces géantes déjà déclinantes, ce qui les rendait vulnérables au risque d'extinction* ❷ », résument les préhistoriens Miki Ben-Dor et Ron Barkai. Une chasse selon eux motivée par la propension de nos ancêtres à manger de la graisse, plus digeste que les protéines animales – sachant que plus un animal est gros, plus il dispose de réserves de gras.

UNE THÉORIE DÉPASSÉE

Pour d'autres auteurs, cet engouement pour la chasse au gros gibier est une question de statut social : à la manière d'oiseaux qui rivalisent d'industrie pour construire le plus beau nid, les mâles chassaient pour démontrer aux femelles leur capacité à nourrir un foyer. Et ce alors même que la chasse aux grands mammifères semble largement supplantée en termes d'apports alimentaires par la cueillette. On rejoint alors les tenants d'une révolution cognitive, qui ont parfois défendu que ce serait la consommation de viande, atteignant son apogée il y a 50 000 ans, qui aurait nourri notre gros cerveau et poussé à des comportements coopératifs plus avancés.

À les croire, notre apogée cognitif serait lié à notre appétence pour la chasse, en un cercle vicieux : plus nos ancêtres mangeaient de viande, plus ils nourrissaient leur cerveau, plus ils devenaient performants, jusqu'à extinction de leurs proies. La thèse a tenu longtemps, parce que *sapiens* était associé à des armes spécifiques : arc apparu voici 15 000 ans, sagaie accélérée par propulseur (*atlatl*) il y a 20 000 ans… Avant que d'autres fouilles révèlent que ces armes avaient connu de multiples occurrences. Ainsi l'outillage lithique permet-il de déterminer que l'arc est déjà présent en Afrique du Sud, à Blombos, il y a 80 000 ans.

Si les *sapiens* ont probablement été une des causes de l'extinction de la mégafaune, ils ont agi en conjonction avec d'autres facteurs, notamment climatiques. Or ces conjonctions n'ont pas été les mêmes partout, et n'ont pas suivi des chronologies identiques. Quant au fait de manger de la viande, il n'est pas associé à celui de nous rendre plus intelligent, sauf à remonter, comme le fait le paléoanthropologue Daniel Lieberman, à notre ancêtre *Homo erectus* d'il y a près de deux millions d'années. En effet, les pierres taillées auraient alors servi à assimiler plus facilement la viande, en transformant des charognes en steak tartare, permettant à des *hominina** dotés de mâchoires moins puissantes que celles des carnivores d'accéder à cette nourriture. Mais les effets évolutifs de ce changement alimentaire ont été très lents : renforcement de la bipédie, accroissement de la taille du cerveau, réduction de celle des intestins… Peut-on toujours parler de révolution pour un phénomène qui s'étendrait sur des millions d'années ? ● L.T.

❶ Voir Jens-Christian Svenning *et al.*, « The late-Quaternary megafauna extinctions: Patterns, causes, ecological consequences and implications for ecosystem management in the Anthropocene », *Cambridge Prisms. Extinction*, 2024 (en ligne).

❷ Ruth Schuster, « Israeli archaeologists prove once and for all: Humans were responsible for the megafauna extinction », *Haaretz*, 19 juin 2024.

❸ Daniel Lieberman, *L'Histoire du corps humain. Évolution, dysévolution et nouvelles maladies*, Lattès, 2015.



© HERMANCETRIAY/OPALE.PHOTO

BIOGRAPHIE

Sociologue spécialiste des questions d'éducation et des inégalités sociales et de genre, **Marie Duru-Bellat** est professeure émérite à Sciences Po, et chercheur au Centre de recherche sur les inégalités (Cris) et à l'Institut de recherche en éducation (Iredu). Ses travaux portent sur l'éducation, les problématiques de genre et les questions de justice. Elle est l'autrice notamment de *Le Mérite contre la justice* (Presses de Sciences Po, 2019) et, avec Sébastien Goudeau, de *L'intelligence, ça s'apprend ? Tests, HPI, inégalités* (UGA éditions, 2024).

François Dubet est professeur émérite à l'université de Bordeaux et a été directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Son travail porte sur l'éducation, les inégalités et la justice sociale. Il est l'auteur des récents *Tous inégaux, tous singuliers. Repenser la solidarité* (Seuil, 2022) et, avec Najat Vallaud Belkacem, de *Le Ghetto scolaire. Pour en finir avec le séparatisme* (Seuil, 2024).

OUVRAGES COMMUNS DE FRANÇOIS DUBET ET MARIE DURU-BELLAT

- *L'Hypocrisie scolaire : pour un collège enfin démocratique*, Seuil, 2000.
- *10 propositions pour changer l'école*, Seuil, 2015.
- *L'école peut-elle sauver la démocratie ?*, Seuil,2020.
- *L'Emprise scolaire*, Presses de SciencesPo, 2024.

FRANÇOIS DUBET ET MARIE DURU-BELLAT

« TROP D'ÉCOLE TUE L'ÉDUCATION ! »

Alors que les scolarités se sont considérablement allongées, les deux sociologues de l'éducation mesurent les effets paradoxaux de cette course aux diplômes, dénoncent l'emprise qu'elle exerce et plaident pour un enseignement moins académique et plus juste.

● PROPOS RECUEILLIS PAR **MARTINE FOURNIER**

C'est un livre coup de poing que publient en cette rentrée 2024 deux spécialistes de l'école. Pour Marie Duru-Bellat et François Dubet, l'éducation délivrée par l'institution scolaire ne tient pas ses promesses au regard de la transformation des sociétés. Dans leur dernier ouvrage, *L'Emprise scolaire* (Presses de Sciences Po), les deux sociologues alertent sur les effets délétères d'un enseignement trop académique et d'un allongement des études peu efficace pour beaucoup d'élèves. Nous arrivons au bout d'un cycle : l'école sanctuaire, fermée sur le monde, a vécu. Les auteurs appellent à repenser totalement une philosophie de l'éducation qui mette un terme à la course effrénée aux diplômes, au climat anxiogène qu'elle génère, et aux profondes inégalités qui en découlent. Et livrent un plaidoyer pour construire une société plus juste, en valorisant la diversité des talents et en donnant à chacun une place honorable, en fonction de ses qualités propres.

En quoi consiste cette « emprise scolaire » dont vous décrivez les effets dans votre dernier livre ?

François Dubet - Nous sommes partis d'un constat banal, à savoir que l'école est devenue une institution centrale pour socialiser et répartir les individus dans la société. Pendant très longtemps, même si la scolarité jouait son rôle, l'héritage familial, le monde du travail et les entreprises intervenaient dans cette répartition. Aujourd'hui, on observe un développement de l'emprise scolaire. Le sociologue de la modernité Talcott Parsons (1902-1979) l'avait présagé en disant qu'on allait demander à l'école de remplir les fonctions occupées par les autres institutions de nos sociétés.

Cette emprise se manifeste de plusieurs manières. Tout d'abord, l'école a le monopole du tri des élèves par les diplômes. Elle a aussi le monopole de la définition du mérite de chacun en s'arrogeant la mesure de leur valeur. Cette emprise affecte l'organisation des classes sociales : alors que la position des individus a longtemps été liée à leur travail, elle est de plus en plus déterminée par leurs diplômes. L'école opère alors comme un mécanisme de distinction des vainqueurs et des vaincus de la scolarité. Aujourd'hui, tout le monde est tenu de faire des études et d'entrer dans cette compétition. Les inégalités sociales sont désormais justifiées par le mérite scolaire. Cette emprise a ainsi des effets politiques : beaucoup de travaux de recherche montrent que le vote est de plus en plus déterminé par le diplôme de chacun. On le voit dans le succès des votes populistes qui sont devenus des votes populaires dans lesquels les électeurs sont définis par leur échec scolaire et le ressentiment qu'il entraîne. Depuis soixante ans, cette emprise scolaire n'a cessé de croître sous l'effet de la massification.

Ce phénomène est-il, comme vous l'avancez, un « changement anthropologique majeur » ?

Marie Duru-Bellat : Cette importance croissante de l'école change complètement l'entrée dans la vie et la définition de la jeunesse. En 1970, moins de la moitié des jeunes étaient solarisés à l'âge de 17 ans, alors que maintenant, ils le sont quasiment tous. Aujourd'hui, 50 % des jeunes de 21 ans sont toujours étudiants, alors qu'ils n'étaient que 10 % en 1970.

La jeunesse se passe très majoritairement à l'école. Cette emprise a, en outre, des effets psychologiques en transformant l'image de soi : selon ses performances scolaires, un jeune va se sentir méritant ou nul. Or, cette réussite ou cet échec ne sont plus perçus comme le résultat de circonstances extérieures (comme le milieu social), mais impliquent aujourd'hui sa propre responsabilité.

Vous écrivez aussi que les familles sont « colonisées » par l'emprise scolaire… N'y a-t-il pas une injonction contradictoire à vouloir des enfants libres et épanouis face à une telle pression scolaire ?

F.D. et M.D.-B. - Pendant longtemps, l'école ne se préoccupait que de l'« élève ». Le reste de l'enfance et de l'adolescence se passait en dehors. La révolution des années 1960, incarnée en France par Françoise Dolto, a voulu que l'élève soit aussi considéré comme un enfant. Les esprits chagrins ont d'ailleurs dénoncé la montée du jeunisme, de l'enfant-roi, etc. Depuis les années 2000, un renversement a eu lieu : la réussite scolaire est devenue le principal moteur éducatif. Les classes moyennes supérieures considèrent comme absolument vital de choisir les bons établissements, les bonnes filières, les bons enseignants… L'école est devenue une compétition, et plus personne ne nie que le destin social passe par le parcours scolaire. Cela engendre des effets paradoxaux.

Ainsi le contrôle scolaire ne cesse de s'intensifier avec, par exemple, des logiciels comme Pronote qui informent les parents au quotidien des résultats de leur progéniture… Et si on continue de vouloir des enfants heureux et épanouis, on pense que c'est parce que cela favorisera leur réussite scolaire ! L'évolution du regard porté sur l'enfant le veut

épanoui, mais aussi performant ! Le fait de ne pas réussir à l'école est devenu le critère pour déterminer qu'il a des problèmes, et même un signe clinique (on l'emmène chez le psy). La préoccupation dominante est qu'il suive une bonne scolarité. Cette colonisation des familles creuse les inégalités, car dans ce système, la réussite de son enfant n'a de sens que si elle est supérieure à celle des autres. D'où des phénomènes comme la fuite de la carte scolaire, le développement du privé, la multiplication des filières...

> « LE MEILLEUR SIGNE DU DÉCLIN DE L'ÉGLISE A ÉTÉ L'ABSENCE DE VOCATION DES PRÊTRES ; À L'ÉCOLE, C'EST CELLE DES ENSEIGNANTS... »
> FRANÇOIS DUBET

« *Alors que cette emprise monte, les capacités d'éducation décroissent* », analysez-vous. Effectivement, beaucoup de voix s'élèvent pour dénoncer une crise de l'école. Quelles en sont les causes ?

F.D. - Une mutation essentielle est intervenue au cours du 20e siècle. Pendant longtemps, l'école républicaine scolarisait longuement ceux qu'on appelait les « héritiers » ou quelques boursiers exceptionnellement « doués ». Les autres enfants fréquentaient une école à forte teneur éducative, pour fabriquer de bons citoyens, apprendre la discipline, séparer les garçons et les filles, avec des maîtres dont l'autorité était « sacrée » dans ce qu'on a appelé une « école sanctuaire » qui se protégeait de la société. Avec le phénomène de massification, ce modèle éducatif a explosé. Aujourd'hui, on vit sa jeunesse à l'école, son adolescence, ses histoires d'amour ou d'amitié, et forcément, les désordres sont rentrés dans l'école.

Par ailleurs, auparavant, l'école avait le monopole de l'accès à la culture. Aujourd'hui, nous sommes forcés de constater en observant les jeunes que les téléphones et autres écrans jouent un rôle bien plus considérable que les tableaux noirs (devenus blancs !).

M.D.-B. - Il faut souligner la force de persuasion des écrans. Des enquêtes françaises entre autres interrogent des jeunes de tous niveaux sur des fausses croyances ❶ (« Qui a construit les pyramides d'Égypte ? », « Est-ce que la Terre est plate ? », « A-t-on vraiment débarqué sur la Lune ? », etc.) et les résultats sont surprenants : 80 % des lycéens adhèrent au moins à une théorie complotiste, 59 % au niveau master, 74 % pour les étudiants en médecine-santé. La croyance dans les *fake news* est également répandue quel que soit le niveau d'étude. Les étudiants en sciences et en médecine, notamment, sont souvent aussi nombreux à y croire que les moins instruits.

Ce qu'on fait à l'école paraît de plus en plus scolaire et coupé de la vraie vie. C'est également le cas pour les lectures recommandées par les programmes, qu'on abandonnera dès qu'on n'y sera plus obligé.

Comment analyser le malaise enseignant évoqué par beaucoup d'entre eux ?

F.D. : La crise de l'éducation n'est pas une singularité française, elle est aussi présente dans les pays où les enseignants sont le mieux payés. Tous disent exercer un métier impossible : « *L'autorité ne m'est plus acquise, les parents veulent des performances, les élèves revendiquent une vie autonome et peuvent accéder à des connaissances en se dispensant de mes enseignements.* »

En fait, le paradoxe est que plus l'école accroît son emprise, plus ses capacités éducatives faiblissent. Les enseignants doivent en permanence faire des efforts considérables pour intéresser, conquérir les élèves, et lorsque ceux-ci jouent le jeu, c'est presque exclusivement pour des raisons instrumentales (avoir de bonnes notes par exemple).

Nous sommes au terme d'un cycle de l'histoire scolaire. Pour employer une métaphore, le meilleur signe du déclin de l'Église a été l'absence de vocation des prêtres ; à l'école, c'est celle des enseignants ❷...

Parallèlement à ces constats, l'augmentation du nombre d'étudiants, due à l'ouverture des études supérieures, engendre-t-elle une dévaluation des diplômes et certaines formes de déclassement comme l'avancent certaines analyses ?

M.D.-B. - Deux éléments entrent en compte dans la valeur des diplômes : *primo*, que certifient-ils comme connaissances ? *Secundo*, quelle garantie apportent-ils sur le marché de l'emploi ? Les analyses diffèrent selon ces deux aspects. Sur les savoirs, sans reprendre la vieille antienne de la baisse de niveau, on voit toutefois que le niveau ne suit pas l'allongement des scolarités. Alors que celles-ci se sont considérablement rallongées, le niveau des élèves au mieux reste stable. En matière de placement des jeunes sur le marché du travail, le constat est complexe. Le rendement relatif est toujours plus fort (on obtient un meilleur emploi avec un bac + 3 qu'avec un simple bac). Mais il faut regarder aussi le rendement absolu : quel poste obtient-on à tel niveau de diplôme ? Sur ce point, toutes les études s'accordent sur une dévaluation du diplôme. Dans les années 1970, avec une licence de lettres ou de sciences humaines, on avait toutes les chances de devenir cadre ; aujourd'hui, ces diplômés deviennent le plus souvent employés.

Il s'est produit un déséquilibre entre les flux de diplômés qui ont augmenté de manière considérable et l'offre sur le marché du travail : on compte aujourd'hui trois fois plus de diplômés du supérieur qu'en 1980 alors que le nombre de cadres et de professions intermédiaires plafonne pratiquement au même niveau. Dans certaines filières, près de la moitié des titulaires d'un master n'occupent pas un emploi de cadre, trois ans après leur sortie de l'université.

En 2006, lorsque j'avais sorti mon livre sur l'inflation scolaire ❸, les économistes ne voulaient pas entendre parler de déclassement. Cette question était un tabou, car elle allait à l'encontre la théorie du capital humain*. Aujourd'hui pourtant, beaucoup l'admettent. Les politiques ont joué la carte du quantitatif : fluidifier, supprimer les redoublements, augmenter le nombre de bacheliers... En revanche, l'aspect qualitatif (que savent vraiment les élèves ?) a été laissé de côté. On a une politique de « toujours plus » (50 % des élèves accèdent au supérieur, certains défendent l'objectif de 60 %). Mais plus n'est pas forcément mieux !

L'école ne jouerait-elle donc plus son rôle d'ascenseur social ?

F.D. - L'ascenseur social fonctionnait quand peu de gens l'empruntaient ! Lorsque, par exemple, les instituteurs envoyaient quelques-uns des meilleurs de leurs élèves d'origine modeste à l'École normale d'instituteurs. La promesse de l'école de masse est que tout le monde va monter dans l'ascenseur. Tous passent le bac, tous vont à l'université. Le résultat est que seule l'élite de l'élite scolaire obtient des diplômes rentables (grandes écoles, sections sélectives...) ; ceux qui n'ont pas de diplômes deviennent quasiment marginalisés avec des difficultés et des stigmates sociaux ; et les autres connaissent un phénomène de déclassement subjectif : pour obtenir la même position sociale que leurs parents, ils devront faire trois ou quatre années d'université de plus. Pour être instituteur comme leurs parents, il leur faudra aujourd'hui un bac + 5.

Au regard de ces constats, l'école échouerait-elle à développer la démocratie ?

M.D.-B. - Il existe en France une ségrégation scolaire très importante. Les élèves de milieux sociaux différents ne vivent pas ensemble et ne vont pas dans les mêmes écoles. Ceux qui grandissent dans des ghettos populaires ont le sentiment d'être exclus de la société. Par ailleurs, l'échec scolaire est censé découler du manque de mérite : lorsqu'on n'est pas bon, on mérite sa situation. Les déclarations des hyperdiplômés qui mériteraient leur position et qui se comportent comme des « sachants » souvent arrogants exacerbent les tensions et un sentiment d'humiliation chez les autres. Tout cela ne fait pas une communauté démocratique !

F.D. - Je dirais même que cela a créé un vrai basculement politique, comme l'ont montré, par exemple, les travaux de Thomas Piketty. Dans les années 1980, la classe ouvrière votait encore à gauche. Aujourd'hui,

> « L'ARROGANCE DES "SACHANTS" EXACERBE UN SENTIMENT D'HUMILIATION CHEZ LES AUTRES. »
> MARIE DURU-BELLAT

elle vote pour le Brexit, pour Donald Trump ou pour le Rassemblement national. Dans les années 1950, le sociologue britannique Michael Young, dans un livre qui a fait date (*The Rise of the Meritocracy*), expliquait que dans un système méritocratique, on passait du modèle exploiteurs/exploités au système vainqueurs/vaincus et que les votes basculaient.

En définitive, comment repenser l'école aujourd'hui ?

F.D. - Aujourd'hui, on attend tout de l'école et de ce fait, elle ne peut que nous décevoir. L'école devrait resserrer ses objectifs et mettre tout en œuvre pour les atteindre. Les études de la Depp (les statistiques de l'Éducation nationale) montrent par exemple qu'un quart des élèves entrent au collège sans savoir bien lire et compter. Le coût social et humain de cet échec est considérable. Pour nous, il faudrait mettre l'accent sur l'école élémentaire et le collège qui doivent devenir une véritable école commune pour tous les élèves. Cet objectif est très ambitieux : il suppose de mieux former les enseignants, de redéfinir un socle commun de ce que tous doivent apprendre, et d'y mettre des moyens. Il faut renforcer l'école élémentaire et le collège.

M.D.-B. - Le primaire et le collège sont les parents pauvres de l'éducation française alors que le lycée avec toutes ses options classantes est beaucoup mieux doté. Mais cet objectif n'est pas consensuel dans la mesure où la priorité au primaire et à la mixité sociale n'emporte pas l'avis de tous.

F.D. - On pourrait aussi se poser la question des programmes du collège, qui n'ont de sens que si on est destiné à poursuivre des études longues. On entend dire qu'il faut développer l'instruction civique, alors que la multiplication de ces cours ne sert pas à grand-chose. Dans d'autres pays, les élèves ont des expériences démocratiques à l'école à travers des actions concrètes. En France, on apprend et on récite. Il ne s'agit pas d'être contre l'école, mais pour une philosophie différente de l'enseignement. De la même manière que trop d'industrie et de mobilité détruisent la nature, ou que trop de médicaments affaiblissent la santé, trop d'emprise scolaire tue l'éducation.

Si vous étiez ministres de l'Éducation nationale, que feriez-vous pour améliorer le système scolaire ?

M.D.-B. - Ce qui caractérise le système français est le découpage par disciplines (une heure de maths, d'histoire, etc.). Je pense qu'il faudrait casser ce cadre qui ne prépare pas les jeunes aux réalités de la vie. Il faudrait aussi multiplier les stages et les valoriser davantage, ce qui n'est pas le cas actuellement. C'est pourtant l'occasion pour les élèves de développer des compétences très différentes de ce qu'ils apprennent à l'école.

MOTS-CLÉS

• Théorie du capital humain

Selon la définition de l'OCDE, le capital humain recouvre *« l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique. » « Le capital humain constitue un bien immatériel qui peut faire progresser ou soutenir la productivité, l'innovation et l'employabilité »* (1998).

• Forme scolaire

La forme scolaire désigne la relation pédagogique traditionnelle instaurant un temps dédié à chaque discipline, un espace spécifique (la salle de classe et son organisation avec des rangées de tables, une estrade, un tableau) et des règles strictes comme l'immobilité des élèves et l'écoute de la parole magistrale.

Les évaluations internationales montrent que ce qu'on appelle les *soft skills* (les compétences sociales) sont négligées dans le système français. Or la créativité, l'empathie, la capacité à travailler avec les autres, l'autonomie sont des qualités humaines de plus en plus requises dans nombre de métiers qui ne seront pas transformés par l'intelligence artificielle. Aujourd'hui les économistes montrent que ce retard français contrarie la croissance. Pour cela, il faut davantage mettre les élèves en situation, faire travailler forts et faibles ensemble, ce que font d'ailleurs de nombreux pays.

F.D. : Les pays scandinaves sont souvent cités parce qu'ils combinent un bon niveau pour les élèves et un bon climat scolaire avec une bonne éducation démocratique. Il faut reconnaître que ce modèle s'effrite un peu aujourd'hui et que, en France, certains politiques valorisent plutôt le modèle de Singapour, fondé sur la compétition. Avec Marie, nous nous sentons plus Finlandais que Singapouriens ! Nous refusons l'opposition entre savoirs et compétences. Nous sommes très contents par exemple que notre médecin ait à la fois des savoirs et des compétences. Dans le monde scolaire, beaucoup voient le développement des savoir-faire comme une soumission au marché libéral. En France, certains enjeux culturels placent l'enseignement technique et professionnel dans une position marginale. Pour des métiers absolument indispensables, on continue à orienter les élèves seulement en fonction de leur niveau scolaire jugé déficient, ce qui n'est plus tenable.

Vous évoquez le philosophe Ivan Illich dont le livre est resté célèbre. Dans *Une société sans école* (1971), il proposait de repenser radicalement l'éducation. En quoi cet auteur qui est longtemps passé pour un grand utopiste, redevient-il d'actualité ?

M.D.-B. - Ivan Illich montre les effets pervers d'un certain nombre d'institutions, et notamment de l'école ❹. Il souligne qu'on apprend beaucoup plus hors de ses murs. Aujourd'hui, le monde s'est ouvert, et on voit bien les limites d'une communauté scolaire qui reste très fermée, alors que, selon le célèbre proverbe africain, « *il faut tout un village pour éduquer un enfant* ». Parmi les sociologues actuels, notamment américains, beaucoup redécouvrent Illich. Les jeunes seraient bien mieux éduqués s'ils n'étaient pas enfermés avec quelques adultes, certes très savants mais complètement coupés du monde.

Que ce soit au niveau scolaire ou universitaire, on voit pourtant des enseignants concevoir des initiatives ouvertes sur la société, comme ceux qui envoient leurs élèves en dehors des cours faire des distributions de vivres pour des ONG, ou invitent des migrants à témoigner dans leur classe… Les choses ne sont-elles pas en train de changer ?

M.D.-B. - Effectivement, on voit aussi des jeunes issus de grandes écoles qui se disent qu'écrire des mails toute la journée n'est pas très excitant et se tournent vers des professions plus concrètes et porteuses de sens. Le retentissement de l'essai sur le sens et la valeur du travail de Matthew Crawford, (*Éloge du carburateur,* La Découverte, 2009) en témoigne. Ce qu'on défend dans ce livre est une autre approche de la qualification qui ne se fonde pas uniquement sur les diplômes, mais tient compte aussi de la valeur de la personne.

F.D. - Le mérite scolaire est devenu la figure cardinale du mérite. Et il y a soupçon sur ceux qui réussissent sans diplôme. Mais pour être un peu optimiste, on assiste par exemple actuellement à une certaine revanche des bac pro qui, suivis d'un BTS, peuvent ouvrir la voie à de meilleures professions qu'une licence d'enseignement général qui risque de ne déboucher sur rien.

> « LE PROBLÈME EST QU'EN FRANCE, SI VOUS TOUCHEZ À L'ÉCOLE, VOUS ÊTES SOUPÇONNÉ D'ÊTRE UN AFFREUX LIBÉRAL. »

Aujourd'hui, beaucoup de directives de l'Éducation nationale conseillent le travail en équipe, la pédagogie de projet, l'éducation bienveillante… À quoi, selon vous, est due la résistance, particulièrement en France, d'une « forme scolaire* » très académique et qui paraît régimenter toute la société ?

M.D.-B. - L'enseignement français reste très dogmatique : il lui manque un esprit expérimental et curieux de ce que font les autres. Pendant longtemps, par exemple, le débat sur les méthodes de lecture est resté entièrement idéologique, même si cela a changé récemment.

F.D. - Le problème est qu'en France, si vous touchez à l'école, vous êtes soupçonné d'être un affreux libéral. Pour ces raisons, la France est un des rares pays où les établissements ne recrutent pas leurs enseignants. On est enfermé dans des formes de pensée qui nous paralysent. Toucher à l'école est une véritable bombe, car les enjeux sont décisifs dès lors que vous savez que le destin de vos enfants en dépend. Lever l'emprise scolaire consisterait à détendre le jeu. Pour ma part, je suis atterré par la pauvreté du débat politique sur l'éducation, alors qu'il s'agit du destin des générations futures.

M.D.-B. - Il ne faut pas cependant jeter le bébé avec l'eau du bain. La massification a apporté des améliorations, en permettant, par exemple, aux femmes d'accéder à tous les niveaux d'études. Mais on ne peut pas se satisfaire de cela. Il faudrait élargir la fonction de l'école plutôt que de la limiter à ces acquis. ●

❶ Notamment l'enquête Ifop de décembre 2022 pour la fondation Jean-Jaurès et la fondation Reboot. Voir les résultats et analyses, « La mésinformation scientifique des jeunes à l'heure des réseaux sociaux », sur le site de la fondation Jean-Jaurès, 12 janvier 2023.
❷ François Dubet, *Le Déclin de l'institution*, Seuil, 2002.
❸ Marie Duru-Bellat, *L'Inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie*, Seuil, 2006.
❹ Lire Martine Fournier, « Ivan Illich. Une société sans école », *Les Grands Dossiers des sciences humaines*, n° 45, décembre 2016/janvier-février 2017.

DOSSIER

GÉNÉRATIONS : guerre impossible, paix improbable ?

Les uns crient « *OK Boomer !* », les autres déplorent le narcissisme supposé des « millennials » : ces dernières années, une série de chocs (politique, économique, climatique, et même pandémique) ont nourri le récit d'un retour de flamme de l'éternel conflit des générations. Les jeunes adultes et leurs aînés se contempleraient avec méfiance en s'imaginant que ce qui est gagné pour les uns est forcément perdu pour les autres.
Une vision du monde que nuancent cependant fortement les analyses récentes des chercheurs en sciences sociales. Et si les différentes classes d'âges se montraient encore capables de se nourrir de leurs différences pour travailler, débattre, rire et, surtout, imaginer un futur ensemble ?

DOSSIER COORDONNÉ PAR **JEAN-MARIE POTTIER**



JEUNES-VIEUX : L'IMPOSSIBLE DIALOGUE ?

De la pandémie de covid-19 à la crise climatique, les événements et mutations de ces dernières années ont ranimé le récit de générations qui ne se parleraient plus, se jalouseraient, voire se mépriseraient. Un phénomène nuancé par la recherche en sciences sociales, qui y voit le symptôme d'un malaise politique plus global.

JEAN-MARIE POTTIER

Un quatuor de retraités, en tenue décontractée et lunettes de soleil sur le nez, rit aux éclats sur une plage ensoleillée. Sur la photo, en surimpression, un slogan alarmiste : « Les boomers, eux, ont prévu d'aller voter. » Lors des élections régionales du printemps 2021, le parti Europe Écologie-Les Verts créait la polémique avec un visuel de campagne, vite mis au placard, incitant les jeunes électeurs à aller voter pour contrecarrer l'effet supposé des suffrages de leurs aînés « boomers » – c'est-à-dire, en gros, les natifs des deux décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, donc les retraités d'aujourd'hui. Une génération accablée de presque tous les maux par certains militants, à l'image de cet autre slogan régulièrement aperçu sur les pancartes des manifestations pour la défense du climat : « Vous mourrez de vieillesse, je mourrai du changement climatique. » Un « vous » et un « je » qui n'opposent pas seulement l'inaction à l'action,


© BRUNO LEVY/DIVERGENCE

l'indifférence à l'activisme, mais bel et bien deux classes d'âge.

Ces dernières années, la prise de conscience accrue des effets du réchauffement climatique a ranimé le récit d'un conflit de générations, d'une « lutte des âges », qui viendrait se superposer (voire, déplorent certains, se substituer) à d'autres lignes de clivage. D'autres événements sont venus le nourrir, telles les conséquences budgétaires, notamment dans les pays d'Europe du Sud, de la gigantesque crise financière de 2007-2008 ; la médiatisation croissante, dans la foulée des mouvements Black Lives Matter et #MeToo, des débats autour des questions de genre ou de racisme ; ou encore la pandémie de covid-19, qui a provoqué le confinement sans distinction d'âge de toute la population alors que le risque sanitaire s'avérait plus élevé pour les plus âgés. D'où l'émergence, jusque dans la bouche du président de la République, d'une rhétorique du sacrifice (« *Je ne donnerai jamais de leçons à nos jeunes. Ce sont eux qui, honnêtement, vivent un sacrifice terrible* », lâchait Emmanuel Macron en octobre 2020) qui a laissé quelques traces. Dans une enquête menée dix-huit mois après le début de la pandémie, en septembre 2021, l'Association des départements solidaires avait interrogé un échantillon représentatif de plus de 3 000 Français sur leur appréhension des relations entre générations : si « seulement » 32 % des sondés disaient craindre un conflit de générations, contre 53 % d'avis contraire, les points de vue se révélaient un peu plus partagés chez les 18-29 ans. Ces derniers se montraient également un peu plus enclins à considérer que durant la pandémie, une génération, la leur, avait été sacrifiée par rapport aux autres [1].

NARCISSISME D'UNE GÉNÉRATION

Ces dernières années, les rayonnages des librairies, en France mais aussi à l'étranger, se sont garnis d'essais médiatisés dénonçant l'égoïsme ou le narcissisme supposé d'une génération ou se plaignant des clichés accolés à une classe d'âge, qu'il s'agisse des baby-boomers ou des « millennials » (les natifs des années 1980 et de la première moitié des années 1990) : *Génération offensée*, de la journaliste Caroline Fourest (Grasset, 2020), *OK Millennials !* du journaliste Brice Couturier (L'Observatoire, 2021), *La Parenthèse boomers*, de l'essayiste François de Closets (Fayard, 2022), ou encore *Sois jeune et tais-toi*, essai contre le « *bashing antijeune* » signé de la journaliste engagée Salomé Saqué (Payot, 2022). Un dernier titre qui, ironiquement, réactive un vieux slogan de Mai 68, comme un rappel de la récurrence du conflit générationnel. « *Les soixante-huitards stigmatisaient une France conservatrice, nationaliste et sexiste en comparaison d'une France ouverte, intégrative, diverse, égalitaire et pluriculturelle. Aujourd'hui, les "boomers" se retrouvent pris au piège des plus jeunes qui leur reprochent de ne pas être allés au bout de leur projet de société* », souligne le sociologue Jean-Philippe Viriot-Durandal, auteur de l'essai *Le Pouvoir gris. Sociologie des groupes de pression de retraités* (PUF, 2003). Pour lui, « *la génération 68 s'est elle-même tendu le piège de la stigmatisation générationnelle* », qui se prolonge aujourd'hui dans la tentation « *déraisonnable* » de charger une génération de tous les maux.

Rien de bien nouveau sous le soleil, alors ? Pas tout à fait. Le conflit de générations de 1968 survenait dans des sociétés globalement prospères où le chômage était quasiment inexistant. Il tournait pour l'essentiel, dans une perspective postmatérialiste, autour de valeurs et de visions du monde. À partir des années 1990, après deux décennies de stagnation et de hausse du chômage, le questionnement générationnel s'est recentré sur la pérennité d'un modèle social (accès à l'emploi, avenir du système de retraites…) dont les baby-boomers étaient soupçonnés d'avoir davantage profité que leurs cadets, au mépris de la « loi du progrès générationnel » qui voudrait que chaque génération vive mieux que la précédente. Un débat symbolisé par un ouvrage désormais classique et depuis relu, prolongé, débattu, *Le Destin des générations* (PUF, 1998) : son auteur, le sociologue Louis Chauvel, y listait les symptômes d'un « *déclassement générationnel* » frappant les actifs arrivés sur le marché du travail après 1975.

Aujourd'hui, la mise en scène du conflit de générations semble à nou-

veau mettre l'accent sur les conflits de valeurs, mais sans occulter cette dimension matérielle, les deux n'étant évidemment pas sans lien. Les débats sur la répartition des richesses et des opportunités entre générations n'ont pas disparu (en témoigne celui, récurrent, sur le supposé favoritisme des pouvoirs publics envers le pouvoir d'achat des retraités) tandis que ceux sur les conflits de valeurs semblent avoir pris une nouvelle vigueur. L'omniprésent et moqueur slogan « *OK boomer !* » peut aussi bien répliquer à l'indifférence supposée d'un baby-boomer pour le changement climatique qu'à ses idées datées sur l'égalité femme-homme, le comportement à adopter dans le monde du travail ou ce qui est drôle ou pas (*lire p. 58 et 64*).

DES SOLIDARITÉS INTERGÉNÉRATIONNELLES

Pourtant, les analyses des chercheurs qui travaillent sur les relations entre générations oscillent fréquemment entre deux pôles : un « prisme du conflit », qui insiste sur les inégalités et divergences entre les classes d'âge, et un « prisme des solidarités », qui met à l'inverse l'accent sur les comportements d'entraide entre générations. « *Au début des années 2000, quand la question portait surtout sur les inégalités entre les générations, il fallait distinguer entre les discours accusateurs observés au niveau macrosocial et une forte solidarité entre les générations au niveau microsocial, au sein des familles,* pointe le sociologue Camille Peugny, auteur de l'essai *Pour une politique de la jeunesse* (Seuil, 2022). *Aujourd'hui, si le débat a à nouveau lieu sur la question des valeurs, il ne faut pas défendre l'idée qu'il y aurait un conflit majeur et généralisé entre les jeunes de 20 ans et leurs parents.* »

Nombre de chercheurs pointent le risque, à mettre en relief les contrastes entre des générations vues comme des blocs, de dissimuler le creusement des inégalités au sein même de ces générations : si le « destin des générations » diverge, c'est aussi parce qu'au sein de chaque classe d'âge, les inégalités entre les mieux et les moins bien lotis se sont accentuées, par exemple en fonction du niveau de diplôme chez les plus jeunes. Ils pointent aussi l'ampleur des échanges et transferts, financiers et non financiers, entre générations, d'autant plus essentiels qu'avec l'allongement de l'espérance de vie, il est de plus en plus fréquent de voir quatre générations coexister au sein d'une même famille, avec de jeunes retraités aidant à la fois leurs enfants et leurs parents dépendants. Dans un livre sur le déclassement générationnel paru en 2020, *OK Boomer, Let's Talk. How my generation got left behind* (One Signal Publishers, non traduit), la journaliste américaine Jill Filipovic note avec humour que la plupart des *millennials* avec lesquels elle a échangé critiquaient la génération « *égoïste* » des baby-boomers mais « *qualifiaient de super leurs propres parents boomers* » : selon elle, « *"OK Boomer" ne s'applique pas à mon boomer à moi, mais aux boomers à l'état sauvage.* »

> « LES 18-30 ANS ET LEURS AÎNÉS SE REGARDERAIENT SANS ACRIMONIE, MAIS PARTAGERAIENT DE MOINS EN MOINS DE POINTS COMMUNS. »

De même, sur le plan des valeurs, un examen attentif des enquêtes d'opinion livre un portrait parfois plus nuancé des clivages entre classes d'âge : entre la vitrine médiatique, influencée par le comportement des avant-gardes les plus radicales ou militantes, et l'opinion de l'ensemble d'une population, il existe souvent un écart (*lire p. 52*).

Au début de leur ouvrage, *La guerre des générations aura-t-elle lieu ?* (Calmann-Lévy, 2017), le sociologue Serge Guérin et le philosophe Pierre-Henri Tavoillot livraient le scénario apocalyptique d'une guerre générationnelle généralisée éclatant en 2026, des entreprises aux lieux de fête en passant par l'Assemblée nationale. Pour mieux le démentir aussitôt : « *Cette guerre-là n'aura pas lieu. Pour une raison simple : personne n'aime se battre contre lui-même.* (...) *Nous avons tous assez de liens avec les autres générations pour voir qu'un affrontement intergénérationnel global n'a pas de sens* », expliquaient-ils. Si on oublie le scénario du conflit frontal, que faire alors des inégalités, divergences, frictions diverses qu'on peut observer entre générations ? Comment articuler l'existence de générations à la fois plus inégales et plus solidaires entre elles ?

Un autre portrait, plus complexe, émerge de recherches récentes. Plus qu'une guerre ouverte entre générations, on verrait se creuser un fossé : les 18-30 ans et leurs aînés se regarderaient sans acrimonie mais partageraient de moins en moins de points communs. Dans leur ouvrage, *Avoir 20 ans en 2020. Le nouveau fossé des générations* (Odile Jacob, 2020), les chercheuses Claudine Attias-Donfut et Martine Segalen pointent ainsi l'émergence d'une « *génération désenchaînée* » des précédentes, « *née avec Internet dans la main, vivant sur les*

réseaux sociaux, mue par des valeurs d'égalité sociale », et qui « *avance non pas contre celle de ses parents, mais hors d'elle* » (*lire entretien p. 44*).

UN SENTIMENT DE « PLAFOND DE VERRE »

Dans cette perspective, la colère observée chez les jeunes militants traduirait moins une agressivité envers une ou plusieurs générations d'aînés en particulier qu'une demande de reprise en main d'un futur qui semble leur filer entre les doigts. C'est notamment la thèse de la sociologue Cécile Van de Velde, qui a analysé les slogans et les mots d'ordre des défilés de la décennie 2010, des Indignés madrilènes au mouvement prodémocratie de Hong Kong. Pour elle, les jeunes générations, aux prises avec des chocs multiples (socioéconomique, politique, environnemental…) et elles-mêmes traversées d'inégalités et de clivages, exprimeraient une « *voix générationnelle* » en révolte contre le sentiment d'un « *plafond de verre* » ou d'un « *parcours du combattant* », face auxquels « *les générations aînées sont le plus souvent pensées comme certes partiellement "responsables", mais "non coupables"* » ❷.

Dans cette perspective, le principal clivage ne séparerait pas tant les générations entre elles, note la chercheuse, que « *les citoyens et les pouvoirs publics* ». La récurrence de la thématique du conflit des générations exprimerait une crise d'héritage plus large : celle d'une culture et de structures politiques, symbolisées notamment par les systèmes de protection sociale de l'après-Seconde Guerre mondiale. « *J'ai l'impression que les baby-boomers ne se sont pas posé la question de la transmission du sens du combat politique*, estime ainsi le sociologue Jean-Philippe Viriot-Durandal. *Peut-être qu'un des échecs de cette génération, c'est de ne pas avoir transmis le sens de l'engagement politique aux nouvelles générations, à leurs enfants en premier lieu.* » En écho, Louis Chauvel pointe aujourd'hui « *une perte de connaissances techniques des populations vis-à-vis des institutions de l'État providence, du legs du Conseil national de la Résistance et de ce qu'on a construit collectivement après la Seconde Guerre mondiale : EDF, le Commissariat à l'énergie atomique, la SNCF, les PTT, France Télécom… Là, je vous parle quasiment des T-Rex et des diplodocus !* »

Dans une nouvelle édition, parue en 2010, du *Destin des générations*, le chercheur pointait la glaciation générationnelle d'un système politique français où, en 2007, on comptait seulement un député de moins de 40 ans pour neuf de plus de 60 ans, et craignait qu'un renouvellement des générations, certes, ne finisse par se produire mais de manière trop brutale. « *Ce que j'anticipais*, complète aujourd'hui le chercheur, *c'était que l'absence de transmission entre les premiers-nés du baby-boom et la génération suivante faisait qu'il ne pouvait y avoir qu'une profonde déstabilisation des structures politiques, notamment les supports de l'État providence. De ce point de vue, les mois ou années à venir vont être extrêmement intéressants.* » L'Assemblée nationale élue en juillet 2024, en effet, affiche désormais un peu plus de vingtenaires et de trentenaires que de 60 ans et plus. Le renouvellement générationnel s'est bien produit, mais se fera-t-il dans le sens du renouvellement de ce « contrat entre les générations » mythifié, jamais officiellement signé mais constamment à renouveler ? ●

❶ Association des départements solidaires, *Générations : le grand fossé ?*, fondation Jean-Jaurès, 2022.
❷ Cécile Van de Velde, « Vieillissement, récession, austérité : un triple choc sur les générations », dans Anne-Marie Guillemard et Elena Mascova (dir.), *Allongement de la vie. Quels défis ? Quelles politiques ?*, La Découverte, 2017, et « "What have you done to our world?" : The rise of a global generational voice », *International Sociology*, n° 38, 2023/4.

MOTS-CLÉS

« Génération », un mot polysémique

Dans son acceptation démographique, le mot « génération » renvoie à l'engendrement : on identifie une cohorte d'individus à son année de naissance, par exemple la « génération 2024 » pour les enfants nés cette année-là. Le mot peut également avoir un sens familial ou généalogique : il désigne les générations des grands-parents, des parents, des enfants…, entre lesquelles on constate des phénomènes de transmission et de solidarité. Dans un sens plus global, les chercheurs parlent de génération au sens historique ou sociologique pour désigner des individus de classes d'âge proches, partageant des caractéristiques communes ou ayant vécu une même expérience historique. En résultent des étiquettes aussi populaires que débattues (*lire p. 50*), comme les baby-boomers ou les millennials.

« L'effet cicatrice »

Une classe d'âge qui entre sur le marché du travail pendant une crise majeure (crise financière de 2008-2009, Covid-19…) en sera-t-elle pénalisée toute sa vie ? La recherche étudie ce phénomène sous le nom d'« effet cicatrice », théorisé pour la première fois en 1982 par l'économiste américain David T. Elwood à propos du chômage des très jeunes adultes. Selon cette théorie, une arrivée sur le marché du travail sous le signe du chômage ou de la précarité laisserait une marque durable sur les revenus, la stabilité professionnelle ou les espoirs de promotion des individus concernés, en nuisant à leur expérience ou en envoyant un signal négatif aux employeurs. Une crise ponctuelle pourrait donc creuser à long terme les inégalités entre générations. À l'inverse, on peut aussi observer dans certains un cas un « effet rattrapage » où les inégalités entre les classes d'âge se résorbent quelques années après le choc subi.



© DRFP. ALL RIGHTS RESERVED 2024/BRIDGEMAN IMAGES

Claudine Attias-Donfut, née en 1941, est sociologue, directrice de recherche à la Caisse nationale d'assurance vieillesse. Elle est l'autrice de nombreux livres sur les personnes âgées et la sociologie des générations, dont *Avoir 20 ans en 2020. Le nouveau fossé des générations* (avec Martine Segalen, Odile Jacob, 2020).



© COLLECTION PARTICULIÈRE

Tom Chevalier, né en 1986, est chargé de recherches en science politique au CNRS. Il est l'auteur de *La Jeunesse dans tous ses états* (PUF, 2018) et a coordonné avec Patricia Loncle l'ouvrage collectif *Une jeunesse sacrifiée ?* (PUF, 2021).



© COLLECTION PARTICULIÈRE

Patricia Loncle, née en 1968, est professeure de sociologie à l'École des hautes études en santé publique de Rennes. Elle a écrit plusieurs ouvrages sur les politiques de la jeunesse et coordonné avec Tom Chevalier l'ouvrage collectif *Une jeunesse sacrifiée ?* (PUF, 2021).

LE DÉBAT

VERS UNE GUERRE DES GÉNÉRATIONS ?

Assiste-t-on à une guerre ouverte entre les jeunes et leurs aînés, alimentée par des frustrations économiques et des divergences culturelles, ou plutôt à une coupure sur fond d'indifférence et d'incompréhension ? Trois sociologues en débattent.

PROPOS RECUEILLIS PAR **RÉGIS MEYRAN**

Depuis la pandémie de covid-19, qui a fragilisé les vingtenaires tant psychologiquement que financièrement, les médias font souvent l'hypothèse d'un nouveau conflit générationnel qui fracturerait la France. Ce constat anxiogène est-il avéré ? Les « jeunes » sont-ils en guerre ouverte contre les « vieux » sur les questions sociales, climatiques, de genre ou encore d'antiracisme ? Nous avons posé la question à trois spécialistes, de trois générations différentes. Sans être toujours identique, leur constat s'avère plus mesuré. Selon la sociologue **Claudine Attias-Donfut**, autrice avec Martine Segalen (1940-2021) de *Avoir 20 ans en 2020. Le nouveau fossé des générations* (Odile Jacob, 2020), il existe une coupure inédite et profonde entre jeunes et vieux. **Tom Chevalier** et sa consœur **Patricia Loncle**, codirecteurs de *Une jeunesse sacrifiée ?* (PUF, 2021), ne partagent pas totalement ce point de vue. D'après eux, les jeunes subissent de multiples inégalités qui suscitent leur colère, sans qu'elle soit nécessairement tournée vers leurs aînés.

Peut-on parler aujourd'hui d'une fracture entre les jeunes et les vieux ?

Claudine Attias-Donfut : Le 20e siècle a été traversé de conflits de générations violents, notamment en 1968. Aujourd'hui, il existe une relation paradoxale entre les générations. D'une part, il n'existe pas de véritable conflit ouvert entre jeunes et vieux. La famille s'est transformée : les grands-parents en sont devenus une figure centrale et se sont beaucoup occupés des petits-enfants à un moment où les femmes entraient de plain-pied dans le monde du travail. Devenus autonomes financièrement, ces grands-parents ont désormais la possibilité d'aider, par exemple, leurs petits-enfants à payer leurs études. Les jeunes adultes ont dès lors conservé un lien affectif très fort avec eux, et les ont aidés en retour au moment de la pandémie. J'ai moi-même étudié l'augmentation des transferts financiers dans plusieurs familles sur trois générations ❶.

Mais, paradoxalement, l'existence de ce lien affectif n'empêche pas la coupure générationnelle au plan politique et idéologique, illustrée par la fameuse formule « *OK boomer !* », soit : « *On t'aime bien, mais... cause toujours !* » Les jeunes refusent le dialogue et critiquent leurs aînés, qui seraient collectivement responsables de la crise écologique et de la brutalité du capitalisme contemporain. Dès lors s'opèrent une rupture de la transmission et un véritable fossé entre générations. L'enquête que nous avons menée sur les vingtenaires avec Martine Segalen montre qu'ils reconsidèrent l'histoire en se focalisant uniquement sur l'esclavage, la colonisation, le capitalisme, dont se seraient peu occupés les « boomers », et choisissent d'ignorer les engagements réels des générations précédentes.

Patricia Loncle : Je suis d'accord sur la déconnexion entre les générations. Quand on regarde les politiques publiques adressées à la jeunesse, quand on observe le travail des élus locaux et celui des coordonnateurs « jeunesse » chargés d'harmoniser les activités des établissements et des services petite enfance, jeunesse et éducation, on constate que le fossé entre générations joue à plein. Ces adultes sont dans une incompréhension totale vis-à-vis des jeunes et de leur culture. Ils élaborent des discours caricaturaux sur leur apathie ou la baisse de leur niveau intellectuel.

Tom Chevalier : En matière de politique publique, cette vision péjorative de la jeunesse s'explique par une logique « familialiste » : les jeunes sont surtout vus comme des enfants. Actuellement, vous êtes considéré comme adulte à l'âge de 18 ans sur le plan politique et civil mais pas sur le plan social, puisque le RSA ne peut être touché qu'à partir de 25 ans. Un rapport ministériel de 2017 a inventorié une cinquantaine de limites d'âge existant aujourd'hui dans l'action publique. Le paternalisme et l'infantilisation dont les jeunes sont victimes à travers ces politiques expliquent qu'en retour ils n'aient pas confiance dans les institutions ni dans l'action de l'État.

Cette politique familialiste débouche-t-elle nécessairement sur un conflit de générations ?

T.C. : De nos jours, les parents doivent prendre en charge leurs enfants même après 18 ans, comme l'illustre, de manière certes caricaturale, la comédie *Tanguy* d'Étienne Chatiliez (2001). Pour les classes populaires, l'État a mis en place une politique d'insertion des jeunes *via* les missions locales, mais aussi des politiques fiscales en direction des familles, des allocations familiales et une aide aux étudiants. Cette situation est ambivalente. D'un côté, l'État consacre plus de budget aux retraites qu'à la jeunesse : cela peut créer un ressentiment. De l'autre côté, au plan individuel, de nombreux retraités compensent l'absence d'action publique vers les jeunes

en aidant leurs petits-enfants. Cette situation a tendance à creuser l'écart entre les jeunes que leurs grands-parents ont les moyens d'aider et les autres. *In fine*, la politique familialiste peut jouer, mais pas systématiquement, sur les tensions entre les générations.

Un lieu commun consiste à opposer la jeunesse actuelle aux personnes plus âgées. Mais cette jeunesse forme-t-elle un tout homogène ?

C.A.-D. : Elle est extrêmement hétérogène, car traversée par des disparités encore plus fortes qu'au sein des générations précédentes. J'ai parlé à ce sujet d'une génération « en grumeaux », dont les différentes composantes ne se mélangent pas. D'importants contrastes s'y observent. Des inégalités sociales, d'abord, clairement dues à la différence de niveau d'études : 50 % des jeunes de 25 à 34 ans ont fait des études supérieures, plus poussées que dans la génération précédente, creusant l'écart par rapport aux jeunes sans diplôme.

Par ailleurs, on trouve dans cette génération une plus grande part de descendants d'immigrés, qui affirment ces appartenances identitaires et revendiquent le fait d'être « racisés ». On observe enfin des différences de comportements entre les jeunes des quartiers difficiles, en colère contre les discriminations qu'ils subissent au quotidien, et ceux des beaux quartiers. Tous partagent toutefois un point commun : ils sont la première génération du numérique, ce qui change complètement leur rapport à la société.

P.L. : Je suis parfaitement d'accord. Pour ce qui est des inégalités territoriales, on peut distinguer la jeunesse des quartiers aisés de celle des quartiers difficiles, mais il existe aussi une jeunesse rurale très spécifique, d'origine modeste, confrontée à la question du départ nécessaire d'un territoire auquel elle est attachée. Et on pourrait encore affiner en parlant d'une jeunesse « rurbaine », ou périurbaine, plus favorisée socialement, mais également



© GARANCE WESTER

marquée par la nécessité de faire le choix, ou non, de la mobilité.

Les jeunes ont développé une attention spécifique aux questions de genre. Qu'est-ce que cela change, concrètement, par rapport à la génération précédente ?

P.L. : Au sein des générations précédentes, le débat politique s'organisait autour du clivage gauche-droite, entre l'intervention ou non de l'État dans la société. Chez les jeunes, l'opposition entre la droite et la gauche se rejoue autour des questions de genre. Les travaux du politiste Vincent Tiberj ❷ montrent qu'on trouve chez eux des formes d'attention plus grande aux violences faites aux femmes ou aux personnes trans, ou vis-à-vis du racisme : ils souhaitent une société plus inclusive. Tout en restant sensibles aux questions sociales plus classiques, comme leurs aînés, ils valorisent d'autres formes d'engagement politique que le simple vote : manifestations, boycotts, pétitions...

C.A.-D. : Pour moi, il s'agit d'un bouleversement complet des représentations, notamment avec l'apparition des transgenres et des personnes non binaires. Quand nous avons mené notre enquête sur les vingtenaires avec Martine Segalen, nous demandions à la personne interviewée quel était son sexe, et nous avons reçu plusieurs réponses indignées, comme : « *Pourquoi voulez-vous savoir ce qu'il y a dans ma culotte ?* » Pour cette génération, il est essentiel de distinguer l'identité de genre (non binaire, trans et cis) de l'attirance sexuelle (hétérosexuel, homosexuel, bisexuel, asexuel...). C'est une sorte de révolution, qui peut mener à des remises en cause inquiétantes du biologique et de l'universel. La jeunesse actuelle critique le féminisme de la génération précédente et remet en cause son universalisme, par exemple en demandant des droits spécifiques pour certains groupes, comme les femmes racisées, au nom de l'intersectionnalité.

À ce propos, peut-on parler d'un conflit qui opposerait les jeunes aux vieux sur les questions de racisme ?

C.A.-D. : Avec l'irruption du « wokisme », les Français ont hérité d'un débat nord-américain sur la race qui, de par certains de ses excès, pourrait contribuer à mettre en question la démocratie. Certains militants surjouent une guerre des identités qui peut aller jusqu'au racisme et à l'antisémitisme, dans la mesure où, par exemple, certains « racisés » considèrent les Juifs comme faisant partie des Blancs oppresseurs. Mais cela ne constitue pas pour autant un conflit de générations.

P.L. : Il est vrai que certains groupuscules militants peuvent développer des discours violents. Mais en règle générale, les enquêtes quantitatives, par exemple celles menées par le sociologue Laurent Lardeux, soulignent l'existence de valeurs de tolérance de plus en plus importantes chez les jeunes, ainsi qu'un attachement à la démocratie extrêmement fort. J'ai personnellement enquêté sur des associations de jeunes et constaté à quel point elles valorisaient la bienveillance, l'accueil inconditionnel des exilés et la lutte contre le racisme. Leur combat est progressiste et vient pallier l'absence d'action des pouvoirs publics.

T.C. : Je suis en désaccord avec Claudine Attias-Donfut. Pour moi, le mot « wokisme » n'a rien de scientifique, c'est une appellation utilisée par les adversaires des jeunes antiracistes et féministes. La tolérance, l'attachement à la démocratie, l'antiracisme sont des valeurs importantes chez une majorité de jeunes, ce que confirment les études utilisant les données de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

L'appréhension de la crise climatique constitue-t-elle un sujet clivant entre les générations ?

T.C. : Les jeunes placent l'enjeu écologique tout en haut de la pile des priorités et les inégalités entre les tranches d'âge en matière d'empreinte carbone sont indiscutables. Les vingtenaires émettent moins de CO_2 que leurs aînés, en grande partie parce qu'ils ont des revenus moins élevés et consomment moins.

P.L. : La chercheuse Sarah Pickard a étudié ces jeunes qui mènent une « *do it ourselves politics* » ❸ et élargissent leur palette d'engagements citoyens : des engagements à la fois très conventionnels, dans des associations nationales ou internationales, mais aussi plus individuels, dans leurs choix de consommation, avec la volonté, par exemple, d'utiliser moins d'eau dans le cadre domestique.

C.A.-D. : Il est vrai que les générations précédentes n'ont pas assez réfléchi à la protection de la nature, alors qu'elles auraient pu le faire. Il y a une vérité dans l'accusation portée à l'ensemble de l'humanité, contenue dans le mot « Anthropocène », puisque les humains ont, pendant des siècles, exploité sans limites les ressources de la planète. Les jeunes sont les plus conscients et les plus militants sur cette question. Cela engendre des discussions entre générations, mais je n'ai pas remarqué que cela provoquait de véritable conflit.

> « MAI 68 RELEVAIT BEAUOUP PLUS DU CONFLIT DE GÉNÉRATIONS QUE LA PÉRIODE ACTUELLE. »
> CLAUDINE ATTIAS-DONFUT

Finalement, peut-on parler d'un « conflit de générations » ?

T.C. : Je n'en suis pas si sûr. Je parlerais plutôt de différences et d'inégalités entre les générations. Ce n'est pas parce qu'une génération souffre ou est favorisée par rapport à l'autre qu'elles sont en conflit. On l'a vu avec le covid : les jeunes ont beaucoup souffert sur le plan financier et sur celui de la santé mentale, mais ils n'ont pas pour autant exprimé de griefs à l'encontre des vieux.

C.A.-D. : En comparaison, Mai 68 relevait beaucoup plus du conflit de générations : les jeunes souffraient d'une éducation autoritaire et s'opposaient à leurs parents sur des conceptions morales. Aujourd'hui, il est inopportun de parler d'un conflit de générations. La jeune génération est horizontale dans le sens où elle ne s'oppose pas verticalement à la génération précédente. Elle se choisit des leaders en son sein, dialogue dans l'entre-soi par les réseaux sociaux et se désintéresse du conflit générationnel.

P.L. : Ce n'est pas le conflit des générations qui définit ces jeunes. Mais il faut éviter de les enfermer dans une posture de victimes ou de rebelles antisystème, car ils innovent en combinant différents modes d'action, publique et privée, politique et citoyenne. ●

CHIFFRES CLÉS

• 69 % de bacheliers

En 2019, selon l'Insee, 69 % des 25-34 ans étaient au moins titulaires du bac et 33 % titulaires au moins d'un bac+2, contre 37 % et 13 % respectivement des 55-64 ans. Mais « seulement » 30 % des 25-34 ans dont le père était ouvrier ou employé étaient diplômés du supérieur, contre 65 % pour ceux dont le père était cadre, profession intellectuelle supérieure ou profession intermédiaire.

• Deux fois moins racistes ?

Selon le dernier rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), publié début juin 2024, 10 % des 18-34 ans se déclarent « plutôt » ou un peu » racistes, contre 20 % des 35-59 ans.

❶ Claudine Attias-Donfut, « Rapports de générations. Transferts intrafamiliaux et dynamique macrosociale », *Revue française de sociologie*, vol. 41, 2000/4.
❷ Laurent Lardeux et Vincent Tiberj (dir.), *Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie*, La Documentation française, 2021.
❸ Sarah Pickard, *Les jeunes à l'heure de la politique « Do-It-Ourselves »*, France Forum, 2023.

ATTENTION, « GÉNÉRATIONALISME » !

Faire de la question des générations la principale ligne de fracture de la société peut dégénérer en une stigmatisation des « jeunes » ou des « vieux » et dissimuler leur diversité.

JEAN-MARIE POTTIER

Dans *The Generation of 1914*, un livre d'histoire culturelle sur les combattants de la Grande Guerre paru en 1979, l'Américain Robert Wohl estimait que ces jeunes hommes avaient reçu dans les tranchées une « *leçon inoubliable* » de « *générationalisme* » : « *Ceux qui risquaient leur vie au front étaient en grande majorité jeunes, et ceux qui dirigeaient la guerre de l'arrière et qui justifiaient la boucherie tendaient à être plus vieux.* » « Générationalisme » : ce mot, qui désigne le recours systématique au concept de génération pour narrer la réalité sociale et politique, s'avère de plus en plus présent dans les travaux de sciences sociales. Le plus souvent, sur un ton inquiet.

Dans un article remarqué paru en 2013, le sociologue britannique Jonathan White estimait ainsi que le « générationalisme », dans sa version contemporaine, faisait preuve d'un pessimisme accru par rapport à celui du siècle passé [1]. Particulièrement visible depuis la crise financière mondiale de 2008, il insisterait, au-delà de l'évolution des comportements et des valeurs au fil des classes d'âge, sur l'existence d'injustices entre générations et le pressentiment d'un conflit imminent. Pour Jonathan White, l'essentialisation des générations et le fait d'insister sur leurs différences plutôt que sur ce qui les rapproche s'inscriraient en tension avec notre imaginaire démocratique.

L'inquiétude envers ce « générationalisme » s'est particulièrement manifestée dans les pays anglo-saxons, au gré des séismes politiques de ces dernières années. Selon ses détracteurs, il alimente en effet des récits politiques simplistes, comme ceux consistant à affirmer que les jeunes États-uniens (qui ont voté à 55 % pour Hillary Clinton en 2016), ont été « victimes » des vieux, qui ont voté en majorité pour Donald Trump. Ou que les jeunes Britanniques ont vu leur avenir trahi par les plus âgés, qui ont fourni le gros des bataillons des partisans du Brexit en 2016. Des analyses qui négligent le fait que chaque classe d'âge se caractérise par des niveaux moyens de diplôme ou de revenu différent, et est elle-même fracturée par des inégalités socioéconomiques... Dans un livre paru en 2019, *Stop Mugging Grandma* (soit « *arrêtez d'agresser mamie* »), la sociologue britannique Jennie Bristow s'alarme ainsi d'un générationalisme devenu « *obsessionnel* », qui « *peut aussi avoir pour but d'éviter toute discussion sur les inégalités entre classes sociales* ».

> « LE GÉNÉRATIONALISME PEUT AVOIR POUR BUT D'ÉVITER TOUTE DISCUSSION SUR LES INÉGALITÉS ENTRE CLASSES SOCIALES. »

En insistant sur ce qui sépare les générations plutôt que sur ce qui les rassemble, non seulement on se tromperait de combat, mais on contribuerait à accentuer encore cette fracture. C'est le constat dressé en 2022 par l'Association des départements solidaires dans une étude par sondage sur le fossé des générations : si la conscience générationnelle ne constitue pas, note-t-elle, « *un élément très constitutif de l'identité des individus* » (26 % seulement des individus sondés la citent comme un des trois éléments qui les définissent le mieux), ceux qui la mettent en avant sont plus nombreux à « *partager l'idée qu'il y a un risque de conflit intergénérationnel* » ou, chez les jeunes, à se sentir membres d'une « *génération sacrifiée* » [2]. La génération, nouvel avatar de l'âge d'une polarisation identitaire ?

[1] Jonathan White, « Thinking generations », *The British Journal of Sociology*, n° 64, 2013/2.
[2] Association des départements solidaires, *Générations : le grand fossé ?*, Fondation Jean-Jaurès, 2022.

POINTS DE REPÈRE

À LA RECHERCHE DES GÉNÉRATIONS

Très utilisé au quotidien, ce concept dissimule des réalités complexes et mouvantes : aucune génération n'est jamais gravée dans le marbre. ● JEAN-MARIE POTTIER

© HISTORY AND ART COLLECTION/ALAMY STOCK PHOTO

Karl Mannheim.

© BETTMANN/GETTY IMAGES

Margaret Mead.

• Comment se forment et s'opposent les générations ?

Deux auteurs classiques ont fortement influencé l'analyse de ce thème : le sociologue allemand **Karl Mannheim** et l'anthropologue américaine **Margaret Mead**. Dans *Le Problème des générations* (1928), le premier souligne que des classes d'âge proches forment une génération potentielle, car elles partagent une même « situation de génération ». Mais pour qu'elles deviennent effectivement une génération, elles doivent avoir conscience de participer d'un destin commun. Une conscience de génération qui peut ensuite se retrouver déstabilisée par l'évolution du monde. Dans *Le Fossé des générations* (1970), Margaret Mead s'intéresse justement à ce basculement, incarné par les mutations de la transmission. Dans une culture « postfigurative », typique des sociétés traditionnelles, elle est descendante, des parents vers les enfants ; dans les sociétés industrielles, la culture se fait de plus en plus « cofigurative », avec un rôle accru des groupes de pairs (camarades d'école, collègues...) ; la sociologue, enfin, sent émerger une culture « préfigurative » où les jeunes se chargent d'expliquer le monde aux anciens et où les enfants représentent, pour la génération des parents, l'inconnu.

• Quand est-ce qu'un comportement devient générationnel ?

Si le comportement d'une classe d'âge diverge de la moyenne, cela ne signe pas forcément l'émergence d'une génération. Quand ce comportement est typique d'un âge de la vie, quelle que soit l'époque, on parle d'un **effet d'âge**. S'il est spécifique à une cohorte, un ensemble de personnes d'âge proche, et la distingue au fil du temps, il s'agit en revanche bien d'un **effet de génération** (un troisième concept, l'**effet de période**, désigne l'impact simultané sur plusieurs cohortes d'un même événement). L'exemple de la participation électorale en France se révèle éclairant. Le fait que les jeunes adultes des années 2020 votent moins que leurs aînés constitue un effet d'âge classique, souvent attribué aux années nécessaires pour s'insérer dans la vie professionnelle et citoyenne. Mais si on compare le vote des différences cohortes dans le temps, on constate aussi un effet de génération : les classes d'âge récentes entretiennent un rapport plus « zappeur » au vote que les plus anciennes, où on compte un plus grand nombre d'électeurs à ne jamais rater un scrutin. Socialisées à des périodes distinctes, ces générations entretiennent des rapports différents au rituel électoral.



© RALPH ACKERMAN/GETTY IMAGES



© TANAONTE/ISTOCK/GETTY IMAGES

D'où les générations tirent-elles leur nom ?

L'étiquetage des générations se situe au carrefour de la démographie, de la sociologie, du journalisme, de la communication ou encore du marketing. Depuis la fin du 19e siècle, on distingue usuellement, selon des découpages qui peuvent légèrement fluctuer dans le temps et nous proviennent souvent des États-Unis, huit vagues générationnelles. Des étiquettes aussi populaires que critiquées : selon leurs détracteurs, elles font croire que des changements massifs de valeurs ou de comportements se produisent très rapidement et négligent la diversité de chaque classe d'âge.

LES DATES MENTIONNÉES SONT CELLES DES COHORTES DE NAISSANCES RETENUES POUR CHAQUE GÉNÉRATION PAR LE PEW RESEARCH CENTER, UN THINK TANK AMÉRICAIN.

GÉNÉRATION PERDUE (1883-1900)
Meurtrie par la Première Guerre mondiale, cette génération doit notamment son nom à une remarque faite à un de ses plus célèbres représentants, le romancier Ernest Hemingway (1899-1961), par sa consœur Gertrude Stein : « *Vous êtes tous une génération perdue.* »

GÉNÉRATION GRANDIOSE (1901-1927)
Plus encore que les autres, cette étiquette est centrée sur l'Amérique : notamment popularisée par un livre du journaliste de télévision Tom Brokaw (*The Greatest Generation*, 1998), elle désigne la contribution colossale de la « génération G.I. » à la victoire des Alliés en 1945.

GÉNÉRATION SILENCIEUSE (1928-1945)
Ou la génération de l'entre-deux : née en période de baisse de la fécondité et de crise économique et démocratique, elle est coincée entre les classes d'âge qui menèrent la Seconde Guerre mondiale et celles nées pendant le boom économique de l'après-guerre.

BABY-BOOMERS (1946-1964)
Cette génération résulte du pic de naissances de l'après-Seconde Guerre mondiale, avec plus de 800 000 naissances par an en France métropolitaine entre 1946 et 1974. Des classes d'âge qui vont connaître des mutations comme la massification scolaire ou l'explosion des médias audiovisuels.

GÉNÉRATION X (1965-1980)
Elle doit son nom à l'écrivain canadien Douglas Coupland, auteur en 1991 du roman *Génération X*. Un « X » venu incarner, dans l'imaginaire collectif, les doutes de classes d'âges nées au moment de l'entrée du monde occidental dans la crise économique.

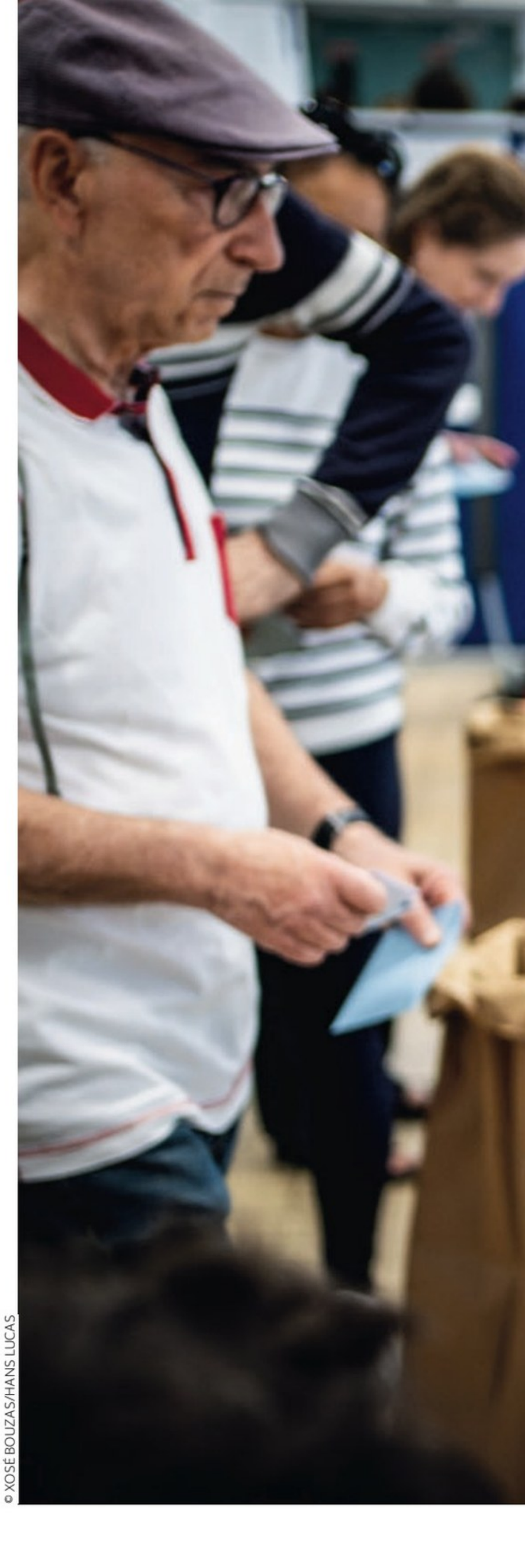
GÉNÉRATION Y (1981-1996)
On les appelle aussi « millennials », car ils sont entrés dans l'âge adulte au début du troisième millénaire. Dans les médias, ils ont souvent été opposés de manière caricaturale à la génération du baby-boom, incarnée par leurs parents.

GÉNÉRATION Z (1997-2012)
La première génération née dans un monde avec un accès à l'Internet grand public, puis très vite à l'Internet mobile : cela lui vaut parfois le surnom de « iGeneration » mais elle est aussi surnommée, en référence aux boomers, les « zoomers ».

GÉNÉRATION ALPHA (DEPUIS 2013)
En 2009, l'essayiste australien Mark McCrindle proposait ce nom comme symbole d'un nouveau départ après les crises économiques et sécuritaires des années 2000. Un optimisme qui a fait long feu : plus récemment, la psychologue Jean M. Twenge a proposé de les baptiser « polars », en référence à la polarisation politique croissante et à la fonte de la calotte polaire.

LES VALEURS DES JEUNES À LA LOUPE

Les jeunes adultes seraient plus féministes, plus écolos mais aussi moins fidèles au travail ou en amour que leurs aînés. La réalité est plus nuancée.


© XOSÉ BOUZAS/HANS LUCAS

● NICOLAS JOURNET

Démocratie, patriotisme, amours, religion, laïcité, travail, famille… Les jeunes d'aujourd'hui voient-ils les choses si différemment de leurs parents et de leurs grands-parents ? Les chasseurs de tendances ont vite fait de mettre sur le compte des modes générationnelles les écarts qu'ils relèvent. Mais les travaux des sociologues montrent qu'il n'est pas si facile de faire la part des choses entre les effets de l'âge, l'effet de période, c'est-à-dire l'évolution générale des mentalités, et la génération *(lire p. 50)*.

INSTITUTIONS : LA TENTATION DE L'AUTORITARISME ?

La démocratie peut être envisagée sous de multiples angles, selon notamment qu'elle porte sur les institutions ou les droits des individus, mais désigne, *a minima*, un système politique fondé sur le suffrage universel et des élections libres et ouvertes. D'un côté, selon l'édition 2018 de l'European Values Study (EVS), plus de 90 % des moins de 30 ans, tout comme l'ensemble des Français, adhèrent à l'idée qu'elle constitue une « *bonne manière* » de gouverner. D'un autre côté, une partie de cette classe d'âge semble admettre des alternatives pour le moins antidémocratiques comme un « *leader fort* » sans contre-pouvoirs (23 %) ou un gouvernement militaire (18 %). Dans le premier cas, le chiffre est conforme à l'opinion moyenne, mais, contrairement à celle-ci, en nette hausse depuis dix ans. Dans le second, il est plus élevé que dans les autres classes d'âge. La politiste Camille Bedock soulève cependant l'hypothèse que ce soutien à un gouvernement militaire « *ne relève pas nécessairement – ou du moins pas uniquement – d'une aspiration à un gouvernement autoritaire, mais d'une évaluation positive des qualités de l'armée par rapport aux institutions politiques actuelles* », de la part d'une génération qui n'a pas été confrontée au service militaire obligatoire ❶. Reste que ce penchant participe aussi d'une défiance croissante à l'égard des institutions politiques et de leur impuissance à trouver des solutions rapides aux problèmes du moment.

NATION : LE RETOUR DU PATRIOTISME ?

Selon une récente étude menée auprès des 18-25 ans par la sociologue Anne Muxel ❷, près de deux jeunes Français sur trois seraient prêts à s'engager militairement pour défendre leur pays en cas de guerre et 48 % iraient même jusqu'à sacrifier leur vie pour lui. Trois jeunes sur cinq pourraient être définis comme des « patriotes engagés » ou « concernés » ; un sur cinq s'en tiendrait à un engagement humanitaire ; et seulement un sur cinq déclare ne pas se sentir concerné par la participation, militaire ou civile, à un conflit armé. Des chiffres très proches de ceux des générations plus âgées, avec qui cette jeunesse partage d'ailleurs le point commun de ne pas avoir été

confrontée massivement aux réalités de la guerre et d'avoir fait face à la montée des actes terroristes : 68 % et 61 % des 50-64 ans et des 65 ans et plus se disent prêts à se battre pour leur pays, et 59 % et 47 % à donner leur vie pour lui. La chercheuse en tire la conclusion qu'une majorité des jeunes s'accorde, comme sur leurs aînés, sur les valeurs patriotiques et que l'antimilitarisme et le pacifisme, fréquents chez les jeunes des années 1970, se sont nettement estompés.

RACISME : UNE TOLÉRANCE À RELATIVISER

Les jeunes générations sont-elles acquises à l'antiracisme et beaucoup plus ouvertes que les autres à l'accueil des migrants et de leurs cultures ? Si la médiatisation d'un certain activisme pourrait le suggérer, notamment dans le milieu étudiant, le tableau fourni par l'EVS de 2018 est un peu plus mitigé. En matière de rejet de minorités nationales ou ethniques, les moins de 30 ans ne contrastent vraiment qu'avec les 55 ans et plus : si moins de 10 % d'entre eux affirment qu'ils ne voudraient pas pour voisins

de « *gens d'une autre race* », de travailleurs étrangers ou de personnes de confession musulmane ou juive, ce chiffre n'est pas très inférieur à celui qu'on observe chez les plus de 30 ans. Sur la question migratoire, ils sont certes moins négatifs que leurs grands-parents, mais restent également proches de leurs aînés : entre un tiers et la moitié d'entre eux estiment que les immigrés posent un problème pour la société (charges sociales, insécurité, chômage...). Pour le chercheur Guillaume Roux, au final, les jeunes jugent aujourd'hui plus souvent l'immigration problématique qu'ils l'estimaient en 2008, et participent ainsi d'une « *crispation* » de l'opinion ❸. En témoigne également la question de la préférence nationale, approuvée par 38 % d'entre eux. En revanche, sur le volet de la tolérance culturelle, une évolution se manifeste. Si les plus de 55 ans restent farouchement assimilationnistes, les moins de 30 ans laissent un peu plus de place à l'option multiculturelle : 40 % jugent que les immigrés devraient « *garder leurs traditions* », contre 33 % des Français en moyenne.

RELIGIONS : UN RECUL DU CATHOLICISME, PAS DES CROYANCES ?

D'après un sondage de l'institut Kantar réalisé en juin 2023, 52 % des 18-30 ans se disent sans religion, 18 % catholiques, 12 % musulmans et le reste affilié à diverses confessions. Cette proportion diffère peu de celle de la population générale, sauf sur un point : le déclin du catholicisme, auquel, selon l'Insee, 29 % des 18-59 ans déclarent se rattacher. La baisse du nombre des baptêmes, divisé par deux entre 2000 et 2019, est un autre signe du recul du catholicisme au fil des générations, même si l'épiscopat français a fait état, ces derniers mois, d'une hausse significative des baptêmes chez les jeunes. Des chiffres qui peuvent recouvrir des positions complexes : on peut être un jeune baptisé, ne pas avoir la foi et néanmoins croire en des forces surnaturelles, relèvent les auteurs de l'enquête Kantar, qui soulignent une tendance générationnelle à l'informalité des croyances. Pas forcément moins croyants, au sens large, que leurs aînés, les jeunes le seraient-ils différemment ? On peut le penser, par exemple à propos du port de signes religieux ostensibles à l'école ou ailleurs : selon les sondeurs Frédéric Dabi et Stewart Chau (*La Fracture*, Les Arènes, 2021), 52 % des lycéens de 16-18 ans y sont favorables, contre 44 % des 18-30 ans, et seulement 30 % sont contre – pour mémoire, début 2024, 61 % des Français sondés par l'institut CSA Research se déclaraient opposés au port des signes religieux visibles dans l'espace public. Sur ce point donc, les jeunes se montrent plus libéraux que leurs aînés, sans qu'on puisse pour autant parler de consensus : près de la moitié de ces jeunes déclarent aussi que la laïcité pourrait être « *plus ferme* », quand 35 % la voudraient « *plus tolérante* ».

> « AU TRAVAIL, LE SALARIAT L'EMPORTE SUR L'INDÉPENDANCE, LA RÉMUNÉRATION PASSE AVANT LE RESTE, LA SÉCURITÉ DE L'EMPLOI ET LES HORAIRES FIXES SONT PLÉBISCITÉS. »

TRAVAIL : L'INTROUVABLE « GÉNÉRATION DÉMISSION »

On les dit plus distants, démissionnaires chroniques, détachés de la valeur travail, et peut-être même flemmards : les jeunes auraient-ils tourné le dos au travail ? Une étude menée auprès de 4 500 jeunes hommes et femmes de 15 à 30 ans, toutes situations confondues, a tenté de prouver ou démentir ces allégations péremptoires ❹. Leur pertinence est loin d'être évidente. Les préférences et les exigences des jeunes face au travail se montrent assez semblables à celles de leurs aînés : le salariat l'emporte sur l'indépendance (63 %), la rémunération passe avant le reste, alors que la sécurité de l'emploi et les horaires fixes sont plébiscités. Ils ne rechignent pas à la prise de responsabilités. L'exigence d'épanouissement au travail, par exemple, est à peine supérieure à celle des seniors (31 % pour 29 %). Face au dilemme « plus d'argent contre moins de temps libre », les jeunes sont plus nombreux (54 %) que leurs aînés (45 %) à prendre l'argent, ce qui va à l'encontre de l'image de désengagement qui court souvent... Leur posture peut néanmoins, sur certains points, sembler plus désengagée (ou plus exigeante, selon le point de vue) : en cas de mauvaises relations ou de stress, ils envisagent plus souvent de démissionner (22 %) que les seniors (11 %). Ils sont aussi plus nombreux à plébisciter le télétravail, à préfé-

rer l'indépendance et à privilégier un emploi sur des sujets « *qui leur tiennent à cœur* ». Notons enfin que la moitié des 15-24 ans et près de 60 % des 25-30 ans s'attendent à essuyer des périodes de chômage au cours de leur carrière, contre 42 % des plus de 30 ans : pessimisme d'une classe d'âge en cours d'insertion sur le marché du travail, ou d'une génération qui a vu les précédentes y être confrontées ?

FAMILLE : UNE DIMENSION IMPORTANTE, VOIRE PLÉBISCITÉE

« *Avec la montée de l'individualisation dans tous les domaines de la société moderne, on aurait pu croire que la famille allait perdre son rôle structurant* », écrit le sociologue Pierre Bréchon. Pourtant, constate-t-il, « *aujourd'hui encore, les relations avec la famille d'origine restent très importantes pour les jeunes* » ❺. On peut même dire qu'elles ont gagné en importance. Les chiffres 2018 de l'European Values Study révèlent que chez les 18-29 ans (qui sont encore 36 % à vivre chez leurs parents), 82 % des sondés affirment qu'un de leurs principaux soucis dans la vie est de rendre leurs parents fiers d'eux, et 78 % déclarent qu'ils se sentent des devoirs à long terme envers eux. Or, ces opinions sont moins affirmées dans la tranche d'âge plus âgée, celle des 30-49 ans. Dans *La Fracture*, Frédéric Dabi et Stewart Chau estiment que la pandémie de covid-19 et le confinement ont renforcé le rôle protecteur de la famille auprès des jeunes : « *Le "*Familles, je vous hais*" d'André Gide a fait place au "*Familles, je vous ai*" d'Hervé Bazin, voire à un "Familles, je vous aime".* »

GENRE : UNE JEUNESSE *GENDER FLUID* ?

En 2019, un sondage mené par l'institut YouGov pour *Le Nouvel Observateur* avait défrayé la chronique en clamant que, dans la moitié encore jeune de la population française (18-44 ans), 14 % des répondants ne se sentaient vraiment ni hommes ni femmes. Autrement dit se considéraient plutôt « non binaires », ce qui désigne l'ambiguïté de genre aussi bien que son absence. Cette annonce troublante laissa un peu sceptique, mais mettait en lumière une tendance à peine manifeste dix ans plus tôt : le refus croissant des assignations de sexe. Une enquête menée à bien plus grande échelle (60 000 répondants français) par la sociologue Monique Dagnaud a révélé, en 2022, une moisson beaucoup plus modeste mais révélatrice d'une transformation en cours des mentalités ❻. De 14 %, on tombe à 1,74 % en moyenne nationale, tous âges confondus donc. Mais, pas de doute, la jeunesse est en pointe : 4,8 % des 16-17 ans et 3,8 % des 18-24 ans se déclarent non binaires. La courbe reste ensuite dégressive jusqu'à tomber à 0,6 % chez les plus de 55 ans. 41 % des jeunes non binaires disent par ailleurs avoir « *des problèmes* » avec leur famille, et 60 % avec « *les autres en général* ». La sociologue conteste en revanche l'idée d'un phénomène totalement nouveau, donc générationnel : pour elle, le doute sur l'identité sexuée est certainement plus courant à l'adolescence qu'à l'âge adulte, et peut donc relever d'un effet d'âge. En revanche, l'expression collective de cette non-binarité est bel et bien nouvelle, de même que son acceptation croissante chez les jeunes : un effet, suppose la chercheuse, de nouveaux relais (réseaux sociaux, médias spécialisés) permettant de partager cette situation.

ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES : DES JEUNES PLUS FÉMINISTES ?

Posée crûment, la question donne lieu à des résultats mitigés. En 2020, 43 % des 18-24 ans interrogés dans le cadre d'un sondage mené par l'association Focus 2030 s'estimaient féministes, contre 46 % d'avis contraire. Soit à peine plus que la moyenne nationale (40 %), avec une différence qui se nichait surtout dans le degré de conviction : 11 % des 18-24 ans se disaient résolument féministes, contre 6 % tous



© GERARD BOTTINO/SOPA IMAGES/LIGHTROCKET/GETTY IMAGES

âges confondus. Au final – et c'est un résultat qu'on retrouve dans d'autres enquêtes d'opinion –, ce sont les 65 ans et plus qui se proclamaient le plus féministes (48 %). Mais, au-delà de ces déclarations d'intention, les jeunes d'aujourd'hui semblent avoir une plus grande conscience que leurs aînés face aux manifestations du sexisme : la même enquête Focus 2030 pointait que les femmes les plus jeunes affirmaient davantage avoir été victimes de harcèlement ou de sexisme, phénomène traduisant « *peut-être une capacité à qualifier les violences en tant que telles* (…) *plus évidente pour les générations les plus jeunes* ». De même, en 2021, des lycéens d'Île-de-France sondés par l'institut OpinionWay se déclaraient à 91 % concernés par les inégalités de genre, les violences sexuelles et autres actes sexistes, et à 44 % mobilisés dans la lutte contre ces agissements. Reste que le paysage d'ensemble est celui d'un engagement fragile : pas plus tard qu'en janvier 2024, le Haut Conseil à l'égalité dénonçait, dans son « Baromètre sexisme » annuel, le fait que l'adhésion aux stéréotypes de genre et la tolérance aux propos sexistes ne reculaient pas chez les jeunes, voire étaient en hausse chez les 25-34 ans.

SEXUALITÉ : ET LES AMOURS, ÇA CHANGE ?

Chez les chasseurs de tendances lourdes ou simplement nouvelles, on lit souvent que deux attitudes caractérisent les jeunes d'aujourd'hui : le rejet du couple d'un côté, la méfiance à l'égard du sexe de l'autre. De là à prédire que l'avenir est aux célibataires et abstinents, il n'y a qu'un pas. La réalité, pourtant, ne semble pas si tranchée. Dans une étude publiée en juin 2024, les sociologues Marie Bergström et Florence Maillochon ❼ brossent un tableau bien plus nuancé des relations amoureuses chez les jeunes Français âgés de 18 à 29 ans. Pour ce qui est du « *no sex* », il reste minoritaire : 79 % des personnes interrogées ont eu au moins une relation, suivie ou non, dans l'année. Quant au couple, il ne se porte pas si mal : les deux tiers déclarent avoir entretenu une relation de couple, cohabitante ou non, dans les douze derniers mois. Quant aux autres, leur mode amoureux se répartit en deux régimes : les relations « d'un soir » (21 %) et la relation suivie mais sans engagement (15 %). On n'est pas étonné de constater que les adeptes du couple se situent plutôt en haut du tableau des âges (26-29 ans) et les plus volages entre 18 et 25 ans : on ne s'engage pas si facilement à 20 ans. Quant à l'horizon, il reste conjugal : 76 % des interrogés conçoivent, à terme, de former un couple stable. Les deux autrices concèdent cependant que ces jeunes couples ne ressemblent pas complètement à ceux de leurs parents : l'officialisation est rare (9 % de pacsés, 7 % de mariés) et la cohabitation de plus en plus tardive. Entre 18 et 25 ans, seuls 9 % des couples partagent le même logement, creusant ainsi une tendance, « *relevée depuis trente ans* », à repousser la cohabitation.

> « MOINS DE MARIAGES, MAIS LE MODÈLE DU COUPLE RÉSISTE CHEZ LES JEUNES. »

Il y a aussi un peu de nouveau dans la sphère amoureuse, au sens le plus large du terme : comme le note une équipe de chercheurs dans une étude publiée en 2023, depuis une dizaine d'années, il est de bonne pratique chez les jeunes d'avoir un « crush » pour un individu du genre opposé ou du même genre ❽. Un crush est un garçon ou une fille qui plaît et qu'on se garde encore d'aborder de front. Les réseaux sociaux aident, puisqu'on peut y « stalker » (traquer) son crush et partager le sujet avec ses copains et copines : cette relation amoureuse est inaccomplie mais pas secrète, car le plaisir est d'en faire un sujet de conversation. Toutefois, l'âge n'y résiste pas : passé 25 ans « *avoir un crush* » devient un peu ridicule, ou bien une manière de dire, « *c'est pas sérieux* ». Si elle se perpétue, cette mode du crush restera plus comme la marque d'un moment de la vie, celui de l'adolescence et du tout début de la vie adulte, que d'une génération. ●

❶❸❺ Les textes de Camille Bedock, Pierre Bréchon et Guillaume Roux ont été publiés dans l'ouvrage collectif *Générations désenchantées ?*, dirigé par Laurent Lardeux et Vincent Tiberj (La Documentation française, 2021).
❷ Anne Muxel, « Les jeunes et la guerre. Représentations et dispositions à l'engagement », étude 116, Irsem, avril 2024.
❹ Clara Ponton, Roxane Saumon, Charlotte Millot et Sandra Hoibian (Crédoc), avec la collaboration Amélie Charruault (Injep), « Le rapport des jeunes au travail en 2023. Résultats du baromètre DJEPVA sur la jeunesse », 2023.
❻ Monique Dagnaud, « Les non binaires : émergence d'une problématique », *Telos*, 28 octobre 2022.
❼ Marie Bergström, Florence Maillochon et l'équipe Envie, « Couples, histoires d'un soir, "sexfriends" : diversité des relations intimes des moins de 30 ans », *Population et Sociétés*, n° 623, juin 2024.
❽ Christine Détrez *et al.*, « Le crush : une nouvelle éducation sentimentale ? », *Réseaux*, n° 242, 2023/6.

Y A-T-IL UN ÂGE POUR ÊTRE VERT ?

Pour l'instant, l'hypothèse d'une jeune génération en pointe sur le combat environnemental ne tient qu'en comparaison des plus de 60 ans.



© NICOLÓ CAMPO/LIGHTROCKET/GETTY IMAGES

Greta Thunberg, « la » voix des jeunes en lutte contre le changement climatique (en 2021 à la COP26).

CAMILLE PEUGNY
Professeur de sociologie à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur les questions d'inégalités entre générations, dont *Pour une politique de la jeunesse* (Seuil, 2022).

Selon une hypothèse largement répandue dans l'espace public, les jeunes seraient particulièrement investis dans la lutte pour une transition écologique. Mieux, cette forte préoccupation environnementale constituerait une spécificité des générations les plus récentes. Peu de travaux empiriques, cependant, permettent de la mettre à l'épreuve de manière rigoureuse, même si plusieurs questions ayant trait aux attitudes à l'égard de l'environnement ont été posées dans le cadre de l'European Values Study (EVS) et de l'European Social Survey (ESS), de grandes enquêtes par sondage sur les valeurs menées dans plusieurs dizaines de pays européens ❶.

S'agissant de la France, l'examen des réponses selon l'âge ne permet pas de conclure à une réelle spécificité des moins de 30 ans comparés à l'ensemble des 30-59 ans. 35 % des 18-29 ans sondés dans le cadre de l'ESS se déclarent ainsi très préoccupés par le réchauffement climatique contre 42 % des 30-44 ans et 40 % des 40-59 ans. Les jeunes ne sont par ailleurs pas plus nombreux à appeler de leurs vœux une transformation de notre modèle de développement : d'après l'EVS, 53 % des 18-29 ans affirment la nécessité de donner la priorité à la protection de l'environnement « *même si cela ralentit la croissance et détruit des emplois* », mais c'est aussi le cas de 56 % des 30-44 ans et 53 % des 45-59 ans. Ce sont en réalité les cohortes les plus âgées qui se distinguent : sur chacun des items testés, les plus de 60 ans se caractérisent par un souci environnemental significativement moins prononcé. Un tel clivage générationnel a également été mis en évidence dans des travaux portant sur d'autres types d'attitude (mœurs, égalité entre les femmes et les hommes, etc. ❷).

UNE JEUNESSE CLIVÉE

À rebours des représentations dominantes, comment expliquer que les plus jeunes ne semblent pas plus « verts » qu'une grande partie de la population ? En réalité, l'âge n'est pas une variable déterminante en la matière. La préoccupation environnementale est avant tout liée à la position occupée dans l'espace social, et notamment au niveau de diplôme. Ainsi, parmi les 18-29 ans, le souci de l'environnement est beaucoup plus fort parmi les étudiants et parmi les actifs qui occupent les emplois les plus qualifiés, mais beaucoup moins présent parmi les chômeurs ou les ouvriers. De fait, la jeunesse ne constitue pas un continent homogène : au contraire, comme les autres classes d'âges, elle est traversée par de multiples clivages qui exercent un effet bien plus significatif sur la préoccupation environnementale que l'âge.

Ces résultats, décevants pour quiconque espère décrire des nouvelles générations porteuses de valeurs nouvelles, doivent cependant être nuancés. Les données utilisées datent de 2018 et la prise de conscience du défi climatique a probablement fortement progressé au cours des six dernières années. Par ailleurs, seuls les plus de 18 ans ont été interrogés et ces résultats ne valent donc pas pour les cohortes les plus récentes, nées à partir du début des années 2000. Enfin, une moyenne statistique ne dit pas tout de la complexité de la réalité sociale : ce prisme assez grossier ne rend pas justice aux fractions les plus mobilisées d'une classe d'âge qui, tout en étant minoritaires, peuvent jouer un rôle d'aiguillon majeur pour l'ensemble de la société. Ces résultats nous invitent toutefois à demeurer prudents face aux discours célébrant régulièrement l'émergence de générations radicalement nouvelles. ●

❶ Pour une présentation plus détaillée des résultats de ces enquêtes, voir Camille Peugny, « Plus jeunes donc plus verts ? Des effets de l'âge sur le degré de préoccupation environnementale », *Revue française de science politique*, n° 73, 2023/1.
❷ Voir par exemple Olivier Galland, « Les générations au prisme des valeurs », *Futuribles*, n° 441, 2021/2.

AU TRAVAIL, TOUS INVESTIS MAIS DIFFÉREMMENT

Les jeunes générations font preuve d'autant d'engagement dans leur travail que les plus anciennes. Mais elles ne donnent pas le même sens à ce mot, ce qui peut déclencher des tensions.



DAVID CHRISTOPHE MORIEZ, ÉRIC GAUTIER LAURENT ET MIGUEL LIOTTIER
David Christophe Moriez et Miguel Liottier sont enseignants-chercheurs à l'ISC Paris Business School. Éric Gautier Laurent est maître de conférences à l'Institut de recherche en gestion (université Gustave-Eiffel et université Paris-Est Créteil).

Selon une étude de 2024 du ministère du Travail, près de six salariés sur dix sont prêts à démissionner ou à refuser un emploi si les valeurs de l'organisation ne correspondent pas aux leurs. Les valeurs de travail, centrées sur les compétences et les exigences professionnelles, n'ont pas de spécificités générationnelles. En revanche, les valeurs individuelles, qui reflètent les croyances et aspirations personnelles, diffèrent, ce qui est fondamental : elles commandent l'engagement des salariés, qui est l'expression de soi au travail.

Au terme de soixante entretiens avec des salariés de différents services d'une grande entreprise d'appareils électroménagers, nous avons constaté que le contexte social dans lequel ont grandi les quatre générations qui se côtoient en entreprise exerce une influence majeure sur leur rapport au travail et leur engagement[1].

DES CLIVAGES MARQUÉS ENTRE GÉNÉRATIONS

Premier constat : lorsque la relation à l'emploi (travailler pour gagner sa vie) prime sur la relation au travail (travailler pour se réaliser), les individus développent un rapport au travail plus pragmatique. Leur engagement est lié au sens du travail, par exemple, selon une interviewée, aux « *valeurs de* (la) *marque* » et à la « *qualité des produits* ». *A contrario*, lorsque la relation au travail domine la relation à l'emploi, les individus développent un rapport au travail plus ancré dans l'expression de soi : leur engagement est lié au sens au travail comme moyen, par exemple, de « *se développer professionnellement et personnellement* ».

Pour les baby-boomers, nés dans la première moitié des trente glorieuses, le rapport au travail est nettement normatif : il s'agit, au nom des règles et des traditions, de rester par devoir. Pour la génération X, née entre le début des années 1960 et celui des années 1980, et qui a grandi à l'ère du chômage de masse, ce rapport est plus calculé : il s'agit de rester par obligation. Pour la génération Y, née entre 1985 et 1995 et qui a fait ses débuts professionnels dans une période de reprise, il est plus affectif et identitaire, basé sur un désir d'expression et de réalisation de soi. La génération Z, dont la jeunesse a coïncidé avec la « grande récession » de 2008, envisage, elle, le travail à la frontière de ces dimensions affective et calculée : il s'agit à la fois de valoriser son *ego* et de répondre à une nécessité économique.

Deuxième constat : les générations donnent un sens différent à l'idée d'engagement au travail. Bientôt quadragénaires pour les plus vieux, à peine vingtenaires pour les plus jeunes, les membres des générations Y et Z partagent un même socle de valeurs (empathie, appartenance, absorption au travail…), mais ne les interprètent pas de la même façon. Pour la génération Y, l'empathie est synonyme d'écoute et de compréhension : c'est, comme nous l'a expliqué une salariée du service marketing, entendre un collègue vous encourager à « *mettre sur la table* » ce que vous ressentez après une discussion tendue avec un manager. Le sentiment d'appartenance à l'entreprise découle, lui, de la confiance des supérieurs et d'une prise de responsabilités progressive



© DRAZEN/GETTY IMAGES

et maîtrisée au travers d'« *objectifs clairs et réalistes* ».

En revanche, pour la génération Z, l'empathie signifie flexibilité et proximité – la possibilité offerte, par exemple, de télétravailler à une époque où ce n'était pas encore répandu – et l'appartenance rime avec authenticité et éthique : comme le constate un salarié du service marketing, « *tant que les gens qui m'entourent sont sincères, je veux dire authentiques, et que nous sommes heureux de travailler ensemble, je suis satisfait* ». Ces divergences d'interprétation peuvent créer des tensions lorsque la génération Y souhaite des échanges approfondis et plus formalisés, là où la génération Z préfère des interactions plus spontanées, qui ne supposent pas une disponibilité constante, et juge sa devancière trop focalisée sur les aspects formels de la relation.

L'absorption au travail, elle, est synonyme de réalisation de soi et d'employabilité future pour la génération Y alors que pour la génération Z, elle rime avec plaisir et créativité. « *Je peux m'accorder des moments de détente pour aller sur les réseaux sociaux et travailler sur un projet professionnel tout le week-end, par exemple.* (...) *Ce qui fait passer le temps au travail, c'est quand j'ai du plaisir à le faire !* », nous a ainsi expliqué un jeune salarié du service communication. La génération Y peut prendre cette approche ludique pour un manque de sérieux tandis que la génération Z peut trouver l'obsession de sa devancière pour la réalisation personnelle et l'employabilité à la fois utopique et empreinte d'une certaine déloyauté.

UNE RÉVOLUTION SILENCIEUSE

En fin de compte, ces nuances montrent que les mots « travail » et « engagement » ont des sens différents selon le contexte générationnel dans lequel ils ont pris sens. Dans leur livre *Generations. The history of America's future, 1584 to 2069* (1991, non traduit), les essayistes américains Neil Howe et William Strauss livrent une théorie générationnelle fondée sur un cycle complet de 80 ans qui voit se succéder, au gré du niveau d'individualisme et de la solidité des institutions, quatre phases (ivresse, éveil, dénouement, crise), auxquelles correspondent autant d'archétypes (le prophète, le nomade, le héros, l'artiste). Dans cette optique, les baby-boomers, pris dans des institutions fortes et un faible individualisme qui les ont poussés à s'identifier à leurs entreprises et à leurs valeurs, correspondent à la première phase, celle de l'ivresse et du prophète. La génération X, elle, a développé un rapport de survie, celui du nomade. La génération Y, confrontée à des institutions plus faibles et à un individualisme plus fort, a cherché à se réaliser personnellement au travail. La génération Z, enfin, a combiné le pragmatisme et l'idéologie des générations précédentes au service d'un rapport au travail de type raisonné, celui de l'artiste en phase de crise.

Alors que cette révolution silencieuse s'opérait, les entreprises, confrontées à un environnement incertain, réagissaient par davantage de verticalisme et de formalisme. Or, il est clair que l'importance croissante des critères subjectifs d'appréciation au niveau individuel affaiblit les critères objectifs fixés au niveau organisationnel. Une clé pour gérer les différences générationnelles et améliorer la performance des politiques et pratiques de ressources humaines serait donc de concilier l'identité de l'entreprise et celle de ses salariés en mobilisant les valeurs identifiées, du recrutement à l'évolution de carrière en passant par la formation. Cette approche pourrait aplanir les conflits entre salariés de différentes générations en créant un environnement où chaque individu se sent conforté dans son être, tout en renforçant l'identité commune de l'entreprise. ●

❶ David Christophe Moriez, Éric Gautier Laurent et Miguel Liottier, « Sens de l'engagement : une étude des valeurs au prisme de quatre générations », *La Revue des sciences de gestion*, n° 325-326, 2023/6.

AU SECOURS, MA PETITE-FILLE EST RÉAC !

La petite musique de familles déchirées par les divergences politiques, des rendez-vous électoraux aux grandes questions de société, ne cesse de monter. Mais est-ce vraiment nouveau ?

● SAMUEL LACROIX

Lettre de « rupture » expédiée à des parents ou aïeuls, menaces de couper les ponts, grand-mère LFI qui traite sa petite-fille RN de « *conne* », disputes homériques et fâcheries silencieuses... Au début de l'été, la presse s'est largement fait l'écho des disputes familiales engendrées par la campagne éclair pour les élections législatives anticipées. Et fait refleurir au passage un « marronnier » : l'idée que les différentes générations s'entendraient politiquement de moins en moins entre elles.

À l'issue du premier tour du scrutin, le 30 juin, on a d'ailleurs vu se dessiner assez clairement de grandes tendances selon l'âge des votants. On sait que si les 18-24 ans ont majoritairement choisi le Nouveau Front populaire (48 %, selon les chiffres de l'institut Ipsos), ils ont été aussi nombreux que l'ensemble des Français à voter Rassemblement national (33 %). Les quinquagénaires, eux, ont un peu moins voté à gauche et pour les candidats Ensemble, mais davantage RN (40 %) que la moyenne des autres électeurs. Quant aux 70 ans et plus, ils sont presque trois fois moins nombreux que les 18-24 ans à avoir voté à gauche. Ils sont aussi les moins nombreux à avoir voté RN (29 %).

En résumé : les plus jeunes votent plus à gauche que la génération de leurs parents, beaucoup plus que celle de leurs grands-parents, mais beaucoup moins au centre que ces derniers ; ils sont par ailleurs aussi tentés que les autres par l'extrême droite. Parler politique à un repas de famille, un des rares espaces pouvant réunir toutes les classes d'âge, semble donc le déclencheur idéal pour des conversations houleuses.

« ÇA NE SE FAIT PAS »

En France, des récits de désaccords politiques familiaux avaient déjà fleuri au moment des confinements. Ils se multiplient aussi aux États-Unis, dans la conjoncture politique inflammable créée, entre autres, par l'émergence sur la scène politique de Donald Trump : selon l'institut Harris Poll, près de la moitié des jeunes interrogés en 2023 confessaient sécher les fêtes de Thanksgiving – aussi importantes que Noël outre-Atlantique – pour éviter les déchirements que les débats politiques ne manqueraient pas de susciter [1].

Ces dernières années, le spectacle de générations ferraillant sur les sujets politiques s'est d'ailleurs régulièrement invité sur nos écrans. À l'image de cette scène de la série américaine à succès *The White Lotus* (2021) où les étudiantes Paula et Olivia se prennent le bec avec les parents de cette dernière au sujet d'un spectacle de danse hawaiienne qu'elles jugent néocolonialiste. Réplique sarcastique du père : « *Peut-être qu'on devrait en permanence se sentir comme des merdes pour les crimes du passé ?* » S'il paraît hasardeux de faire de « la jeunesse » un bloc monolithique, des travaux de recherche soulignent l'existence d'une manière et d'un vocabulaire spécifiquement jeune d'envisager l'écologie, le féminisme ou encore l'antiracisme. En France, le sondeur Frédéric Dabi a aussi montré dans son livre *La Fracture* (Les Arènes, 2021) l'émergence d'un rapport différencié à la laïcité : « *Ça ne se fait pas* » semble être le credo d'une nouvelle génération très attachée au respect des croyances, qui juge foncièrement intolérante toute atteinte à ce principe de base.

> « LE MOTIF DE LA GUERRE DES ÂGES EST AUSSI VIEUX QUE LE MONDE. »

DU NOUVEAU SOUS LE SOLEIL ?

Mais les conflits politiques entre les générations sont-ils réellement plus vifs qu'avant ? On peut en douter lorsqu'on songe aux oppositions qui avaient cours durant Mai 68, théâtre d'une jeunesse en rupture radicale avec le monde de ses parents : une affiche célèbre montrait alors un CRS, la botte prête à écraser la tête d'un manifestant, surmonté du slogan « *Quand les parents votent, les enfants trinquent* ». Encore plus loin dans le temps, le célèbre dessin de presse produit en 1898 par l'antidreyfusard Caran d'Ache à propos de l'affaire Dreyfus (« Ils en ont parlé ! ») ne portait-il pas le titre édifiant d'*Un*

« ILS EN ONT PARLÉ… »



— Surtout ! ne parlons pas de l'affaire Dreyfus !

© GETTY IMAGES

C'est sans doute l'une des caricatures les plus connues de l'histoire de France. Le 14 février 1898, un mois après la parution du « J'accuse ! » d'Émile Zola, le caricaturiste antidreyfusard Caran d'Ache (1858-1909) publie dans le quotidien *Le Figaro* son dessin *Un dîner en famille*, qui résume la façon dont l'affaire Dreyfus déchire les générations assises à la même table. Au « *Surtout, ne parlons pas de l'affaire Dreyfus !* » asséné par le patriarche dans la première vignette succède un pugilat généralisé dans la seconde : « *Ils en ont parlé…* ».

dîner en famille – une famille dont les têtes chenues et les jeunes imberbes se déchiraient dans un grand fracas de vaisselle ?

En réalité, le motif de la guerre des âges est aussi vieux que le monde : au 4e siècle avant notre ère, Platon, dans *La République*, mettait déjà en scène son maître Socrate expliquant combien les jeunes gens « *prennent plaisir, comme de jeunes chiens, à tirailler et à déchirer par le raisonnement tous ceux qui les approchent* ». Le père de la philosophie, qui ne parlait pas encore de « déconstruction » mais de « dialectique », rencontre un écho contemporain chez Anne Muxel, spécialiste de la socialisation politique des jeunes. Dans *Politiquement jeune* (L'Aube, 2018), la sociologue fait de l'opposition une pratique quasi consubstantielle à la jeunesse. « *Les conflits et les oppositions*, explique-t-elle, *sont moins redoutés et évités que dans les générations plus âgées.* » Une manière, pour ces adultes en devenir, d'actualiser leur vision du monde en interrogeant et en remettant en cause ce qui leur a été transmis.

Rien de nouveau sous le soleil de Platon, alors ? Ce n'est pas tout à fait l'avis de la chercheuse qui, plus récemment, a relevé chez les nouvelles générations « *davantage de défiance et d'exigence critique que par le passé* » ❷. La dimension affective de l'engagement politique des jeunes se serait accentuée. En cause ? Une éducation plus « *protectrice* » que chez les générations précédentes, et du changement climatique à la pandémie en passant par les crises économiques successives, une conjoncture qui les fragilise.

DU CONFLIT À LA DÉSERTION

Ces constats nourrissent l'idée du ressentiment d'une jeunesse plus susceptible car malmenée. Dans l'étude menée par Harris Poll sur les conflits générationnels aux Etats-Unis, près de la moitié des jeunes sondés confiaient avoir du mal à « *contrôler leurs émotions lors de débats politiques* ». La nouveauté semble venir, de part et d'autre, d'une difficulté à entendre l'opinion contraire, et à débattre. Le risque, dès alors, n'est pas tant celui de générations qui se déchirent que de générations qui ne se parlent plus, car elles ne se comprennent plus. La fortune de l'expression « *OK boomer* » (*lire p. 63*) va dans ce sens : c'est une manière de signifier à son interlocuteur, plus âgé, qu'il parle avec un logiciel, des références et dans un langage qui nous sont étrangers et donc inaudibles. Tandis que des référentiels comme « laïcité » ou « universalisme » peuvent laisser circonspects les plus jeunes, les « boomers » sont parfois désemparés devant un vocabulaire militant – « intersectionnalité », « fluidité de genre », « appropriation culturelle » – qu'ils ne connaissent pas.

> « LE RISQUE, DÈS ALORS, N'EST PAS TANT CELUI DE GÉNÉRATIONS QUI SE DÉCHIRENT QUE DE GÉNÉRATIONS QUI NE SE PARLENT PLUS, CAR ELLES NE SE COMPRENNENT PLUS. »

Les médias, au sens large du terme, n'y sont certainement pas pour rien : à travers eux et selon les usages qu'elles en font, les différentes générations développent un rapport au monde distinct. Les réseaux sociaux sont générationnels (les plus jeunes sur Instagram et TikTok, les plus âgés plutôt sur Facebook) ; le rapport aux grands médias aussi. Si les plus âgés sont encore sensibles au « *pouvoir prescriptif* » des médias traditionnels, ces derniers connaissent selon l'essayiste Jérôme Fourquet (*L'Archipel français*, 2019) une « *perte d'influence* (...) *particulièrement marquée dans les tranches d'âge les plus jeunes* ». Jusque dans les années 1990, la radio et la télévision s'écoutaient en famille, et nourrissaient des discussions politiques sur des références communes qui font défaut aujourd'hui : combien de plus de 40 ans connaissent l'influenceur HugoDécrypte ou le rappeur Alkpote, à l'origine, récemment, d'un rap anti-RN ?

Le tableau de familles qui ne partageraient plus rien sur le plan politique mérite cependant d'être nuancé. Au-delà d'une conversation parfois empêchée ou embarrassée, il existe aussi des points de convergence. Une étude de la fondation Jean-Jaurès, parue au sortir de la pandémie de covid-19, pointe ainsi une forme d'uniformisation idéologique quel que soit l'âge, en particulier en matière d'écologie et d'égalité hommes/femmes ❸. Les auteurs relèvent notamment une forme d'empathie intergénérationnelle, en particulier des plus âgés vis-à-vis des plus jeunes. Comme un écho à cette émouvante pancarte aperçue lors d'une marche pour le climat : « *Désolé les jeunes, on a tout raté – sauf vous.* » ●

❶ « What we don't talk about and why », *The Harris Poll Thouwght Leadership Practice*, novembre 2023.

❷ Entretien avec Anne Muxel, « Que veulent donc les jeunes ? », *Philonomist*, 12 avril 2023.

❸ « Générations : au-delà du fossé, la solidarité ? », fondation Jean-Jaurès, janvier 2022 (en ligne).



© THOMAS LOUAPRE/DIVERGENCE

« *OK BOOMER !* », LA RÉPLIQUE D'UNE GÉNÉRATION

Née sur TikTok de la réaction de jeunes internautes face à des baby-boomers jugés condescendants, la réplique est entrée dans le langage courant. Slogan franchement âgiste, ou symbole de la politisation d'une génération ?

SALOMÉ TISSOLONG

La scène se passe le 5 novembre 2019, sur les bancs clairsemés du Parlement néo-zélandais. Au micro, la députée écologiste Chlöe Swarbrick, 25 ans, défend la nécessité de réduire la pollution en affirmant que sa génération, contrairement aux précédentes, « *n'a pas le luxe* » d'attendre. Un député plus âgé tente de l'interrompre. « *OK Boomer !* » lui lance-t-elle, avant de poursuivre son plaidoyer. Pour clouer le bec de son confrère, la jeune élue a employé une réplique symbolique. Une expression, née sur les réseaux sociaux, qui exprime la frustration de sa génération.

Tout a commencé quelques mois plus tôt sur le réseau social TikTok, avec la vidéo d'un homme âgé fustigeant une jeunesse enfermée, selon lui, dans des idéaux utopiques. « *Les millennials et la génération Z sont atteints du syndrome de Peter Pan. Ils refusent de grandir* », déclare-t-il. Agacée par sa condescendance, une jeune personne reprend l'extrait en brandissant une pancarte « *OK Boomer !* ». La vidéo est partagée en masse sur les réseaux sociaux et l'expression devient rapidement un phénomène viral (un « mème »), au point de se propager aux médias grand public, d'entrer dans le langage courant, d'être affichée sur des vêtements, déclinée en jeu de société...

UNE RÉELLE FRACTURE GÉNÉRATIONNELLE

En renvoyant leurs contradicteurs à leur condition de « boomers » (pour « baby-boomers », nés à une époque de forte croissance et de consommation de masse), les utilisateurs du mème les accusent de mépriser les revendications environnementales, sociales ou sociétales de la jeunesse alors qu'ils porteraient, par leur mode de vie, une part de responsabilité dans l'état actuel du monde. D'être, en somme, à la fois conservateurs et déconnectés de la réalité. Critique percutante ou stéréotypes âgistes ? Il est vrai que sur TikTok, très prisé par les jeunes, les vidéos utilisant le slogan « *OK Boomer !* » dépeignent souvent les aînés de manière péjorative : selon une étude menée sur près de 700 de ces vidéos, une sur deux comporte un contenu négatif ❶. Généralement, elles évoquent une mauvaise expérience vécue avec des personnes âgées, réagissent au fait que celles-ci dénigrent la jeunesse ou critiquent les valeurs ou croyances supposées de ces aînés. Attribuer des traits négatifs à un groupe social – sur l'unique base de son âge – semble, dès lors, relever de l'acharnement, d'une attitude cynique et peu constructive.

Mais au-delà des préjugés, la réplique exprime aussi une réelle fracture générationnelle. Selon les sociologues Jason Mueller et John McCollum, le slogan « *OK Boomer !* » ne constitue pas une attaque gratuite, mais reflète les sentiments de précarité économique, d'anxiété écologique et de difficulté à se projeter dans l'avenir ressentis par les jeunes générations ❷. Par leurs vidéos, les utilisateurs du mème sur TikTok exprimeraient ces sentiments de manière personnalisée et quotidienne. Plus encore, cette dénonciation de valeurs et de comportements jugés néfastes – associés, à tort ou à raison, aux « boomers » – permettrait la formation d'une identité politique commune marquée par un fort désir de changement social. Un mème vaut mieux que mille mots. ●

❶ Reuben Ng et Nicole Indran, « Videos about older adults on TikTok », *PLOS ONE*, 2 août 2023.
❷ Jason C. Mueller et John McCollum, « A Sociological Analysis of "OK Boomer" », *Critical Sociology*, vol. XLII, n° 2, mars 2022.

LA LUTTE DES BLAGUES

Loin de l'idée que l'humour, « c'était mieux avant », le paysage comique actuel prouve à quel point les jeunes générations ont su renouveler le rire.

OLIVIA GAZALÉ
Philosophe, autrice de *Le Paradoxe du rire. Et si ce n'était pas toujours drôle ?* (Seghers, 2024).

C'est un cliché qui s'invite de plus en plus souvent dans la conversation : « *On ne peut plus rire de rien.* » Entendez : la jeunesse ne sait plus rire comme autrefois. Pourtant, comme tous les poncifs, c'est un énoncé paresseux, à la fois vrai et faux. Les jeunes générations ont-elles réellement sacrifié le rire sur l'autel du « politiquement correct » ? Et si, plutôt que de tuer le rire, elles l'avaient réinventé ?

Certes, il y a des blagues qui « passent » moins bien qu'autrefois : toutes celles qui ciblent des catégories vulnérables et stigmatisées. Pourquoi le sketch *L'Africain*, dans lequel Michel Leeb campait au début des années 1980 un personnage aux mimiques et à la gestuelle simiesques, se grattant et grognant bruyamment, les yeux écarquillés comme un aliéné, est-il aujourd'hui jugé problématique ? Parce que la dangerosité sociale de ce genre de production comique, qui assimile les Noirs à l'animalité, est désormais dénoncée.

« *Oh, ça va, c'est pour rire* », entend-on souvent. Mais ce que les jeunes générations ont compris, c'est que le rire raciste n'a rien d'insignifiant ni d'anecdotique. Il contribue au contraire à perpétuer l'imaginaire colonial ; il est même devenu le principal vecteur de propagation des stéréotypes raciaux, l'unique espace où peut se déployer impunément la pensée raciste. Il autorise en effet à dire des choses qu'on n'a plus le droit de dire sérieusement, du moins publiquement. Il remplit ainsi une fonction idéologique majeure : offrir un exutoire à l'hostilité raciale tout en protégeant l'image sociale de ses auteurs et de ses amateurs, parce qu'il ne passe plus par la discrimination directe mais par la dévalorisation et l'humiliation subreptices, dans le cadre prétendument ludique de la blague et du second degré.

On peut faire la même remarque à propos d'autres catégories moquées et stigmatisées : les Juifs, les Arabes ou les Asiatiques, mais aussi les femmes, les homosexuels, les transgenres et les obèses. Si les blagues sexistes, racistes, homophobes, transphobes ou grossophobes font moins d'émules qu'autrefois, c'est que leur prétendue innocuité est vigoureusement contestée.

S'il faut se féliciter de cette évolution, il faut aussi en souligner les dérives, à l'heure où chacun, caché derrière un pseudonyme, peut exprimer bruyamment sa désapprobation et alimenter un lynchage numérique des directions d'antenne et des humoristes, dès lors poussés à s'autocensurer et à s'exclamer qu'« *on ne peut plus rien dire* ». Le péril ne vient d'ailleurs pas seulement « d'en bas » mais aussi d'en haut, du pouvoir économico-médiatique. Ceux qui détiennent le vrai pouvoir de ne pas diffuser, de licencier et de poursuivre en justice, sont les patrons et actionnaires des groupes médiatiques et des plateformes numériques, parfois motivés par un agenda politique ultraconservateur. Exit Les Guignols de l'info (Canal +), trop critiques à l'égard de la droite et de l'extrême droite, ciao Guillaume Meurice, l'humoriste de France Inter licencié pour « *déloyauté* » envers la présidence de Radio France après une blague controversée ciblant le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou.

LA RÉINVENTION DE L'HUMOUR

Ce ne sont donc pas les jeunes générations qui ont muselé le rire, loin s'en faut. Elles lui ont plutôt permis de renaître autrement, de se réinventer. Depuis quelques décennies, le rire s'est en effet ouvert à de nouvelles voix, autrefois étouffées, à commencer par celles des femmes, longtemps tenues à l'écart de la scène comique. Rire, et surtout faire rire, furent longtemps considérés comme des prérogatives masculines, le rire féminin étant associé à des figures diabolisées – la sorcière, la prostituée ou l'hystérique. La consécration successive d'artistes comme Valérie Lemercier, Florence Foresti ou Blanche Gardin peut ainsi être considérée comme une véritable révolution culturelle. Ces nouvelles voix ont ouvert le rire à des audaces inédites et brisé bien des tabous, en s'emparant de manière crue, intime et détaillée de la question féministe et en explorant avec beaucoup d'autodérision les vicissitudes du couple et de la sexualité. Si « on » est une



© SYSPEO/SIPA

Fary, l'une des figures phares de la nouvelle génération du stand-up.

femme, alors rien n'est plus faux qu'« *"on" ne peut plus rien dire* ». Au contraire, « on » en dit beaucoup plus qu'avant. Imagine-t-on Jacqueline Maillan faire sur scène l'éloge de la masturbation comme le fait Marina Rollman ?

De même, si « on » est un humoriste issu d'une minorité racisée, alors « on » peut enfin être entendu alors qu'on était autrefois tenu à l'écart de la scène médiatique et culturelle. On peut donc y sensibiliser le public aux questions identitaires et proposer une reconfiguration des imaginaires. Depuis quelques décennies, de Jamel Debbouze à Fary en passant par Bun Hay Mean (dit « Le Chinois marrant », aperçu au cinéma dans les films *Problemos* et *Astérix et Obélix : L'Empire du Milieu*), le comique est devenu une puissante arme d'émancipation pour celui ou celle qui s'en empare. Et plus besoin de décrocher un contrat : il suffit de poster ses vidéos sur Instagram ou TikTok. Ainsi, plutôt qu'à une disparition du rire, on assiste plutôt à une renaissance, avec de nouveau outils, de nouveaux modes de diffusion, de nouvelles voix, de nouveaux codes, de nouvelles thématiques et de nouvelles transgressions.

Ces nouveautés peuvent s'avérer déstabilisantes pour les générations plus âgées. Pour rire ensemble, il faut partager des références communes, sans lesquelles la connivence ne peut pas s'établir. Si l'oncle Gérard, grand amateur de Jean-Marie Bigard, rit rarement aux blagues de sa nièce Léa, c'est qu'il ne les comprend pas. Quand, excédée par une énième saillie misogyne, elle lui répond, les yeux dans les yeux, « *N'essaye pas d'être drôle, essaye juste d'être toi, tu crois que tu peux faire ça ?* », il n'y a, autour de la table, que les plus jeunes qui trouvent ça drôle, car eux seuls « *ont la réf* », la référence : ils savent qu'il s'agit là d'une réplique culte de l'acteur Jonathan Cohen dans la série *La Flamme*.

Pour autant, même en l'absence de références partagées, le rire transgénérationnel existe bel et bien ; il est même le ciment de certaines familles. Dès lors qu'un contenu comique joue sur le ressort le plus universel du rire – la transgression incongrue et surprenante des normes et des valeurs, à commencer par le sérieux – et qu'il tourne en ridicule l'absurdité de la condition humaine, dès lors qu'il pousse chacun à ne pas se prendre lui-même trop au sérieux, il touche tout le monde. Petits et grands connaissent alors le grand bonheur de communier dans les secousses jouissives de l'hilarité. ●



© COLLECTION PARTICULIÈRE

BIOGRAPHIE

Mauro F. Guillén, né en 1964, est docteur en économie politique et management de l'université d'Oviedo (Espagne) et docteur en sociologie de l'université de Yale (États-Unis). Professeur de management multinational à la Wharton School de l'université de Pennsylvanie (États-Unis), il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *The Perennials. The megatrends creating a postgenerational society* (St. Martin's Press, 2023, non traduit).

ENTRETIEN

MAURO F. GUILLÉN
« À NOUS D'INVENTER UNE SOCIÉTÉ POSTGÉNÉRATIONNELLE »

Pour le chercheur hispano-américain Mauro F. Guillén, une partie des conflits et incompréhensions entre générations résulte d'une conception trop rigide de l'enchaînement des différents âges de la vie.

PROPOS RECUEILLIS PAR **JEAN-MARIE POTTIER**

Vous connaissiez « les millennials », surnom donné par les Anglo-Saxons aux classes d'âge nées dans les années 1980-1990. Voici les « *perennials* » ! Dans un essai publié outre-Atlantique à l'été 2023, *The Perennials. The megatrends creating a postgenerational society*, le chercheur Mauro F. Guillén explique comment une conception moins rigide de l'enchaînement des différents âges de la vie pourrait aplanir les conflits entre générations.

Selon vous, nous envisageons nos existences suivant un modèle « séquentiel ». En quoi consiste-t-il ?

Deux innovations du 19e siècle, l'instruction obligatoire et la création de systèmes de retraite, ont en gros divisé l'existence en quatre étapes : le jeu, le temps de l'apprentissage, le travail et enfin la retraite. L'augmentation, progressive mais très importante, de l'espérance de vie, qui a allongé le temps passé à la retraite, et le progrès technologique, qui rend nos connaissances plus vite obsolètes que dans le passé, ont mis ce modèle séquentiel sous pression.

La hausse de l'espérance de vie et le déclin de la fertilité entraînent un déséquilibre entre le nombre de personnes de plus de 60 ans et de celles en âge de travailler. En France comme en Europe, il y avait environ 3,5 actifs pour un retraité dans les années 1950-1960 : maintenant nous sommes à 2, et bientôt à 1,5. L'immigration pourrait constituer une solution à ce problème, mais elle provoque un retour de bâton politique, comme nous venons juste de le voir lors des élections en France, mais aussi dans des pays comme l'Allemagne, la Hongrie, la Suède, le Danemark ou les Pays-Bas, et bien sûr aux États-Unis.

Un autre changement marquant lié à ce modèle séquentiel est culturel et concerne son unité de base, la famille nucléaire. Dans les pays développés, on compte de plus en plus de jeunes gens vivant seuls ou de mères célibataires, par choix ou par nécessité, ainsi que de personnes qui rejettent la distinction binaire entre les genres, et donc la façon dont nos institutions classifient les individus.

Ce modèle séquentiel est-il à l'origine des conflits entre générations ?

En partie, oui. Prenez les adolescents, par exemple. Le modèle séquentiel leur envoie un message très clair : nous n'allons pas vous soutenir éternellement, vous devez devenir un adulte responsable et, pour cela, décider ce que vous voulez faire pour le restant de vos jours. C'est une vision naïve parce que vous pouvez choisir tel ou tel métier mais vous n'avez pas la garantie qu'il existera encore dans dix ou quinze ans. Nous exigeons des adolescents un choix impossible. Pire, comme nous avons en moyenne moins d'enfants, nous sommes obsédés par leur succès futur, comme s'ils constituaient des projets d'investissement, et leur mettons une pression excessive.

> « DANS UNE SOCIÉTÉ POST-GÉNÉRATIONNELLE, DES PERSONNES D'ÂGE DIFFÉRENT ÉTUDIENT, TRAVAILLENT ET PARTICIPENT À DES LOISIRS ENSEMBLE. »

Vous souhaitez que nos sociétés mettent en valeur ceux que vous appelez les *perennials*, dans un jeu de mots entre la notion de « millennials » et le terme « *perennial* », « vivace », en anglais. Qui sont-ils ?

Ce concept a été inventé par l'entrepreneuse et consultante Gina Pell pour désigner le nombre croissant d'individus de tous âges qui transcendent les stéréotypes attachés à leur génération. Je l'utilise, dans le contexte plus large de crise du modèle séquentiel, pour définir quelqu'un qui ne réfléchit et n'agit pas en fonction de son âge. Vous avez 50 ans et vous retournez sur les bancs de l'école. Vous en avez 70 et, plutôt que prendre votre retraite, vous continuez à travailler ou reprenez vos études pour apprendre quelque chose de nouveau. Un *perennial* entretient dans la durée les aspirations humaines les plus fondamentales que constituent l'instinct d'apprendre ou l'envie de contribuer à la société pour entretenir son estime de soi.

Vous plaidez pour une société « postgénérationnelle ». En quoi consisterait-elle ?

En une société qui rassemble les générations plutôt que les séparer, où l'existence est plus fluide et où, espérons-le, il est possible de faire des allers-retours entre le travail et les études ou éviter la frustration d'avoir à occuper un emploi qui ne vous intéresse pas. Nous parlons d'un conflit entre générations : la meilleure façon de résoudre un conflit est d'inciter les membres des deux camps à partager des expériences communes – en Europe, nous avons travaillé très dur, depuis la Seconde Guerre mondiale, à développer les échanges pour créer une mentalité européenne, surtout parmi les jeunes.

Mon idée d'une société postgénérationnelle est celle où des personnes d'âges différents étudient ensemble, travaillent ensemble, participent à des loisirs ensemble. Une société qui innove afin de proposer et financer des programmes éducatifs, pas seulement pour les jeunes gens, mais pour ceux de 30, 40, 50 ou 60 ans, et où les entreprises offrent des opportunités d'apprendre à leurs salariés de plus de 50 ans. Une société qui ne dit pas aux adolescents qu'ils étudieront une seule fois dans leur vie et qu'ils doivent en retirer le maximum, mais qu'on leur offrira l'opportunité de le faire à nouveau. Des études montrent par ailleurs que, dans les entreprises, les équipes où les âges sont divers affichent une plus grande productivité et une plus grande créativité, et cela est aussi vrai dans le monde éducatif.

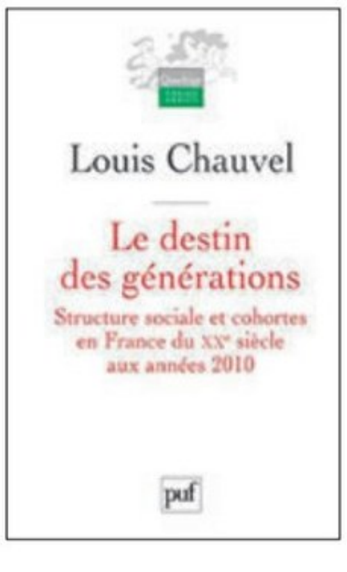
En France, le droit au départ à la retraite est vu comme une des plus grandes conquêtes sociales du siècle écoulé. Comment convaincre que la retraite à plein temps n'est pas forcément une bonne chose ?

Tout le monde doit avoir le droit de partir à la retraite et personne ne doit être forcé de continuer de travailler s'il ne le souhaite pas, mais nous devons être plus ouverts et innovants concernant la possibilité d'un cumul entre emploi et retraite, par exemple en offrant des incitations fiscales en ce sens. Je pense aussi qu'il est très injuste de demander aux jeunes générations de financer les retraites et les soins de personnes qui peuvent désormais revendiquer une retraite pendant plus de vingt ans. Trouver des façons d'inciter, sans les contraindre, les gens à travailler plus longtemps, retirerait un peu de pression des épaules des plus jeunes, qu'il ne faut pas se mettre à dos et qui se sentent en infériorité numérique : à chaque élection, il y a forcément davantage d'électeurs de plus de 50 ans qu'il y en a de moins de 30 ans. Cela crée une situation épineuse car la plupart des candidats, dans les pays européens, inscrivent à leur programme l'indexation des pensions de retraite sur l'inflation mais, dans le même temps, n'éprouvent pas de problème à tailler dans les budgets de l'éducation ou de la formation. Les retraites sont une vache sacrée. ●

POUR PROLONGER LA LECTURE



Le classique qui polarise les débats

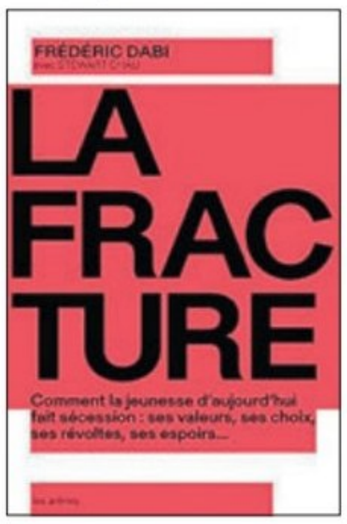


- Depuis sa parution en 1998, ***Le Destin des générations*** oriente et polarise les débats français sur un possible « déclassement générationnel ». Dans cet ouvrage plusieurs fois réédité (la dernière fois en 2014 aux PUF), le sociologue Louis Chauvel analyse le « *bizutage* » économique subi par les générations arrivées sur le marché du travail après 1975 en comparaison des natifs des années 1940, portés par « *une vague montante qui se brise derrière eux* ». Une thèse toujours discutée aujourd'hui : d'autres chercheurs avancent à l'inverse l'idée qu'aucune génération n'a été désavantagée par rapport à la précédente.

Comprendre ce qu'est une génération

- Plusieurs ouvrages de synthèse permettent de saisir la complexité du concept de « génération ». Dans ***Âges et générations*** (La Découverte, 2015), le sociologue Gérard Mauger revient en détail sur les définitions et usages sociaux de ces deux concepts. La sociologue Cécile Van de Velde a signé la même année une ***Sociologie des âges de la vie*** (Armand Colin) où elle développe la façon dont des États envisagent ces âges selon qu'ils sont plutôt libéraux ou sociaux-démocrates. Spécialiste de la jeunesse, Olivier Galland est l'auteur d'une ***Sociologie de la jeunesse*** (7e éd., Armand Colin, 2022) qui revient sur la place cruciale que cette dernière occupe dans l'analyse des âges de la vie et des générations.

Explorer les valeurs des jeunes



- L'après-pandémie de covid-19 s'est avérée riche en travaux sur l'évolution des valeurs des jeunes générations, comme ***Avoir 20 ans en 2020. Le nouveau fossé des générations*** (Odile Jacob, 2020) des sociologues Claudine Attias-Donfut et Martine Segalen ou ***La Fracture. Comment la jeunesse d'aujourd'hui fait sécession : ses valeurs, ses choix, ses révoltes, ses espoirs...***, rédigé par Frédéric Dabi en collaboration avec Stewart Chau (Les Arènes, 2021). Signalons aussi deux ouvrages collectifs, ***Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie***, dirigé par Laurent Lardeux et Vincent Tiberj (La Documentation française, 2021, disponible gratuitement en ligne) et ***Jeunesses françaises contemporaines***, dirigé par Anja Durovic et Nicolas Duvoux (CNRS Éditions, à paraître le 24 octobre 2024).

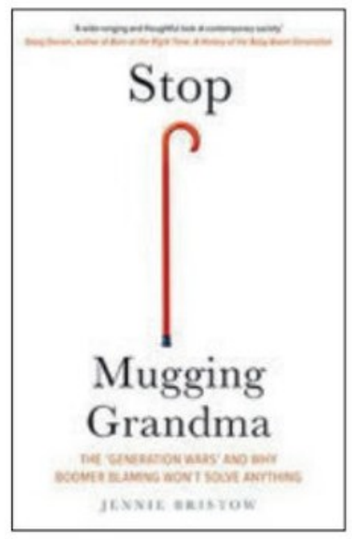
Débattre de la guerre des générations

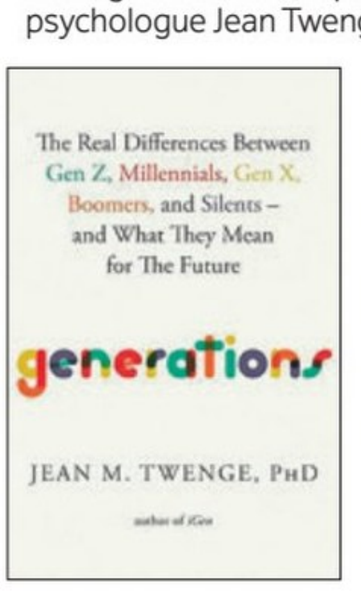


- La question du conflit des générations s'avère tellement brûlante que deux livres sur le sujet, parus à cinq années d'écart, portent exactement le même titre : ***La guerre des générations aura-t-elle lieu ?*** Le premier paru, signé du sociologue Serge Guérin et du philosophe Pierre-Henri Tavoillot (Calmann-Lévy, 2017), répond plutôt « non » à cette question : nous ne voulons pas nous battre entre générations. Le deuxième, écrit par l'essayiste et entrepreneur Frédéric Monlouis-Félicité (Manitoba, 2022), se montre plus alarmiste et appelle à une remise à plat « *générale* » sous peine que la jeunesse « *porte malheur à ceux qui l'ont trop négligée* ».

Des ouvrages en anglais sur le *conflict of generations*

- À la pointe sur l'« étiquetage » des générations, les pays anglo-saxons ont livré une production riche et diverse sur le sujet. Sur les différences (supposées) de valeurs entre générations, on peut lire la psychologue Jean Twenge et son ***Generations. The real differences between gen Z, millennials, gen X, boomers, and silents – and what they mean for America's future*** (Atria Books, 2023) ou le politiste Kevin Munger, avec ***Generation Gap. Why the baby boomers still dominate American politics and culture*** (Columbia University Press, 2022). Plusieurs ouvrages intéressants alertent quant à eux sur l'impasse de l'opposition générationnelle, comme ***Stop Mugging Grandma. The « generation wars » and why boomer-blaming won't solve anything*** (Yale University Press, 2019) et ***The Generation Myth. Why when you're born matters less than you think*** (Basic Books, 2021), respectivement signés par les sociologues britanniques Jennie Bristow et Bobby Duffy.





DANS LES ARCHIVES DE SCIENCES HUMAINES (WWW.SCIENCESHUMAINES.COM)

- Ces dernières années, nous avons consacré plusieurs dossiers à la question des âges de la vie, de leurs (souvent complexes) relations et de leur (parfois périlleux) enchaînement. Le n° 6 de nos *Grands Dossiers* (automne 2006) était ainsi intitulé « Une société face à sa jeunesse », quelques mois après les émeutes de 2005 et en pleine interrogation, déjà, sur l'émergence d'une « fracture générationnelle ». En février 2012, notre mensuel n° 234 sondait une jeunesse en pleine ébullition, confrontée au défi d'« *inventer sa vie* », et dont l'indignation résonnait sur les places des grandes villes du monde entier. Enfin, le *Grands Dossiers* n° 47 (été 2017) était consacré aux bouleversements des âges de la vie, avec notamment des entretiens avec les psychologues Arlette Streri et Patrick Doucet et l'ethnologue Marc Augé.



© WIKIMEDIACOMMONS

Refusant le mariage et la vie de province, Olympe de Gouges s'installe à Paris, où elle se fait femme de lettres, puis militante engagée dans la Révolution française. Victime de la misogynie féroce de ses contemporains, elle apparaît aujourd'hui comme une pionnière des luttes féministes et anti-esclavagistes.

MAUD NAVARRE

RÉFÉRENCE

OLYMPE DE GOUGES, l'intrépide



© MARIKA GYSBERS ALIAS MOG

Fresque murale de l'artiste Marika Gysbers alias MOG, réalisée en 2018 à Montauban, la ville natale d'Olympe de Gouges.

De nos jours, Olympe de Gouges est connue pour la *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* adressée à la reine Marie-Antoinette en 1791. Ce texte réclame les mêmes droits pour les femmes que ceux acquis par les hommes lors de la Révolution française. Considérée comme une pionnière du féminisme, Olympe de Gouges était avant tout une femme ambitieuse et intrépide. « *Elle a décidé de sa vie et c'est par là qu'elle est subversive* », résume l'historienne spécialiste des femmes, Michelle Perrot, dans la biographie qu'elle lui a consacrée.

Femme de lettres, dramaturge, autrice de pièces de théâtre dont certaines comportent des idées avant-gardistes, notamment contre l'esclavage et le mariage, elle a cherché la reconnaissance de ses contemporains et voulu que ses pièces soient jouées publiquement quand peu de femmes y parvenaient à l'époque en raison de la misogynie du monde intellectuel. Acquise aux idéaux révolutionnaires, Olympe de Gouges a voulu avoir voix au chapitre et monter à la tribune. Une ultime transgression qui lui a valu la guillotine. Mais comment en est-elle arrivée là ?

UNE ENFANCE MODESTE

La forte personnalité d'Olympe de Gouges trouve ses racines dans son enfance modeste. Originaire de Montauban, Olympe de Gouges est ce qu'on appelle alors communément une bâtarde. Sa mère, Anne-Olympe Mouisset, fille d'une riche famille d'artisans drapiers, entretient une relation amoureuse avec le marquis Jean-Jacques Lefranc de Pompignan. Mais les familles des deux jeunes gens ne voient pas cette liaison d'un bon œil comme l'expliquera Olympe de Gouges dans son roman autobiographique, *Mémoire de Madame de Valmont* (1788). Anne-Olympe est finalement mariée à Pierre Gouze, un jeune boucher, et Jean-Jacques Lefranc de Pompignan envoyé à Paris pour débuter une carrière de dramaturge. Quelques mois plus tard, Anne-Olympe accouche en 1748 d'une petite fille dont la res-

semblance avec le marquis laisse peu de doute sur sa paternité.

Pierre et Anne-Olympe, ses parents légitimes, la baptisent sous le nom de Marie Gouze. Pierre Gouze meurt deux ans plus tard, en 1750. Marie vit une enfance relativement modeste et peu instruite – probablement auprès des Ursulines de Montauban, mentionne l'historien Olivier Blanc, son biographe. À son grand désespoir, elle est mariée très jeune (à 17 ans) avec un homme plus âgé qu'elle n'aime pas, Louis-Yves Aubry, officier de bouche de l'intendant de Montauban. Marie tombe rapidement enceinte et donne naissance à un fils, Pierre, en 1766.

Louis-Yves Aubry décède quelques années plus tard. Marie Aubry prend alors deux grandes décisions. La première, celle de ne pas se remarier (ce qui semble impensable à l'époque) ; elle considère le mariage comme « *le tombeau de l'amour et de la confiance* ». La seconde, de ne pas porter son nom de veuve, Aubry. Elle reprend le prénom de sa mère, Olympe – auquel elle ajoute parfois son prénom d'origine, Marie – et le nom de son père légitime, Gouze, qu'elle modifie légèrement en Gouges. Enfin, elle y accole une particule, en signe de distinction.

Devenue Olympe de Gouges, la belle jeune femme de 20 ans prend pour amant Jacques Biétrix de Rozière, fils d'un transporteur militaire installé dans la région. Jacques Biétrix entend obtenir un poste au ministère de la Marine et part donc vivre à Paris. Accompagnée de son fils, Olympe rejoint sa sœur, déjà installée dans la capitale, peut-être pour suivre son amant, suggère Olivier Blanc.

DEVENIR UNE FEMME D'ESPRIT

Olympe de Gouges, qui cherche à pénétrer les salons parisiens, se présente comme une jeune mère dédiée à l'éducation de son fils. Son but : devenir une femme d'esprit. Mais Olympe n'a ni l'éducation ni les moyens financiers nécessaires. Qu'à cela ne tienne ! Son riche amant, Biétrix, lui octroie une rente viagère qui lui permet de subvenir à ses besoins.

Olympe de Gouges déménage souvent afin de rester au plus près des personnalités les plus en vue de la vie intellectuelle. Elle fréquente des cercles littéraires, en particulier le salon de Madame de Montesson (femme de lettres et maîtresse officielle de Louis-Philippe, duc d'Orléans). Madame de Montesson, qui soutient les idées révolutionnaires, a la réputation de traiter tous ses invités sur un pied d'égalité, parmi lesquels on trouve les dramaturges mal reçus dans les théâtres royaux, à qui elle permet de jouer. Olympe se passionne pour le théâtre. Elle écrit des pièces et entreprend de lancer sa propre troupe. Son fils, Pierre, tient des rôles de jeune premier.

> « OLYMPE MAÎTRISE MAL L'ÉCRITURE, FAIT DICTER SES PIÈCES À DES SECRÉTAIRES… ET N'HÉSITE PAS À S'EN VANTER ! »

À partir de 1776, Olympe de Gouges figure en bonne place dans l'*Almanach de Paris*, une sorte de bottin mondain. En 1778, elle déménage et s'installe dans le quartier du Sentier où elle s'entoure de journalistes, de philosophes et d'auteurs dramatiques. Elle se lie notamment d'amitié avec Louis-Sébastien Mercier, dont les pièces de théâtre sont reconnues. Il l'aide à retoucher ses écrits. En effet, Olympe, bien que vive d'esprit, maîtrise mal l'écriture et fait dicter ses pièces, produites très vite, à des secrétaires. Elle n'hésite pas à s'en vanter, ce qui offense ses contemporains.

S'IMPOSER DANS UN MONDE D'HOMMES

Les années 1780 lui apportent un début de renommée. En 1784, Beaumarchais fait jouer pour la première fois en public *Le Mariage de Figaro*, une pièce perçue par les aristocrates et les nobles, à commencer par Louis XVI, comme une remise en question de leurs privilèges. Olympe de Gouges s'entiche du personnage de Chérubin, un libertin plein de vivacité, joué par une actrice qu'elle affectionne particulièrement. Elle imagine la suite de ses

Née à Montauban en 1748, Marie Gouze est la fille légitime de Pierre Gouze, un boucher, et d'Anne-Olympe Mouisset. Elle est en réalité la fille naturelle du marquis Lefranc de Pompignan avec qui sa mère entretenait une liaison. Mariée à 17 ans, veuve vers 20 ans, elle part vivre à Paris et devient, sous le nom d'Olympe de Gouges, autrice, comme son père naturel. Elle s'oriente d'abord vers les lettres et la création de pièces de théâtre notamment *Zamore et Mirza ou l'heureux naufrage contre l'esclavage*.
Elle s'engage dans la Révolution française, proche des royalistes puis des Girondins. Constatant que les femmes sont exclues des droits acquis grâce à la Révolution, elle adresse la *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* à la reine Marie-Antoinette. Défenseuse du roi Louis XVI jusqu'à sa mort et opposée à Robespierre, le « *sanguinaire* », elle est arrêtée et guillotinée en novembre 1793 sous la Terreur. **M.N.**

aventures dans la pièce *Les Amours de Chérubin* qu'elle propose au Théâtre italien qui l'accepte, mais Beaumarchais l'apprend et s'offusque. Selon lui, la pièce est « *insoutenable, dénuée de talent dramatique, sans ordre, sans plan, tout juste bonne à jeter au feu* ». Il fait jouer ses relations pour que le Théâtre italien revienne sur sa décision. Olympe de Gouges proteste et lui adresse une lettre dans laquelle elle dénonce sa misogynie : « *Ah ! Caron de Beaumarchais, ah ! Caron de Beaumarchais, vous êtes le véritable ami des femmes ! Permettez-moi de vous dire que vous nous trompez, rien n'est plus faux que vous en faveur de mon sexe* » (*Réminiscences*, 1786). Échaudés par l'altercation rendue publique, plus aucun théâtre ne veut jouer la pièce. Olympe la fait donc publier en 1787 sous le titre *Le Mariage inattendu de Chérubin*. Les critiques se montrent plutôt élogieux et gênés par le comportement de Beaumarchais à l'égard d'Olympe de Gouges.

S'imposer dans le monde du théâtre public est décidément mal aisé pour une femme qui a le verbe haut ! À la même période, Olympe de Gouges écrit *Zamore et Mirza ou l'heureux naufrage*. La pièce relate l'histoire de l'esclave Zamore, vengeur de sa fiancée Mirza, violée, et qui obtient finalement la grâce du gouverneur de l'île. Dans une société encore acquise à l'esclavagisme, le texte d'Olympe se révèle transgressif : il montre que les Noirs sont capables de sentiments et sont donc des humains comme les autres… En 1785, grâce à l'appui de Madame de Montesson, la pièce est acceptée par le Théâtre français (aussi appelé la Comédie française), un des plus renommés. S'ouvre alors une très longue période d'attente pour l'autrice, plus de quatre années de bras de fer avec les comédiens du Français qui traînent des pieds pour mettre la pièce en scène. Constatant que d'autres pièces d'hommes acceptées après la sienne sont déjà programmées, Olympe s'en prend aux comédiens du Français. Elle les compare à une écurie de chevaux dans un message qu'elle leur adresse quelques mois après. Il n'en faut pas plus pour que les comédiens réclament qu'on la conduise à la Bastille. Elle y échappe de peu, grâce à l'intervention d'un de ses amis, peut-être Madame de Montesson ou le chevalier de Cubières qui lui avait dicté le message. Premier avertissement pour cette femme que ses contemporains jugent trop arrogante pour son sexe !

> « ELLE PROPOSE UN IMPÔT SUR LE LUXE ET PRÔNE DANS LES HOSPICES LA CRÉATION D'ESPACES RÉSERVÉS AUX FEMMES POUR ACCOUCHER. »

Après la prise de la Bastille, le 14 juillet 1789, et l'abolition des privilèges dans la nuit du 4 août, la censure s'estompe, les idées changent et la question de l'esclavage est dans l'air du temps. Le Théâtre français, devenu Théâtre de la nation, programme une première représentation en fin d'année, qui reçoit un accueil mitigé, puis deux autres qui ne font pas recette. Les comédiens jouent volontairement mal, puis refusent qu'Olympe de Gouges apporte des modifications à son texte à la suite de certaines critiques. Une quarantaine de loges du Théâtre de la nation sont louées, à l'année, par des colons qui auraient fait pression pour que la pièce cesse d'être jouée.

Bien qu'elle ait envisagé un temps de quitter la France pour produire ses pièces dans une terre plus accueillante, l'Angleterre, l'intrépide Olympe est finalement happée par la Révolution française.

MONTER À LA TRIBUNE

Dans les années d'ébullition intellectuelle qui annoncent la révolution, Olympe de Gouges se prend de passion pour la patrie. Entre 1788 et sa mort en 1793, elle publie ainsi plus de soixante-dix pamphlets révolutionnaires ! Fidèle à la philosophie des Lumières, notamment celle de Jean-Jacques Rousseau et son idée d'état naturel originel, Olympe de Gouges se positionne comme une réformatrice progressiste, qui reste attachée à la monarchie. C'est ce positionnement particulier, proche de Mirabeau qu'elle affectionne particulièrement, qui la conduira à la guillotine.

Fin décembre 1788, alors que les caisses de l'État sont vides, Olympe de Gouges publie ses *Remarques patriotiques* dans lesquelles elle propose un impôt sur le luxe, notamment sur les bijoux et les servants. Elle propose aussi d'ouvrir des maisons pour accueillir les plus pauvres (vieillards, enfants orphelins, veuves sans biens…) et que l'État offre du travail aux ouvriers qui n'en ont pas. Contre la famine provoquée par la spéculation sur les denrées alimentaires, elle propose de confier les terres à l'État pour que chacun puisse cultiver sa parcelle et s'alimenter. Olympe de Gouges imagine aussi des moyens de nettoyer, d'éclairer Paris et de la doter d'une police efficace contre l'insécurité. Elle critique enfin l'organisation des hospices où les parturientes accouchent au beau milieu des malades et prône la

L'ANECDOTE

LA RÉPUDIATION D'UN FILS

La Terreur a mis fin aux bonnes relations qu'entretenait Olympe de Gouges avec son fils, Pierre. Emprisonnée, Olympe ne reçoit aucune nouvelle de lui. Elle essaie de le protéger durant son jugement, alors que le procureur cherche à montrer qu'il partage les mêmes idées qu'elle. Pierre est pourtant suspendu de ses fonctions de chef de brigade, dix jours après la mort de sa mère. Pour les retrouver, il doit la renier publiquement.

Après la Terreur, il change d'attitude et demande à la Convention nationale de réhabiliter sa mère. Il fait parvenir deux volumes des *Œuvres politiques* et une lettre souhaitant que les représentants lui rendent justice. Il prend le nom d'Aubry de Gouges et entreprend de faire jouer certaines des pièces de sa mère.

Sous Bonaparte, pour être confirmé dans son grade, ses supérieurs lui demandent de prouver qu'il n'est pas l'auteur de l'écrit de 1793 reniant sa mère. Il est alors malvenu de manquer de respect à ses parents. Il s'exécute par une déclaration officielle. Il est alors nommé chef de brigade en Guyane alors que l'esclavage, tant condamné par sa mère et aboli en 1794, vient tout juste d'être rétabli. ● **M.N.**



© ALAMY

Oscar Fristrim, portrait de Pierre Aubry de Gouges (18e siècle).

création d'espaces réservés aux femmes qui vont accoucher (les futures maternités).

Olympe de Gouges s'installe à Versailles pour suivre les états généraux de 1789 qui réunissent la noblesse, le clergé et le tiers état. Elle assiste régulièrement aux séances parlementaires et prend position lors des grands événements politiques. Le 22 juin 1791, tandis que le roi en fuite est arrêté à Varennes, elle propose de fonder une garde nationale de femmes actives et zélées pour remplacer celle de la cour du roi qu'elle juge gangrenée.

> « POUR LA FÉMINISTE BENOÎTE GROULT, OLYMPE DE GOUGES EST UNE PIONNIÈRE DE L'INTER-SECTIONNALITÉ. »

En 1791, alors que la Constitution vient d'être adoptée, Olympe de Gouges s'offusque que ces droits (liberté de la personne y compris de ses opinions, égalité, propriété, sécurité…) ne soient accordés qu'aux hommes. En réponse, elle rédige la *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* et l'adresse à la reine Marie-Antoinette. L'idée n'est pas totalement nouvelle, rappelle l'historienne Dominique Godineau. Condorcet, proche d'Olympe de Gouges et favorable à l'inclusion des femmes dans la vie publique, écrit en 1790 *Sur l'admission des femmes au droit de cité*. Un texte anonyme (peut-être de Madame de Cambris) intitulé « Du sort actuel des femmes » et publié le 10 août 1791 dans le *Journal des droits de l'homme*, invite le législateur à étendre aux femmes les droits octroyés aux hommes dans la Déclaration de 1789. Et en 1792, la Britannique Mary Wollstonecraft publie *A Vindication of the Rights of Woman*, un texte dans lequel elle réclame l'égalité entre les femmes et les hommes, et surtout le droit à l'instruction.

« JE LÈGUE MON CŒUR À LA PATRIE »

La *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* d'Olympe de Gouges est un texte engagé (et non pas une réflexion philosophique comme Condorcet) et qui ne se limite pas aux droits civils. Le texte s'adresse directement à la reine (et non au roi, comme il est d'usage) et comprend des articles qui ne figurent pas dans la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, comme celui stipulant que « *la Constitution est nulle si la majorité des individus qui composent la nation n'a pas coopéré à sa rédaction* ». Olympe de Gouges y critique ouvertement la Constitution qui vient à peine d'être achevée et conclut par un « postambule » sur la domination masculine dans lequel elle compare la situation des femmes à l'esclavage des Noirs : « *La raison peut-elle se dissimuler que tout autre chemin à la fortune est fermé à la femme que l'homme achète comme l'esclave sur les côtes d'Afrique ?* », s'interroge-t-elle, tout en reconnaissant que « *la différence est grande, on le sait* » entre ces deux situations. La journaliste et militante féministe Benoîte Groult voit dans cette allusion les prémices d'une réflexion sur l'intersectionnalité. Malgré son originalité, ce texte qui l'a rendue célèbre récemment a été largement ignoré à

l'époque : personne n'en fait état, sauf pour s'en moquer.

Olympe de Gouges a d'autres occasions de manifester sa citoyenneté. Le 3 juin 1792, à la suite de la mort du maire d'Etampes qui a voulu s'interposer lors d'une émeute causée par les prix élevés du grain, une cérémonie nationale s'organise pour le respect de la loi. Olympe de Gouges demande devant l'Assemblée le droit pour les femmes de participer aux cortèges. Les députés accueillent favorablement sa proposition. Elle crée alors une caisse pour réunir les fonds nécessaires au cortège de femmes. La reine Marie-Antoinette verse une grosse somme pour mieux l'attacher à la royauté...

Le 10 août 1792, la monarchie prend fin avec la prise des Tuileries. Olympe de Gouges condamne fermement les massacres. Elle fait imprimer et placarder plusieurs textes dans lesquels elle critique ouvertement les « *sanguinaires* ». Très proche des Girondins, comme Condorcet, Olympe de Gouges se lance dans une véritable diatribe contre Robespierre, à qui elle écrit : « *Je te propose de prendre un bain avec moi dans la Seine ; mais pour te laver entièrement des taches dont tu t'es couvert depuis le 10* (août)*, nous attacherons des boulets de seize ou de vingt-quatre à nos pieds et nous nous précipiterons ensemble dans les flots... Ta mort calmera les esprits et le sacrifice d'une vie pure désarmera le ciel* » (*Réponse à la justification de Maximilien Robespierre,* 1792). Un morceau de bravoure patriotique...

Fin 1792, alors que le procès de Louis XVI s'ouvre, Olympe de Gouges propose de le défendre. Bien qu'elle ne soutienne plus la monarchie, elle refuse qu'il soit exécuté. Une foule s'amasse devant chez elle et un homme l'attrape à sa sortie. Il met sa tête à prix. Elle se rachète pour trente sous. Premier avertissement.

L'intrépide annonce son retrait de la politique pour calmer les esprits, mais elle ne s'y tient pas. Et continue à défendre le roi pour qu'il ne soit pas exécuté. On monte une cabale contre elle. Elle est poursuivie dans Paris par un homme muni d'un bâton... Elle lui échappe. Consciente des risques qu'elle court, elle envisage de déménager du côté de Tours où vit son fils. En juin 1793, alors que plusieurs dizaines de Girondins sont tués, elle écrit son *Testament politique* dans lequel elle se montre très lucide et courageuse face à sa mort : « *J'ai tout prévu, je sais que ma mort est inévitable* (...). *Je lègue mon cœur à la patrie, ma probité aux hommes (ils en ont besoin) ; mon âme aux femmes, je ne leur fais pas un don indifférent* », écrit-elle.

EXÉCUTÉE POUR L'EXEMPLE

Olympe de Gouges est arrêtée en juillet 1793. Elle s'apprêtait à rendre public un de ses derniers écrits, *Les Trois urnes ou le salut de la patrie,* dans lequel elle proposait un référendum pour que les citoyens choisissent entre un gouvernement républicain (un et indivisible), un gouvernement fédéral et un gouvernement monarchique. Or, une loi vient d'interdire tout texte envisageant le rétablissement de la monarchie.

Détenue dans de piètres conditions, Olympe ne cesse de clamer son dévouement à la patrie et réclame son procès pour se justifier publiquement. Malgré sa défense qui conquiert le public, elle est condamnée à l'échafaud le 2 novembre 1793 par un juge proche de Robespierre. Elle est guillotinée le lendemain, non sans avoir réclamé des nouvelles de son fils resté muet durant cet épisode *(lire p. 73)*. Elle lui adresse une dernière lettre juste avant son exécution : « *Adieu mon fils, je ne serai plus quand tu recevras cette lettre. Je meurs mon fils, mon cher fils, je meurs innocente.* » Sur l'échafaud, elle ne vacille pas, elle ne tremble pas, elle ne pleure pas, elle ne formule aucun regret, contrairement à ce que raconteront des témoignages ultérieurs visant à lui nuire, rappelle l'historien Olivier Blanc. « *Enfants de la patrie, vous vengerez ma mort !* », déclare-t-elle juste avant que s'abatte le couperet.

Ce n'est pourtant pas cette direction que prirent les « enfants de la patrie ». Tout comme celle de la femme politique Madame Roland, le 8 novembre, l'exécution d'Olympe de Gouges sert d'exemple pour inciter les femmes à se tenir à l'écart des affaires publiques. Ainsi, le 17 novembre 1793, une feuille du Comité du salut public explique qu'Olympe de Gouges a été condamnée car elle a voulu être un « *homme d'État* » et « *a oublié les vertus qui conviennent à son sexe* ». Le procureur Chaumette, entre autres, qualifie Olympe de Gouges de « *virago* », « *femme-homme* » et explique : « *Nous voulons que les femmes soient respectées, c'est pourquoi nous les forcerons à se respecter elles-mêmes.* » Ainsi fut punie l'intrépidité d'Olympe de Gouges, comme celle de la plupart des femmes qui ont voulu se faire entendre durant la Révolution française. ●

BIBLIOGRAPHIE

- *Guillotinées. Marie-Antoinette, Madame du Barry, Madame Roland, Olympe de Gouges*
  Cécile Berly, Passés/Composés, 2023.
- *Olympe de Gouges. De la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne à la guillotine*
  Olivier Blanc, 1981, rééd. Tallandier, 2022.
- *Olympe de Gouges*
  Michel Faucheux, Gallimard, coll. « Folio », 2018.
- « Olympe de Gouges »
  Dominique Godineau, dans Christine Bard (dir.) *Le Dictionnaire des féministes. France, 18e-21e siècle,* PUF, 2017.
- *Des femmes rebelles. Olympe de Gouges, Flora Tristan, George Sand*
  Michelle Perrot, Elyzad poche, 2014.
- *Ainsi soit Olympe de Gouges*
  Benoîte Groult, Grasset, 2013.



© RÉMI DELIGEON

Scène de tournage du biopic que la réalisatrice Julie Gayet (à droite) a consacré à Olympe de Gouges qu'elle incarne à l'écran (diffusion en 2024 sur France Télévision).

HÉRITAGE

DE LA MAUVAISE RÉPUTATION À LA RÉHABILITATION

Le regard porté sur cette pionnière, ignorée voire méprisée de son vivant et pendant deux siècles, n'a commencé à changer que très récemment.

De son vivant, Olympe de Gouges est considérée par les habitants de Montauban dont elle était originaire comme une « *fille perdue* » indique l'historienne Michelle Perrot. Selon eux, trop belle pour être honnête et vertueuse, elle aurait tenté sa chance à Paris comme tous les jeunes gens ambitieux, rebutés par la province.

En tant que dramaturge, Olympe de Gouges s'attire des critiques. Outre l'hostilité de Beaumarchais et du Théâtre français, le célèbre Restif de la Bretonne la considère comme une courtisane avec des prétentions littéraires, mais qui maîtrise mal le français et parle avec un accent méridional. Mais peu de personnes maîtrisent parfaitement la langue française à cette époque et Olympe de Gouges a grandi avec une culture orale, qui la familiarisait peu au maniement de la plume.

Olympe de Gouges est aussi soupçonnée d'avoir fait commerce de ses charmes. On lui attribue de nombreux amants : Biétrix, l'officiel, mais aussi le duc d'Orléans, Philippe Égalité. Mais encore fois, il est alors de coutume d'attribuer aux femmes seules des amants, nuance Olivier Blanc, selon lequel Olympe n'en a pas abusé. Pour preuve : il n'a pas retrouvé d'écrits lui attribuant des mœurs tapageuses. Vers la fin de sa vie, les positions politiques d'Olympe de Gouges lui valent d'être qualifiée de folle et d'extravagante par ses adversaires.

Olympe de Gouges obtient un début de reconnaissance au 19e siècle, lorsque l'abbé Grégoire, une des grandes figures de la Révolution française, publie *De la littérature des Nègres* (1808) et la cite parmi ceux qui ont combattu l'esclavage.

Elle est ensuite ignorée par les historiens, notamment en raison de son hostilité envers le mariage, alors que cette institution restait fondamentale pour la vie sociale. Au début du 20e siècle, le docteur Guillois publie *Une étude médico-psychologique sur Olympe de Gouges. Considérations générales sur la mentalité des femmes pendant la Révolution française*. Olympe de Gouges apparaît alors comme une détraquée, une mélancolique, avide de parler dans les assemblées et de prendre les armes. Une image qui contredit la plupart des écrits pacifistes de l'intéressée.

Il faut attendre la fin du 20e siècle pour voir l'image d'Olympe de Gouges s'améliorer. La première biographie fondée sur le recours systématique à des sources historiques est publiée en 1981 par Olivier Blanc et est régulièrement rééditée depuis. D'autres, publiées ultérieurement *(bibliographie p. 75)*, s'appuient pour la plupart sur les travaux d'Olivier Blanc.

En 2013, son nom est proposé pour entrer au Panthéon. Une demande réitérée par un collectif d'historiens, d'écrivains et d'élus en 2023 (« Olympe de Gouges, symbole exemplaire de féminisme et d'humanisme, doit entrer au Panthéon », *Le Monde*, 7 janvier 2023). Enfin, la *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* est inscrite dans les programmes scolaires pour le baccalauréat 2021-2024. **M.N.**

● 28 MARS 1985

Thierry Chaput (designer, à gauche) et Jean-François Lyotard (philosophe) inaugurent au Centre Pompidou une exposition visionnaire qui invite à repenser la création artistique à l'heure où la technoscience informatique bouleverse les relations des mots et des choses, de l'humain et du non-humain.



© CENTRE POMPIDOU, MNAM-CCI BIBLIOTHÈQUE KANDINSKY, DIST. GRANDPALAISRMN/JEAN-CLAUDE PLANCHET


© SAMUEL BERTHET

● **FRANÇOIS DOSSE**
HISTORIEN DES IDÉES, ÉPISTÉMOLOGUE

LE JOUR OÙ...

s'ouvre l'exposition « Les Immatériaux »

En mars 1985 au Centre Pompidou, le philosophe Jean-François Lyotard et le théoricien du design Thierry Chaput inaugurent une exposition novatrice. Sous le nom des « Immatériaux », ses concepteurs déplacent le modèle initial du primat de la communication vers celui d'une production technoscientifique de la réalité sensible, langagière, artistique, et du langage au sens le plus général.

Dès ce milieu des années 1980, Lyotard, qui a publié en 1979 *La Condition postmoderne* (Minuit), est convaincu que notre rapport au monde a basculé vers le virtuel et se déploie à partir d'algorithmes qui constituent notre nouvel environnement. Cette exposition doit mettre en scène notre nouveau rapport à un monde dématérialisé et délinéarisé. Elle propose au visiteur cinq parcours, dont chacun est une déclinaison de la syllabe « mat » : matériau, matrice, matériel, matière et maternité.

Cette exposition est l'occasion de repenser la création artistique à l'heure où la technoscience informatique et électronique bouleverse les relations des mots et des choses, de l'humain et du non-humain. À la linéarité moderne, Lyotard substitue une déconstruction des stéréotypes ainsi qu'un changement d'échelle privilégiant le monde instable des interactions. Le concept d'« immatériaux » ne renvoie pas vraiment à la matière ni à l'immatériel, mais à une complexification de la notion même de matière, à un entre-deux.

Le titre originel de l'exposition devait être « Matériaux nouveaux et création ». Jean-François Lyotard a récusé le projet initial en le transformant en un véritable manifeste de la postmodernité, jalon majeur dans l'histoire du rapport entre art et technologie. Quand Lyotard reçoit cette proposition d'expositions sur les « nouveaux supports » pour le Centre Pompidou, il vient à peine de publier *Le Différend* (Minuit, 1983) qui est une théorie de la phrase, dans le cadre de ce qu'on pourrait appeler une ontologie du singulier, de l'événement, de ce qui arrive. La forme du jugement la plus appropriée est alors, selon Lyotard, le jugement esthétique au sens d'Emmanuel Kant parce qu'il est réflexif, et qu'à partir d'un cas, on doit pouvoir inférer une loi. Lyotard invite le visiteur, qui se trouve à la fois libre et désorienté, à un parcours de multiples possibles dans une structure labyrinthique sans fil directeur, caractéristique de l'indécidabilité de l'univers postmoderne. Les écouteurs fournis, qui relient et isolent tout à la fois, produisent un ambivalent sentiment d'atomisation. Confronté à un parcours non balisé, le visiteur se trouve acculé à construire son propre parcours, à s'engager dans l'action et le mouvement selon les règles d'une pragmatique qui révèle une fragilisation de l'humain, de sa conviction de contrôle des objets.

Dès le milieu des années 1980, Lyotard est convaincu que notre rapport au monde a basculé vers le virtuel et se déploie à partir d'algorithmes.

Dans cet univers complexe et mouvant, le visiteur expérimente sa propre plasticité : « *Nous sommes nous-mêmes des matériaux* », dit Jean-François Lyotard. Il est placé en situation d'investigation, se laissant interpeller par les voix et les musiques, en même temps que par les différents lieux visibles. Les œuvres montrées sont fort diverses : un bas-relief égyptien, des photographies anciennes ou contemporaines, des prothèses de peau associées à une combinaison d'astronaute, des vidéos, des notes de Marcel Duchamp, une carte IGN, des matériaux divers sous l'aspect de photographies au microscope électronique, des œuvres modernes, des images médicales et scientifiques, des peintures, des images de synthèse, etc.

Cette exposition fait date comme représentation d'un état instable de la postmodernité, entre sentiment mélancolique d'un monde perdu et réouverture jubilatoire devant la démultiplication des possibles ; la prise de conscience de la complexité de la représentation et de sa matérialisation prenant simultanément divers visages... ●

LE LIVRE DU MOIS

DOMESTIQUER N'EST PAS DOMINER

La révolution néolithique n'a pas scellé le sort de nos rapports avec la nature. Ce sont des ruptures civilisationnelles plus tardives qui ont instauré son exploitation et sa marchandisation.

C'est un impressionnant travail de recherche et de synthèse que livre Charles Stépanoff après ses travaux remarqués sur le chamanisme sibérien et sur la chasse. L'anthropologue mène dans son dernier ouvrage une relecture des évolutions des sociétés humaines en s'appuyant sur de nombreux exemples à travers le monde, qui éclaire notamment les mutations de notre rapport au vivant. Outre sa foisonnante érudition, c'est la vue d'ensemble et la capacité de l'auteur à nous restituer la complexité du réel qui frappe. En effet, les schémas classiques, pour rassurants qu'ils soient, décrivaient une évolution générale de l'humanité qui ne résiste pas à l'épreuve des faits.

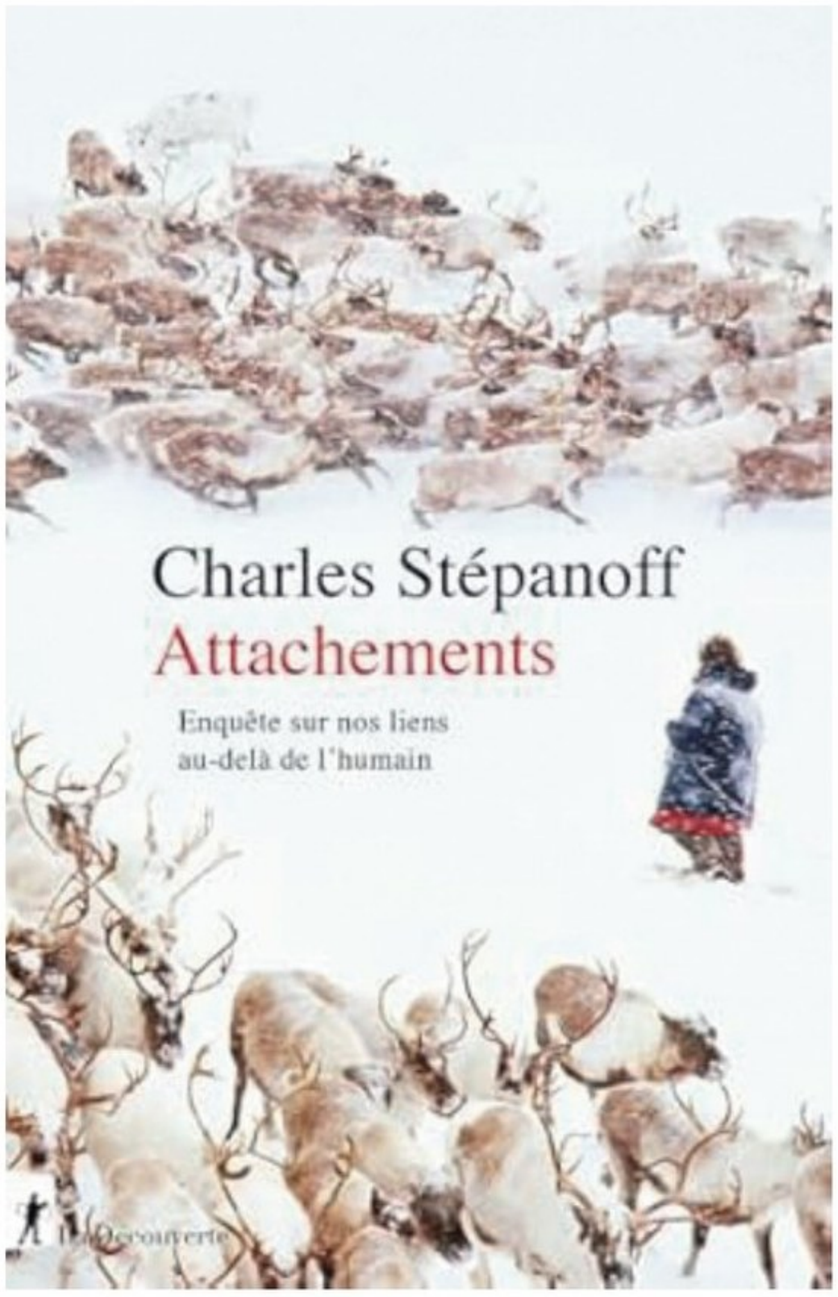
Rappelons que deux scénarios étaient jusqu'ici en concurrence. Le premier veut que l'adoption de l'agriculture ait entraîné la sédentarisation et l'apparition d'une hiérarchie de fonctions : ceux qui cultivent la terre, ceux qui se chargent de stocker son produit et ceux qui tissent des liens avec les puissances invisibles. Le second, formulé plus récemment, envisage la sédentarisation et l'adoption de l'agriculture comme le résultat d'un choix collectif des membres de la communauté. Dans un cas comme dans l'autre, l'évolution est à sens unique comme s'il y avait une nécessité à ce que les groupes humains passent par ces stades de développement, des plus simples aux plus complexes.

Or, ce que montre Charles Stépanoff, c'est que non seulement ces étapes ne suivent pas un ordre déterminé et que des retours sont courants. Ainsi, les Tozhu, éleveurs de rennes à la chute de l'URSS, tendent aujourd'hui à nomadiser de nouveau. Ce fut le cas, différent certes, du retour à l'autarcie des petites communautés paysannes nées de la chute de l'Empire romain. On sort ici d'une conception issue notamment des Lumières qui, notamment sous la plume de Buffon, voit dans la domestication animale la condition décisive du passage de la barbarie à la civilisation. Là encore, les faits sont plus complexes. Les chasseurs-cueilleurs pratiquaient la domestication sans en vivre, et les petites sociétés pastorales ne sont pas pour autant coupées de la nature sauvage, pas plus que leurs troupeaux. Mais contrairement à l'élevage, tel que nous le connaissons aujourd'hui, ces domestications n'a pas entraîné l'exploitation des animaux et leur marchandisation. C'est l'insertion des hommes dans leur écosystème proche, la densité des liens tissés avec le vivant qui font la différence. Dans les mythes et les croyances des cultures traditionnelles, on trouve suffisamment de preuves que la domestication n'a pas mis fin aux rapports d'échange et de respect que ces sociétés entretiennent avec la nature sauvage.

RUPTURE MODERNE, RUPTURE URBAINE

Charles Stépanoff réfute à ce titre trois thèses classiques. Les espèces domestiques ne sont pas des créations artificielles humaines, mais le produit d'une coévolution de l'homme et de l'animal. Ce dernier n'est pas dans une dépendance vitale vis-à-vis de l'humain, et la domestication n'instaure pas la domination humaine de la nature. En revanche, deux autres étapes ont selon lui joué un rôle essentiel : la « rupture moderne » et la « rupture urbaine ».

En Occident, aux 17e et 18e siècles, s'impose l'idée d'une amélioration des espèces. Sous l'impulsion des avancées scientifiques et du marché, des variétés de plus en plus spécialisées de plantes et d'animaux vont être produites. La sélection des espèces domestiques s'opère sous la direction de l'État, à la différence de la sélection naturelle.



BIOGRAPHIE

Charles Stépanoff, anthropologue, est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (chaire Religions de l'Asie septentrionale et de l'Arctique). Il est l'auteur de *Voyager dans l'invisible. Techniques chamaniques de l'imagination* et de *L'Animal et la mort. Chasse, modernité et crise du sauvage* (La Découverte, 2019 et 2021).

- ***Attachements Enquête sur nos liens au-delà de l'humain***
  Charles Stépanoff,
  La Découverte,
  2024, 640 p., 27 €.

Les savoirs spécialisés remplacent les connaissances locales et mènent à l'extension agraire. C'est la « rupture moderne ».

Quant à la « rupture urbaine », elle fait dépendre les populations de sources lointaines qu'ils ne contrôlent pas. Elle signe la séparation entre producteurs et consommateurs, entre milieu nourricier et espace habité : qui de nous est aujourd'hui capable de produire sa propre alimentation ? Les êtres deviennent des choses produites pour des marchés reliés par des réseaux dilatés.

À l'inverse, les réseaux denses entretenus avec le vivant par certaines populations non occidentales sont une source de savoirs et de pratiques, d'intelligence écologique, qui maintiennent une horizontalité entre humains et non-humains. C'est la séparation entre nature et culture qui, dans les sociétés urbanisées, a conduit à voir dans les écosystèmes des ressources simplement exploitables. Mais cette conception est relativement récente dans notre histoire, environ trois siècles. Elle s'est accompagnée d'une déperdition sans précédent des savoirs locaux : nos enfants sont bien souvent plus familiers des dinosaures en papier que des espèces vivantes qui les entourent.

C'est d'autant plus dommage, remarque l'auteur, que les humains possèdent la faculté exceptionnelle de pouvoir communiquer avec des êtres qui ne parlent pas leur langage. Vivre avec les animaux, comme on le faisait encore sous nos latitudes jusqu'au 18e siècle, les observer, les soigner permettait de mieux les comprendre. Aujourd'hui encore, un enfant des tribus nomades d'Asie centrale, encouragé par ses proches, peut interpréter les réactions des chevaux, leurs hennissements. La maîtrise de ces codes, l'ouverture à l'autre, se fait également vers l'invisible, les dieux, les esprits, les défunts mais aussi le ciel, les rivières, les vents. Cette densité des réseaux intersubjectifs est une forme de reconnaissance et d'acceptation de la différence. Tout le contraire de ce que représente dans nos têtes le bétail de rente, ces « *choses détachées* » qui n'ont de valeur qu'en fonction de nos besoins.

Ajoutons une leçon que, peut-être par discrétion, l'auteur ne tire pas explicitement : au vu de cette révision de l'histoire humaine, renouer avec l'environnement proche et réapprendre à en vivre n'impliquerait, même aujourd'hui, ni de renoncer à la compagnie des bêtes ni de condamner les espèces domestiques à disparaître.

● **THIERRY JOBARD**

Économie



- ***The Capitalist Manifesto. Why the global free market will save the World***
Johan Norberg, Atlantic Books, 2023, 352 p., 17,72 €.

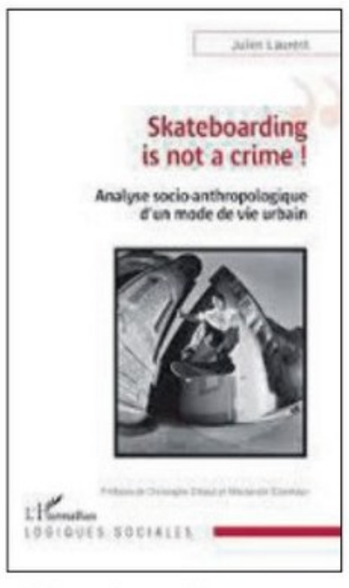
UN CATÉCHISME LIBERTARIEN

Le capitalisme et la doctrine du libre-échange sont souvent décriés. On les a entre autres accusés de permettre aux pays riches de s'enrichir sur le dos des pays en développement. De nos jours, les pays riches se plaignent de voir ceux qui le sont moins profiter des délocalisations et mettre leurs travailleurs au chômage. D'où un appel récurrent dans les mouvements populistes de droite comme de gauche pour la mise en place de barrières douanières. Mais, selon l'essayiste suédois Johan Norberg, ces accusations ne sont pas fondées.

Dans ce manifeste, il affirme que le libre-échange a permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté et que la « casse sociale » dans les pays développés n'est pas due à l'ouverture des frontières. Quant aux inégalités économiques entre pays, elles ne proviendraient pas non plus du capitalisme, mais d'une inégale pratique du libre-échange : les pays qui l'implémentent s'enrichissent ; ceux qui ne le font pas restent pauvres. Ainsi, selon l'auteur, c'est bien en adoptant des mesures de libre-échange que la Chine et l'Inde ont tiré leur population de la grande pauvreté. Selon l'auteur, d'une manière générale, plus les pays encouragent le libre-échange, plus leur croissance est élevée, plus la pauvreté diminue, plus la corruption baisse, plus le sentiment de bien-être grandit et plus le respect des droits humains s'affirme. Johan Norberg va jusqu'à soutenir, exemples à l'appui, que les politiques de redistribution des richesses réduisent moins la pauvreté que ne le fait la liberté accordée à chacun d'investir là où bon lui semble.

Selon l'auteur, la force du capitalisme repose essentiellement sur sa « *sagesse socratique* », c'est-à-dire sur la reconnaissance du fait qu'un gouvernement, aussi avisé soit-il, ne peut savoir ce qu'il y a de mieux à faire pour le bien-être de sa population. Mieux vaudrait donc laisser les citoyens libres de choisir eux-mêmes et laisser la recherche du profit guider l'innovation. Bien sûr, cette thèse libertarienne est loin de prendre en compte tous les aspects du problème de la pauvreté. Mais l'intérêt de cet essai est justement d'appuyer son propos sur de nombreux travaux de recherche. ● THOMAS LEPELTIER

Sociologie



• ***Skateboarding is not a crime ! Analyse socio-anthropologique d'un mode de vie urbain***
Julien Laurent, L'Harmattan, 2024, 224 p., 24 €.

À CHACUN SES *TRICKS*

Pendant quelques jours, le skate a eu son heure de gloire sur la place de la Concorde lors des Jeux olympiques de Paris 2024. Ce coup de projecteur sur une pratique qui revendique sa liberté, voire affiche une certaine méfiance vis-à-vis des institutions, a éveillé la curiosité du public. C'est précisément à ce sport de glisse venu de Californie que Julien Laurent consacre son ouvrage.

Skateur lui-même, l'auteur s'appuie ici sur une enquête qui s'étale sur plus de trente ans, auprès de différents pratiquants, à Nice, à Montpellier, en Californie. Il y décrit un mode de vie et une philosophie qu'il qualifie de « *DIY fuck off attitude* » héritée du mouvement punk des années 1980 et réactualisée par le mouvement hip-hop la décennie suivante.

Au fil des pages, le sociologue décrit avec minutie les relations qui se nouent entre les skateurs et reposent sur un subtil mélange de défis ludiques et techniques. Autrement dit, il s'agit de réussir les figures (« *tricks* ») les plus complexes pour espérer avoir une place dans la communauté, sans pour autant se soumettre à des règles de classement trop formalisées.

La lecture interactionnelle de la microsociologie américaine – et notamment celle d'Erving Goffman – est ici précieuse pour comprendre la nature des rites qui définissent l'intégration au groupe : les techniques corporelles s'apprennent en observant. Il n'existe pas de répertoire universel qui serait transmis : il faut trouver son propre style. Et si le skateboard est bien une pratique individuelle, les acrobaties n'ont de valeur que si elles sont réalisées devant un groupe de pairs et admirées par un public, que ce soit dans la rue ou dans l'arène d'un skatepark.

● **FRÉDÉRIQUE LETOURNEUX**



• ***Résister à la culpabilisation. Sur quelques empêchements d'exister***
Mona Chollet, Zones/La Découverte, 2024, 272 p., 20 €.

DÉMONS INTÉRIEURS

Une petite voix s'élève dès la première page : « *Ce n'est pas possible d'être aussi conne !* » Le ton est donné. La journaliste et essayiste Mona Chollet se livre dans ce nouvel ouvrage à un exercice d'introspection salutaire : qu'est-ce qui fait que résonne régulièrement en nous cette voix intérieure hypercritique et culpabilisante qui nous fait douter ? Comme à son habitude, l'autrice se livre à une enquête mobilisant sources littéraires, témoignages – notamment puisés sur les réseaux sociaux et dans les magazines – et références scientifiques.

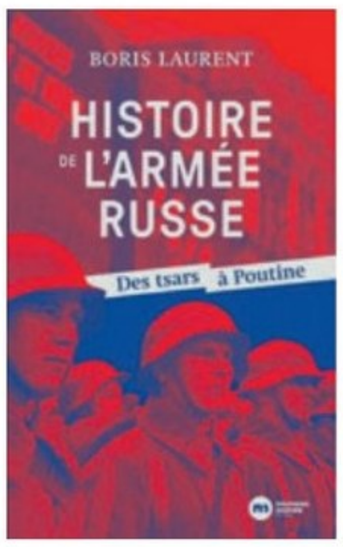
Le propos se situe davantage du côté de la sociologie que de la psychologie, soulignant le rôle joué par les pesanteurs sociales dans la construction de cet ennemi intérieur auquel sont davantage exposées les catégories dominées affectées de stéréotypes négatifs : les enfants, les femmes, les minorités sexuelles, ethniques ou raciales. Poursuivant le travail de déconstruction des normes de genre déjà initié dans de précédents ouvrages, Mona Chollet fait retour sur la figure biblique d'Ève comme point de départ de la longue culpabilisation des femmes. Elle n'oublie pas de rappeler aussi les effets délétères de cette injonction à être tout à la fois une bonne mère, une bonne épouse, une bonne professionnelle. L'originalité de l'ouvrage se situe certainement dans la dernière partie consacrée au militantisme. Mona Chollet y parle de ses engagements, notamment pour les causes palestinienne et environnementale, et exprime aussi ses doutes. Peut-on (doit-on) continuer à être heureux/heureuse ou à désirer l'être quand on a une conscience aiguë de ce qui se passe autour de nous ? Avouant redouter « *l'effet vase clos des cercles militants* », elle répond définitivement par l'affirmative, et invite à ne pas ajouter l'impuissance à la liste de nos motifs de culpabiliser. ● F.L.

Histoire

BOIRES ET DÉBOIRES DE L'ARMÉE RUSSE

L'armée tsariste russe, « *gangrenée par la corruption* », a fait une entrée catastrophique dans le 20e siècle. Après avoir coulé les deux tiers de la flotte impériale en 1904, le Japon, soutenu par l'Angleterre et armé par l'Allemagne, récupérera Port-Arthur, la Corée, le Liaodong et le Sud des îles Sakhaline. Dans ce conflit, une seule bataille fut décisive, alors qu'ailleurs s'élabore une conception des guerres futures « *longues et coûteuses* » : alliant armée, industrie et nation, elles viseront à l'épuisement de l'ennemi plutôt qu'à sa destruction. Mais l'armée russe n'est pas prête à cela en 1914. Il lui fallait trois millions d'obus par mois pour avoir une chance de l'emporter quand les généraux se contentaient d'un million et demi : le sacrifice des soldats devait compenser, mais l'Empire russe s'effondre quand même en 1917.

La suite du récit est chronologique, incluant chiffres et portraits détaillés de stratèges et de dirigeants russes. Il rappelle l'emploi de la famine en Ukraine (1931-1934), les huit cent mille condamnations de « contre-révolutionnaires » (1937-1938) et poursuit avec l'examen du rôle de la Russie après les « printemps arabes ». On passe des règnes de Staline, Khrouchtchev, Brejnev, Gorbatchev et Eltsine (sous ces derniers les officiers revendent en sous-main le matériel militaire), pour parvenir à celui de Poutine et aux guerres russo-géorgienne et d'Ukraine. La Russie renouvelle alors son arsenal nucléaire et adopte la doctrine, développée entre 2014 et 2020, de son utilisation en premier dans un conflit conventionnel qu'on ne peut gagner. À compter de 2012, l'informatique est mise en avant, alors que deux conceptions rivalisent : celle d'une guerre *high-tech* et sans contact, et celle d'une attaque classique, avec des troupes au sol. L'auteur souligne la place grandissante des Spetsnaz, forces spéciales chargées de sabotages, de désinformation et de l'élimination ciblée d'adversaires. En 1968, ce sont elles qui prennent le contrôle de l'aéroport de Prague, en 1979 débarquent à Kaboul en uniforme afghan, ou encore interviennent en vêtements civils en Crimée (2014), empêchant les autorités de Kiev de donner l'ordre de tirer. Au 18e siècle, Catherine II écrivit à Voltaire : « *Nous n'avons pas d'autres moyens de garantir nos frontières que de les étendre.* » Selon certains dirigeants russes, aujourd'hui encore, « *la Russie ne peut être qu'empire, ou ne pas être* ». ● **GÉRALD GAILLARD**



• ***Histoire de l'armée russe. Des tsars à Poutine***
Boris Laurent, Nouveau Monde, 2024, 560 p., 24,90 €.

REMETTRE L'HISTOIRE SUR SES RAILS

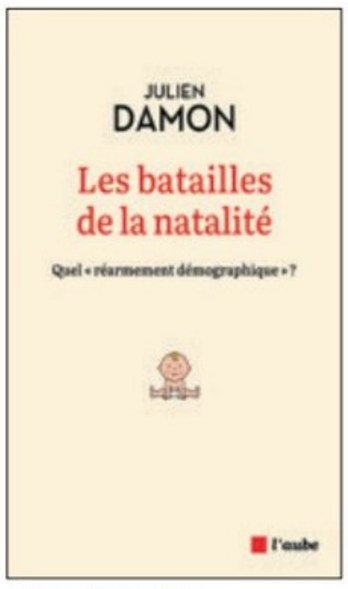


• ***Nous avons tous la même histoire. Les défis de l'identité***
Jean -Frédéric Schaub, Odile Jacob, 2024, 240 p., 22,90 €.

Dans cet essai à fois dense, argumenté et librement écrit, Jean-Frédéric Schaub jette un regard critique sur le paysage historiographique contemporain et prend la défense d'une approche scientifique et comparative de l'histoire, aussi globalisée soit-elle. Même s'il nomme rarement ses cibles (sinon en note finale), c'est aux thuriféraires les plus radicaux des études culturelles, subalternes, postcoloniales ou féministes qu'il adresse ses reproches. Si l'histoire a longtemps été mise au service du roman national européen – et justement critiquée pour cela –, elle tombe dans le même travers lorsqu'elle prétend ne puiser ses vérités qu'auprès de la mémoire particulière d'une catégorie d'acteurs. Pis encore, lorsqu'elle postule que leurs affects sont inaccessibles à l'historien étranger à leur catégorie. Ce disant, Jean-Frédéric Schaub vise, entre autres, une certaine histoire coloniale qui, pour des besoins de justice rétroactive, rejette tout autre point de vue que celui des dominés et essentialise leur identité.

Or, souligne-t-il, le colonialisme n'étant pas une exclusivité occidentale, son histoire ne peut se réduire à l'épisode quadriséculaire de l'expansion européenne. Il s'est exercé de manière interne en Europe, et continue de le faire en Russie et en Chine. De même, le racisme et l'esclavagisme, dont les formes ont été universelles et les usages politiques multiples, ne peuvent être attribués à une source européenne unique, que des théoriciens s'affairent à dater selon leurs convenances. En conclusion, Jean-Frédéric Schaub plaide – exemple à l'appui – pour une pratique empirique et proche du terrain du travail de l'historien. L'histoire, selon lui, n'équivaut pas à un plaidoyer mis au service d'une cause présente aussi juste soit-elle, ni à un roman à mettre au compte d'une certaine fatigue académique. ● **NICOLAS JOURNET**

Démographie



• ***Les batailles de la natalité. Quel « réarmement démographique » ?***
Julien Damon, L'Aube, 2024, 168 p., 17,90 €.

NAISSANCES EN BERNE : COMMENT REDRESSER LA BARRE ?

Il y a dix ans encore, la France se félicitait de sa natalité équilibrée et supérieure à la moyenne en Europe. Même si le pays conserve un peu d'avance, il connaît depuis une chute de fécondité qui, si elle se poursuit, affectera le renouvellement des générations et la pyramide des âges. D'où la déclaration très commentée du président Macron en janvier 2024 annonçant un « *réarmement démographique* ». Sans s'attarder sur le parfum militaire du propos, Julien Damon, bon connaisseur du sujet, s'interroge sur les mesures administratives, fiscales et sociales dont disposent les autorités politiques pour agir sur la natalité et, au bout du compte, la démographie de leur population. Prenant exemple sur des pays diversement affectés, il prévient d'emblée : les effets sont ténus, lents et incertains, car avoir des enfants est, en régime démocratique au moins, une décision intime. Les politiques profamille en Russie, en Hongrie, au Japon ou en Corée ne donnent que peu de résultat, voire pas du tout.

En France, la fécondité est inégalement répartie : c'est aux deux extrémités du spectre socioéconomique qu'elle est la plus élevée, et dans les classes moyennes qu'elle est la plus basse. Julien Damon se propose donc de lisser (un peu) la courbe, et pour cela avance trois terrains d'action privilégiés : le logement, l'accueil organisé de la petite enfance et l'aide aux recompositions familiales. L'idée, selon lui, n'est pas de rêver à des familles nombreuses avec mères au foyer, mais de faciliter le travail des femmes, d'encourager fiscalement dès les premières naissances et de lutter contre la solitude monoparentale, qui entrave la poursuite de la fécondité. Cela revient à ne pas se focaliser sur le fameux « troisième enfant », mais à aider tous les couples, quels que soient leur composition et leur statut, à devenir ou redevenir parents. Quitte à faire concurrence à Meetic et à Tinder… Nul doute que Julien Damon sera lu avec intérêt en haut lieu. ● **N.J.**

sciences HUMAINES
scienceshumaines.com

38, RUE RANTHEAUME, BP 256
89004 AUXERRE CEDEX

Relation clients
Ventes et abonnement :
03 86 72 07 00
serviceclients@scienceshumaines.fr
Sylvie Rilliot - Mélina Lanvin
Bénédicte Marrière

RÉDACTION
Directrice de la rédaction
Héloïse Lhérété
@HeloiseLherete
Rédactrice en chef adjointe
Cécile Peltier
cecile.peltier@scienceshumaines.fr
Premier secrétaire de rédaction
Frédéric Peylet
frederic.peylet@scienceshumaines.fr
Rédacteurs
• Nicolas Journet
Chef de la rubrique *Lire,*
nicolas.journet@scienceshumaines.fr
• Maud Navarre
Chef de la rubrique *Référence*
maud.navarre@scienceshumaines.fr
• Jean-Marie Pottier
jmpottier@scienceshumaines.fr
• Fabien Trécourt
Chef de la rubrique *Dossier*
fabien.trecourt@scienceshumaines.fr
• Élisabeth Sourdillat
Iconographe
• Hugo Albandea
Rédacteur Web
et réseaux sociaux
hugo.albandea@scienceshumaines.fr
• François Dosse
Chroniqueur *Histoire des idées*

Ont collaboré à ce numéro
Sybille Buloup, Adèle Cailleteau, Vincent Capdepuy, Ève Charrin, Gérald Gaillard, Béatrice Kammerer, Thibault Le Hégarat, Thomas Lepeltier, Frédérique Letourneux, Régis Meyran, Romain Pigeaud, Axelle playoust-Braure, Laurent Testot, Salomé Tissolong, Tigrane Yegavian.

Secrétariat de rédaction et révision
Renaud Beauval

Conseillères de la rédaction
Martine Fournier
Sophie Gherardi

Direction artistique
Isabelle Mouton

Chef de projet Web
Steve Chevillard

Assistant webmestre et secrétaire documentaliste
Alexandre Lepême
03 86 72 17 23

ADMINISTRATION
Directrice de publication :
Nadia Latrèche

Comptabilité
Carole Charreau : 03 86 72 07 02

Livres des éditions Sciences Humaines
Agathe Guillot
agathe.guillot@scienceshumaines.fr

Promotion - Publicité
Patricia Ballon : 03 86 72 17 28
contact.annonceurs@scienceshumaines.fr

Sciences Humaines est édité par Sciences Humaines communication, SAS au capital de 214 790 €,
RC Auxerre B 379 865 975
Siège social
38 rue Rantheaume, Auxerre

Actionnaire majoritaire et présidente :
SAS Philo éditions.

Directrice générale :
Nadia Latrèche

Diffusion : MLP
Réassort dépositaires et diffuseurs de presse, joindre TBS services :
01 40 94 22 23
Titre modifiable sur le portail-diffuseurs :
www.direct-editeurs.fr

IMPRIMERIE SIEP
ZA Les Marchais
77590 Bois-le-Roi
Origine du papier : Allemagne
Taux de fibres recyclées : 0%
Certification: PEFC
« Impact sur l'eau » : Ptot 0.017 kg/t

Conception graphique et Conception de la couverture :
Rampazzo & Associés

Couverture :
©Jean-Michel Tixier
Conception : Sophie Villette

Titres et chapôs sont de la rédaction.
Un encart « Sciences Humaines » est posé sur une partie des magazines.

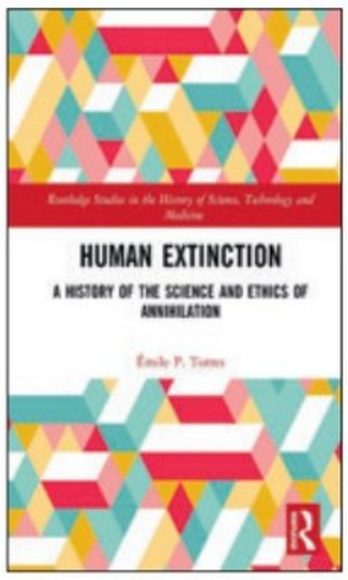
Commission paritaire :
0527 D 81596
ISSN : 0996-6994

Dépôt légal à parution.
Imprimé en France

PEFC 10-32-2813

LE TRI + FACILE

International

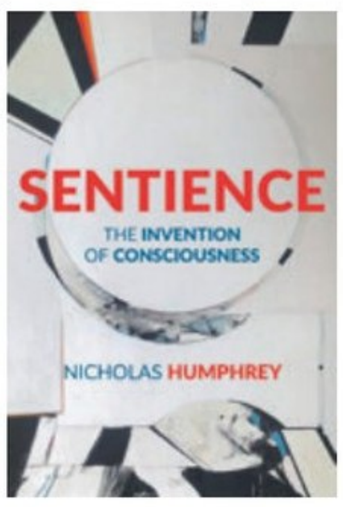


• ***Human Extinction. A history of the science and ethics of annihilation***
Émile P. Torres, Routledge, 2023, 542 p., 49,52 €.

L'EXTINCTION DE L'HUMANITÉ EST-ELLE UN PROBLÈME ?

De nos jours, les cris d'alarme sur la situation environnementale nourrissent l'idée que les humains pourraient disparaître de la surface de la Terre. Mais d'où vient cette idée d'une possible extinction de l'humanité et comment l'interpréter ? Dans cette somme sur le sujet, l'historien des idées Émile Torres commence par montrer qu'elle est relativement nouvelle. Elle n'émerge en effet qu'à partir du 19e siècle avec le délitement des croyances religieuses et le développement de la thermodynamique qui prédit la mort de l'Univers. Puis, au milieu du 20e siècle, la perspective que l'humanité a elle-même développé les moyens de sa propre annihilation, notamment avec l'arsenal nucléaire, fait son irruption dans les consciences. D'un seul coup, la fin est vue comme potentiellement proche. Enfin, le 21e siècle voit l'irruption de discours apocalyptiques, que ce soit à cause du réchauffement climatique ou d'une éventuelle prise du pouvoir par les intelligences artificielles.

Emile Torres analyse ensuite les conceptions éthiques qu'écrivains et philosophes ont développées à propos de ces perspectives d'extinction. Pour certains, la fin de l'humanité serait une catastrophe morale, car elle mettrait un terme au développement de ses potentialités. Mais d'autres défendent la thèse que ne plus exister n'est pas un problème en soi, car personne ne pâtit d'une non-existence. Seule la façon dont l'humanité viendrait à disparaître pourrait être problématique, notamment si la cause de l'extinction entraînait beaucoup de souffrances. Enfin, pour d'autres penseurs encore, la fin de l'humanité serait une bonne chose, car elle permettrait de diminuer les souffrances sur Terre. Toutes ces conceptions ont leurs forces et leurs faiblesses. Emile Torres ne reste pas neutre à ce sujet et, tout en encourageant l'humanité à faire des efforts pour ne pas disparaître, admet que la planète pourrait s'en trouver mieux si cela arrivait. Au-delà de sa propre position, son livre se distingue par la richesse des analyses historiques et philosophiques qu'il propose. Passionnant. ● **T.L.**



• ***Sentience. The invention of consciousness***
Nicholas Humphrey, Oxford University Press, 2022, 256 p., 12,38 €.

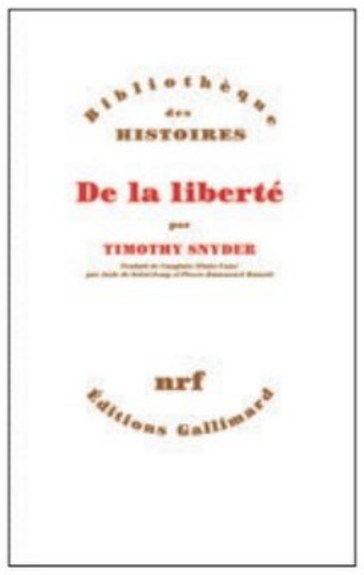
LA CONSCIENCE A LE SANG CHAUD

Selon le *Dictionnaire Larousse*, la sentience est, chez un être vivant, la capacité à ressentir des émotions, de la douleur ou du bien-être, et à percevoir de façon subjective son environnement. La grande question est de savoir quels sont les êtres vivants qui en sont doués. De nos jours, les spécialistes ont tendance à penser que la plupart des animaux sont sentients. Par exemple, longtemps sujet de débat, la sentience des insectes est de plus en plus acceptée. Mais, dans ce livre, le psychologue Nicholas Humphrey prend le contre-pied de cette approche inclusive. Selon lui, seuls les mammifères et les oiseaux, c'est-à-dire les animaux à sang chaud, seraient sentients. S'appuyant sur l'exemple de la vision aveugle, qui désigne le phénomène à travers lequel des personnes dont les aires corticales visuelles ont été endommagées conservent une perception visuelle sans en avoir conscience, Humphrey estime qu'il ne faut pas induire la sentience à partir de comportements qui semblent manifester une intelligence ou des préférences.

Un système nerveux centralisé et des comportements d'évitement ne seraient donc pas suffisants pour attester la sentience. Comme Nicholas Humphrey le rappelle, une grenouille dont on a détruit le cerveau peut ainsi frotter avec sa patte une partie de son corps sur laquelle a été déposé un produit irritant. Pour être sentient, il faudrait donc non seulement posséder des caractéristiques physiologiques particulières, mais aussi vivre dans un contexte où le sentiment de soi apporte un avantage évolutif. Pour les animaux qui en ont les moyens, il faut ainsi qu'éprouver subjectivement le monde et se préoccuper de son sort renforcent leur capacité à se reproduire. Ces conditions feraient que très peu d'espèces animales auraient acquis la sentience. À une époque où leur condition préoccupe beaucoup, cette thèse mérite qu'on s'y attarde, car la sentience est un élément fondamental, si ce n'est nécessaire, pour la prise en considération morale des non-humains. ● **T.L.**

Philosophie

À LA RECHERCHE DE LA LIBERTÉ PERDUE

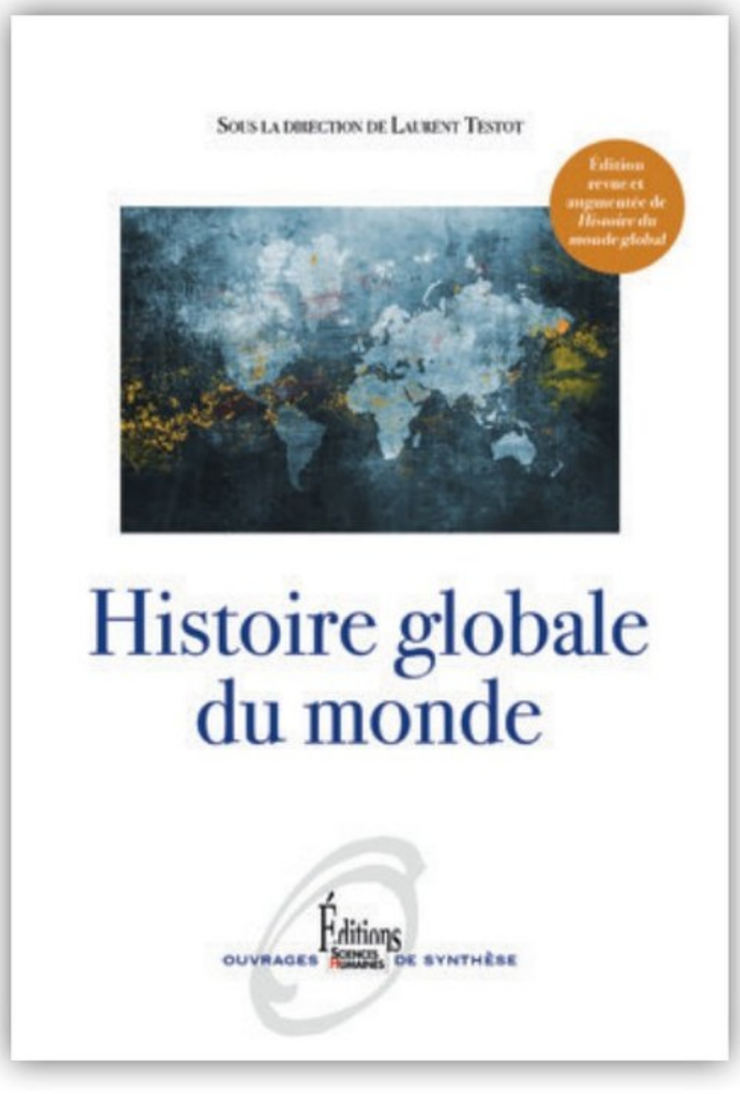


• ***De la liberté***
Timothy Snyder, Gallimard, 2024, 408 p., 26 €.

Dans les ultimes pages de *À la recherche du temps perdu*, le narrateur évoque la façon dont le tintement d'une sonnette résonne encore en lui, des décennies après, et fait ressurgir une foule de souvenirs. Timothy Snyder a lui aussi sa réminiscence proustienne, son « *temps retrouvé* » : elle surgit de la mélodie, gravée dans sa mémoire d'enfant, d'une « *cloche de la liberté* » installée sur la propriété de ses grands-parents dans l'Ohio, hommage à celle utilisée à Philadelphie pour annoncer la signature de la Déclaration d'indépendance américaine en 1776. Cette anecdote autobiographique ouvre un livre où l'auteur de *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline* (2010) et de *Terre noire. L'Holocauste, et pourquoi il peut se répéter* (2015) alterne entre les souvenirs de son enfance américaine, des parties de base-ball aux rêves d'exploration spatiale, le témoignage d'une vie professionnelle passée à explorer le passé et le présent de l'Europe de l'Est, et une réflexion sur le contenu de la notion de liberté. Timothy Snyder reprend la distinction classique du philosophe Isaiah Berlin (1909-1997) entre la liberté « négative » (l'absence d'interférence) et la liberté « positive » (la capacité de faire ou être) pour mieux critiquer la première et vanter la seconde. Selon lui, « *la liberté n'est pas qu'absence du mal, c'est aussi présence du bien* » et la liberté négative, poussée à l'extrême, n'aboutit qu'à une chose : le « *chaos oligarchique* ». La liberté, la vraie, ne s'envisage que dans le cumul de cinq composantes qui lui donnent sa substance : la souveraineté, l'imprévisibilité, la mobilité, la factualité et la solidarité. Soit autant de choses que menacent les « *sadopopulistes* » comme Donald Trump, les « *politiciens de l'éternité* » comme Vladimir Poutine, ou encore ceux qui pensent qu'au grand bazar des idées le marché saura reconnaître les bonnes, comme Elon Musk, le propriétaire de X (ex-Twitter). « *Aux États-Unis, dans mon propre pays, on parle de liberté sans réfléchir à ce que c'est* », déplore Timothy Snyder, pour qui « *dès qu'on s'imagine que la liberté est donnée, elle disparaît* » : telle une cloche installée là depuis toujours, elle ne vaut rien si on ne la fait pas régulièrement sonner. ● **JEAN-MARIE POTTIER**

SCIENCES HUMAINES
ÉDITION

NOUVEAUTÉ
EN LIBRAIRIE



« COMPRENDRE LES DYNAMIQUES À NOTRE HISTOIRE COMMUNE. »

Retrouvez cet ouvrage en scannant ce QRcode

PAR TÉLÉPHONE AU **03 86 72 07 00**
WWW.SCIENCESHUMAINES.COM

Science politique

LA TENTATION RUSSE



• ***Paris-Moscou. Un siècle d'extrême droite***
Nicolas Lebourg et Olivier Schmitt, Seuil, 2024, 272 p., 21 €.

Lors des scrutins de l'été 2024, le soutien financier et idéologique de la Russie au Rassemblement national a une nouvelle fois fait la une de l'actualité. Les liens entre les extrêmes droites françaises et les forces politiques russes n'ont cependant rien de nouveau. L'historien Nicolas Lebourg et le politiste Olivier Schmitt ont épluché revues militantes et archives des services secrets pour retracer un peu plus d'un siècle de ce « *jeu d'interactions franco-russes* ». Longtemps, il s'est déroulé sans bruit et a fonctionné par sédimentation d'une Russie miniature en France, avec ses agents parfois doubles et ses relais d'influence. La chute du régime tsariste en 1917, le pacte germano-soviétique de 1939, l'invasion de la Russie par les nazis en 1941, le début de la guerre froide en 1947 et la chute de l'URSS en 1991 ont tour à tour fait de la Russie un ennemi, un allié indispensable, une menace, et une page blanche fantasmée.

Devenue base arrière de nombreux Russes expatriés, la France a vu se déployer un travail de réflexion et de structuration militante. Dans l'entre-deux-guerres, un mouvement de droite radicale russe baptisé « solidarisme » (référence à un courant français de la fin du 19e siècle) trouve dans la France un de ses bastions. C'est aussi le cas de l'« eurasisme », qui fait de la Russie un « troisième continent », en rupture avec le matérialisme occidental comme avec le communisme. Reformulé au tournant du 21e siècle, le « néo-eurasisme » a imprimé sa marque sur les extrêmes droites françaises actuelles. D'abord à bas bruit, puis de manière plus sonore à partir du début de la guerre russo-ukrainienne en 2014, moment « *où tous les fils tendus durant les décennies précédentes se rejoignent* ». Des fils dont le démêlage donne lieu à un défilé de théoriciens, de groupuscules et de revues, acteurs d'un milieu volontiers fractionniste et paranoïaque. Des noms souvent peu connus mais qui constituent « *des personnes-ressources tant en termes de doctrines, de communication que de mise en réseau* ». ● **J.-M. P.**

INFLUENCEURS À LA MANŒUVRE

Pour les auteurs de ce livre, la montée en puissance des partis politiques d'extrême droite en France est essentiellement due au travail de nombreux influenceurs. Ceux-ci ont créé un écosystème de sites Internet, de podcasts et de vidéos enfermant l'internaute dans une bulle d'information orientée, ce qui le transforme progressivement en électeur d'extrême droite. Ce phénomène a 20 ans. Dans les années 2000, alors que la presse nationaliste et identitaire se vendait mal, des inconnus issus de la fachosphère ont pris le relais sur Internet. Ce fut d'abord sur des sites spécialisés comme Boulevard Voltaire, FdeSouche ou Breizh info, puis sur une chaîne YouTube, TV Libertés, qui surfait sur la vague antivax et conspirationniste en plein essor. Enfin, les influenceurs identitaires devinrent de véritables stars. Les vidéos antisémites à succès d'Alain Soral et Dieudonné laissèrent la place à une jeune garde cumulant parfois des millions de vues : Papacito, un viriliste violent et ultranationaliste ; Valek, misogyne et xénophobe ; Damien Rieu… ou encore Thaïs d'Escufon, antiféministe et traditionnaliste ; Alice Cordier, représentant un collectif anti-islam et antitrans. Sans oublier Jordan Bardella, qui reprend les codes des réseaux sociaux en se mettant en scène dans des activités quotidiennes banales.

Toutes ces personnes jouent sur un supposé humour décalé et sur l'usage de mots codés, par exemple le « dhimmi », qui désigne dans leur bouche un « collabo » du « grand remplacement ». Par ces moyens, ils ont réussi à propager les idées phares de l'extrême droite : la haine des migrants, des musulmans et des idées progressistes. Leur succès, selon les auteurs, tient aussi aux relais médiatiques dont ils bénéficient, notamment dans les chaînes du groupe Bolloré. Tout n'est cependant pas joué sur le net : lors des dernières élections, des influenceurs renommés comme les youtubeurs Squeezie ou Lena Situation se sont fait remarquer en dénonçant les dangers de l'extrême droite. ● **RÉGIS MEYRAN**



• ***Pop fascisme. Comment l'extrême droite a gagné la bataille culturelle sur Internet***
Pierre Plottu et Maxime Macé, Divergences, 2024, 180 p., 15 €.

LES EXPATRIÉS : UNE RESSOURCE PEU EXPLOITÉE



• ***Le Diplomate et les Français de l'étranger***
Christian Lequesne, Presses de Sciences Po, 2024, 176 p., 19 €.

Première enquête consacrée aux pratiques des diplomates français dans leurs relations aux Français de l'étranger, ce livre propose une large réflexion sur les concepts de diplomatie consulaire et de diplomatie de diaspora. En l'absence de statistiques fiables, on estime que 2,5 et 3,5 millions de Français résident de manière permanente ou temporaire à l'extérieur de l'Hexagone et des Outre-mer. L'État français a-t-il une politique vis-à-vis de ses ressortissants établis à l'étranger ? De l'avis du politologue Christian Lequesne, il existe une « diplomatie de la diaspora », soit une stratégie déployée par les États d'origine en vue de conserver des liens avec leurs compatriotes. Soutenant l'idée que ces expatriés, aussi hétéroclite que soit ce groupe, forment une diaspora, l'auteur a tenté, dans cet essai aussi limpide qu'érudit, de mettre en évidence la stratégie de Paris pour protéger ses ressortissants sans pour autant les associer à une politique d'influence. Le sujet est rarement évoqué, d'où l'intérêt de sa démarche, fruit d'un travail de terrain réalisé en Côte d'Ivoire, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Israël, au Japon et dans plusieurs capitales européennes.

De ses nombreux entretiens avec des diplomates, des parlementaires, des employés dans des structures françaises et des expatriés, il ressort un constat : difficile de faire la part des choses. Paris peine à mettre en œuvre une stratégie cohérente qui distinguerait les Français de l'étranger entre protégés et clients potentiels au service du rayonnement à l'international. De l'avis de l'auteur, la France bute sur la force historique d'un État à la fois régalien et providentiel ; ce qui rend difficile l'évolution vers une diplomatie consulaire plus soucieuse du développement de l'influence française dans le monde. ● **TIGRANE YÉGAVIAN**

SCIENCES HUMAINES

ABONNEZ-VOUS





Choisissez votre abonnement

Les Grands Dossiers Sciences Humaines
4 numéros
29 €*
seulement
au lieu de 39,60 €

Les Grands Dossiers Sciences Humaines
4 numéros
+ **10** numéros de Sciences Humaines
69 €*
seulement
au lieu de 108,60 €

* Offres réservées aux particuliers et étudiants en France Métropolitaine.

BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI, je m'abonne

☐ **29 € pour 4 Grands dossiers**

☐ **69 € pour 10 Numéros + 4 Grands Dossiers**

Je règle aujourd'hui la somme de ..... €

☐ Par chèque (bancaire ou postal) à l'ordre de Sciences Humaines

☐ Par virement Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté
IBAN : FR76 1080 7004 0922 1217 7531 021
BIC : CCBPFRPPDJN

Mes coordonnées :

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
CP Ville .....
Pays .....
Courriel .....

À compléter et à retourner avec votre règlement dans une enveloppe NON AFFRANCHIE à :

Sciences Humaines
Libre Réponse 60 546
89 019 Auxerre Cedex

POUR ALLER PLUS VITE,
APPELEZ LE **03 86 72 17 39**
CODE PROMO 372
(PAIEMENT PAR CARTE BANCAIRE)

INSTITUTIONS
ET **AUTRES ZONES**
SCANNEZ CE QRcode

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Sciences Humaines responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation Client et d'actions marketing sur ses produits et services. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse https://www.scienceshumaines.com/politique-confidentialite ou écrivez à notre Délégué à la protection des données à Sciences Humaines BP 256 – 89004 Auxerre Cedex ou serviceclients@scienceshumaines.fr

Anthropologie



• ***La Voix des fantômes. Quand débordent les morts***
Grégory Delaplace, Seuil, 2024, 272 p., 22 €.

LA VOIX DES FANTÔMES

Nous nous plaisons à imaginer « *que les humains ont inventé les rituels funéraires pour arrêter d'oublier* ». Et mieux encore, que c'est « *ce geste démiurgique qui a fondé l'humanité et la culture* », observe l'anthropologue Grégory Delaplace, spécialiste de la Mongolie. Dans ce nouvel essai, il avance une autre hypothèse : celle d'un monde où « *le fantôme précède l'ancêtre* » et où les humains enterrent leurs morts pour « *cesser de subir leur permanence intempestive* ». Des Waris brésiliens (qui consommaient la chair des défunts) aux Tziganes (qui brûlent ce qui leur a appartenu et s'interdisent de prononcer leur nom), en passant par l'Afrique, la Mongolie ou encore l'Europe médiévale, l'auteur montre que par-delà leurs différences, les rites funéraires ont en commun de faire « *l'éducation des morts* », afin de leur assigner une place dans la société et transformer leurs spectres menaçants en ancêtres bienveillants.

Comme chez les vivants, il existe des rebelles parmi ces morts : ce sont les fantômes. S'appuyant notamment sur les récits d'apparitions tirés des archives de la Société pour la recherche psychique fondée à Londres en 1882 et ses recherches en Mongolie, Grégory Delaplace esquisse le portrait de certains de ces revenants et montre comment ils débordent « *de l'existence qui leur a été assignée et des compétences conférées par les vivants* ». Ces fantômes sont souvent des âmes blessées, victimes de leur vivant d'injustices ou de persécutions. Refusant leur sort, ils se manifestent de manière inopinée, presque toujours stridente, dans le quotidien des vivants, troublant la paix sociale. S'ils reviennent, c'est souvent pour faire des remontrances et demander réparation. Comme ces soldats de la guerre du Vietnam qui viennent hanter les vivants pour qu'on les exhume de leur tombe anonyme. Ou ces victimes des purges communistes en Mongolie qui, à l'occasion d'une séance de purification (dont l'auteur livre un récit hallucinant), obligent une famille bouriate à se replonger dans son passé douloureux. Il s'agit alors avec l'aide des chamanes de leur apporter les attentions qui sauront les apaiser, réparant au passage les mémoires déchirées ou occultées. On ressort de ce beau voyage au pays des spectres ému et un peu groggy. L'action des fantômes sur les vivants toutefois n'est pas toujours néfaste, reconnaît l'auteur, nous invitant à lire les histoires de fantômes bienveillants rapportées par Vinciane Despret, qui ont contribué à l'inspirer. ● **CÉCILE PELTIER**

LE PATRIMOINE, C'EST LE PRÉSENT DU PASSÉ

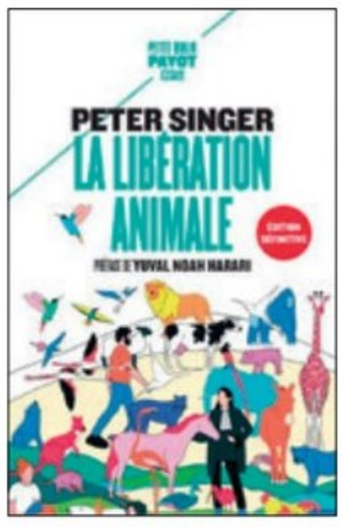
Comment sont produits les imaginaires et les patrimoines nationaux ? À ce sujet, la première partie du livre de Michel Rautenberg, anthropologue et professeur à l'université Jean-Monnet (Saint-Étienne), en appelle aux travaux de Marcel Mauss, de Gilbert Durand, de Daniel Fabre et de Maurice Godelier, tout comme aux *Lieux de mémoire* de Pierre Nora. C'est l'occasion de rappeler les thèses de Benedict Anderson et de l'Indien Arjun Appadurai. Le premier a décrit la construction de la nation comme une « *communauté imaginée* », quand le second insiste sur le flux d'images, d'informations et de récits fabriquant les imaginaires transnationaux. Complétant leurs réflexions, Michael Herzfeld rend compte des pratiques des acteurs dans leur vie quotidienne. Michel Rautenberg souligne l'importance de cette construction, en particulier pour les « petites nations ». Il décrit aussi le projet de renaissance de l'imaginaire ottoman mené par l'AKP et le président Erdogan, disserte sur le guignol lyonnais et sur le remplacement du Palais de la République communiste comme parlement berlinois par la reconstruction du Schloss, ancien château des Hohenzollern.

Le reste du livre considère principalement le patrimoine bâti de Plovdiv (Bulgarie), ainsi que la mémoire minière à Saint-Étienne et dans le Pas-de-Calais (où le film *Germinal* de Claude Berry se substitue à la mémoire des acteurs) tandis que Villeneuve-d'Ascq se construit une identité. C'est l'occasion d'examiner le processus de gentrification et la manière dont s'exprime la nostalgie d'une urbanité perdue dans des expositions photographiques, des monuments et des rituels tels celui de la Sainte-Barbe, patronne des mineurs célébrée dans toute l'Europe comme à Saint-Étienne. Chaque 4 décembre, la statue était bénie, amenée en procession et descendue au fond d'un puits minier. Michel Rautenberg remarque qu'il a fallu attendre 2012 pour que les mineurs algériens et marocains trouvent leur place dans l'exposition permanente du musée de la Mine de Couriot-Saint-Étienne. ● **G.G.**



• ***L'Imaginaire patrimonial. Figures de l'urbanité contemporaine***
Michel Rautenberg, Presses universitaires de Rennes, 2024, 260 p., 22 €.

Déjà classique



• ***La Libération animale***
Peter Singer, édition définitive, Payot, 2024, 500 p., 12 €.

LA BIBLE DES ANTISPÉCISTES

Vendu à plus d'un million d'exemplaires depuis sa parution en 1975, *La Libération animale* est sans conteste un des livres les plus influents du 20e siècle. À l'époque de sa sortie, rares étaient les ouvrages de philosophie entièrement consacrés à l'éthique animale. Aujourd'hui, alors que paraît la version définitive de ce livre culte, l'exploitation animale est devenue une question de société à part entière.

Peter Singer est un philosophe australien spécialiste d'éthique appliquée, cette branche de la philosophie qui met les théories morales à l'épreuve de cas concrets. Les cinq cents pages de son best-seller traitent de la responsabilité des humains à l'égard des autres animaux. On y trouve aussi bien une définition précise du spécisme (la discrimination fondée sur l'espèce et seulement cela), une description détaillée de l'exploitation animale, des pistes à suivre pour la faire reculer, et même quelques solutions véganes.

Le raisonnement de Peter Singer repose sur un principe de justice simple, mais robuste, selon lequel il faut traiter de façon similaire des cas similaires. Les humains sont bien, en moyenne, plus ceci ou cela que les autres animaux… Mais l'auteur nous invite à voir que l'égalité animale n'est pas une égalité de capacités, c'est une égalité de considération de leurs intérêts et besoins respectifs. Or, nombre d'animaux partagent avec les humains un intérêt à ne pas souffrir, à vivre une vie agréable et épanouissante. L'argument éthique au cœur de l'ouvrage a parfaitement résisté au passage du temps : le spécisme, qui fait de l'appartenance à une espèce un critère de discrimination éthique, est devenu logiquement indéfendable. Cette édition définitive du texte de Peter SInger arrive au moment où s'affirme un consensus moral sur la question animale.

Les données empiriques sur l'expérimentation animale et l'élevage industriel, elles, avaient bien besoin d'une mise à jour, raison entre autres de cette nouvelle édition augmentée. En l'année 1975, seize milliards d'animaux terrestres d'élevage étaient abattus à travers le monde. Un demi-siècle plus tard, nous en tuons cinq fois plus par an, et bien plus encore d'animaux aquatiques. Le bilan du mouvement animaliste est donc pour le moins modeste. Cela n'empêche pas Peter Singer, résolument optimiste, de mettre en avant les avancées significatives des dernières décennies : les élevages d'animaux à fourrure ou pour la production de foie gras ont été interdits dans plusieurs pays européens, des partis politiques entièrement consacrés à la cause animale ont vu le jour, les options végétariennes sont plus valorisées et accessibles que jamais.

En cinquante ans, la leçon principale de *La Libération animale* est inchangée : les animaux « *sont des êtres sensibles, dotés d'une vie propre, qui n'ont rien fait pour mériter les souffrances que nous leur infligeons* ». Par la simplicité de son exposé, l'ouvrage est accessible à tous. La solidité de ses arguments et la portée révolutionnaire de ses conclusions en font un classique sur le sujet.

● **AXELLE PLAYOUST-BRAURE**



© SAMUËL BERTHET

● NICOLAS JOURNET

LE MOT QUI FÂCHE

Bébé vote

« *À travers le monde, la seule chose qui soit universelle dans le suffrage du même nom, c'est que les enfants en sont universellement exclus.* » Ainsi s'ouvre le joyeux manifeste que Clémentine Beauvais, romancière et sociologue, vient de faire publier avec pour titre, tenez-vous bien, *Pour le droit de vote à la naissance* (Gallimard, 2024). Oui, vous avez bien lu, et déjà vous songez à la fable politique ou au canular de normalien. La seule idée d'un bambin montant à l'assaut d'une urne plus haute que lui vous fait sourire. Pas de quoi se fâcher, donc. À moins que Clémentine Beauvais pense vraiment ce qu'elle écrit… Or, elle ne galèje pas et, même si sa plume est souvent primesautière, entend bien être lue avec grand sérieux. Cessons de rire et prenons-la au mot.

Qu'est-ce qu'un mineur ? En l'occurrence, un citoyen jeune, voire très jeune, illettré jusqu'à un certain âge, et juridiquement sous tutelle. Si les enfants ne votent pas, c'est qu'on les estime incompétents à comprendre les enjeux d'une consultation électorale. Or, remarque avec cruauté Clémentine Beauvais, aucune connaissance particulière ni aptitude cognitive n'est exigée d'un électeur adulte : même s'il est analphabète ou sous tutelle, il votera. Seuls la nationalité et l'âge comptent, 18 ans, ou 16 dans certains pays. Pourquoi pas 14, 12 ou même 6 ans ? Si la démocratie exige de consulter le peuple, pourquoi pas les enfants, qui actuellement représentent 20 % du peuple français ? Il n'y a pas plus de raisons de les exclure qu'il n'y en avait d'exclure les femmes, et avant cela, les pauvres. Premier point donc : abolir une discrimination gratuite et corriger un déficit de démocratie. Deuxième point : même si on présume que les jeunes s'intéressent peu à la politique et bouderaient les isoloirs, ils sont concernés par les décisions issues des urnes. Ils le sont même pour plus longtemps que les tranches plus âgées du corps électoral. Inclure les enfants leur permettrait de faire valoir leurs intérêts à long terme sur des sujets comme l'environnement, l'égalité des sexes, la pauvreté, causes pour lesquelles ils se mobilisent parfois, on l'a vu. Troisième point : on objecte que les enfants sont manipulables, et soutiendraient les candidats offrant le plus de fraises Tagada, de consoles de jeux ou de jours de congé. Peut-être, mais les adultes sont-ils si différents ? Le fait qu'ils votent « mal » n'autorise pas à les priver de leur suffrage : ce serait la négation même du jeu démocratique. Le quatrième point est une question : que faire des bébés ?

Aucune connaissance particulière ni aptitude cognitive n'est exigée d'un électeur adulte : même s'il est analphabète ou sous tutelle, il votera.

En fait, le projet de prendre en compte leurs voix n'est pas si nouveau : dès 1928, le démographe Paul Demeny plaidait pour confier aux parents le soin de voter pour leurs bambins. Certes, ce n'était pour lui qu'une manière d'encourager la natalité, et non de recueillir leurs suffrages. Ce vote « par procuration » a néanmoins des adeptes modernes chez les défenseurs des enfants, tels le philosophe John Wall, qui y voit une solution à l'incapacité des tout-petits. Le politologue David Runciman en a une autre, coupant la poire en deux : ouvrir des droits à partir de 6 ou 7 ans, âge dit « de raison ». Clémentine Beauvais, elle, ne transige pas : des droits pour tous, et aux jeunes eux-mêmes de décider à quel âge en faire usage. Voilà pour l'essentiel. Vous souriez toujours ? Peut-être un peu moins, signe que cette démonstration hardie appellera peut-être dans un futur proche des réponses musclées et des sarcasmes féroces. Ou bien restera ce qu'elle est à ce jour : une réjouissante utopie politique. ●

philosophie magazine
N° 183
Octobre 2024

philosophie magazine

Élu magazine de l'année 2024
Prix Relay SEPM

Comment trouver le bon rythme ?



5 IDÉES REÇUES SUR LE CERVEAU démontées par Albert Moukheiber

ÉLOGE DE LA CHARPENTE
Visite du chantier de Notre-Dame de Paris

UN ANTHROPOLOGUE À LA FERME
Rencontre avec Charles Stépanoff



CAHIER CENTRAL
FÉLIX RAVAISSON
La puissance de l'habitude

MENSUEL / France: 6,90 € - BELUX 7,50 € - CH 12,10 CHF - D 8,20 € - ESP-IT-GR-PORT-CONT 7,50 € - DOM 8,80 € - TOM 1120 XPF - MAR 80 MAD - TUN 14 TND - CAN 12,99 $CAD

ISSN 17891 - 183 - F: 6,90 € - RD

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET **SUR ABONNEMENT**

Cet encart d'information est mis à disposition gratuitement au titre de l'article L. 541-10-18 du code de l'environnement. Cet encart est élaboré par CITEO.

Petit à petit, tout le monde fait son tri.



ON NE LÂCHE RIEN !

TRIONS SYSTÉMATIQUEMENT

TOUS LES EMBALLAGES ET PAPIERS SE TRIENT